CLUB CONJONCTURE 93

Tableau de bord économique de la Seine-Saint-Denis

Novembre 2018

Analyse des données

Préfecture de la Seine-Saint-Denis * Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis * Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis * Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis * Tribunal de Commerce * DIRECCTE Ile-de-France * URSSAF de Paris- Région Parisienne * Pôle Emploi Seine-Saint-Denis * Unité départementale de l'Equipement et de l'Aménagement * Comité Départemental du Tourisme * Banque de France de la Seine-Saint-Denis * Direction départementale des Finances Publiques * Direction régionale des Douanes de Paris-Est

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

CLUB CONJONCTURE 93

Le Club Conjoncture 93 est une structure informelle qui réunit les principaux acteurs économiques de la Seine-Saint-Denis : la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis, la Chambre de commerce et d'industrie de départementale de Seine-Saint-Denis, la DIRECCTE Île-de-France, la Banque de France de Seine-Saint-Denis, la Direction Départementale des Finances Publiques, le Comité départemental de tourisme de la Seine-Saint-Denis, le Pôle Emploi Seine-Saint-Denis, l'Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Equipement et de l'Aménagement, la Chambre de métiers et de l'artisanat de la Seine-Saint-Denis, le Tribunal de commerce de Seine-Saint-Denis, la Direction régionale des douanes de Paris-Est et l'URSSAF de Paris- Région Parisienne.

Il a pour objet l'analyse et le suivi de la conjoncture économique du département, et s'organise autour de deux aspects différents : le suivi régulier d'indicateurs en premier lieu, et l'examen plus structurel par thématique de certains aspects de l'économie départementale, en second lieu.

Dans cette perspective, le Club 93 Conjoncture réalise semestriellement un Tableau de Bord Économique de la Seine-Saint-Denis qui regroupe des séries chronologiques économiques collectées auprès des différents partenaires et tente de faire l'analyse d'indicateurs départementaux relatifs aux ménages, aux entreprises, au tourisme et aux événements d'affaires, à l'emploi et à la construction et au marché de l'immobilier.

Ces documents sont consultables sur les sites internet des partenaires du Club 93 Conjoncture suivants :

- Préfecture de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.pref.gouv.fr
- Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.fr
- Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis : www.cci93-idf.fr
- Chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis : www.cma93.fr
- Comité départemental du tourisme : www.tourisme93.com

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

SOMMAIRE

- TENDANCES FRANCILIENNES
- LES ENTREPRISES
- LA VIE DES ENTREPRISES EN SEINE-SAINT-DENIS
- LA TVA ET L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS
- LE TOURISME ET LES EVÉNEMENTS D'AFFAIRES
- LE CHÔMAGE ET L'EMPLOI
- LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER

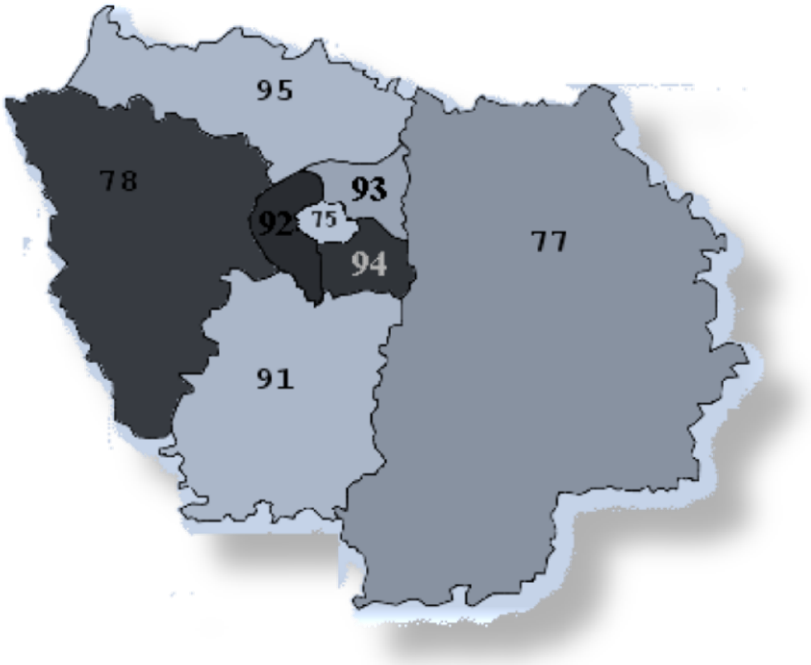
NOTE MÉTHODOLOGIQUE
CONTACTS

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

TENDANCES FRANCILIENNES

Contributions de la Banque de France

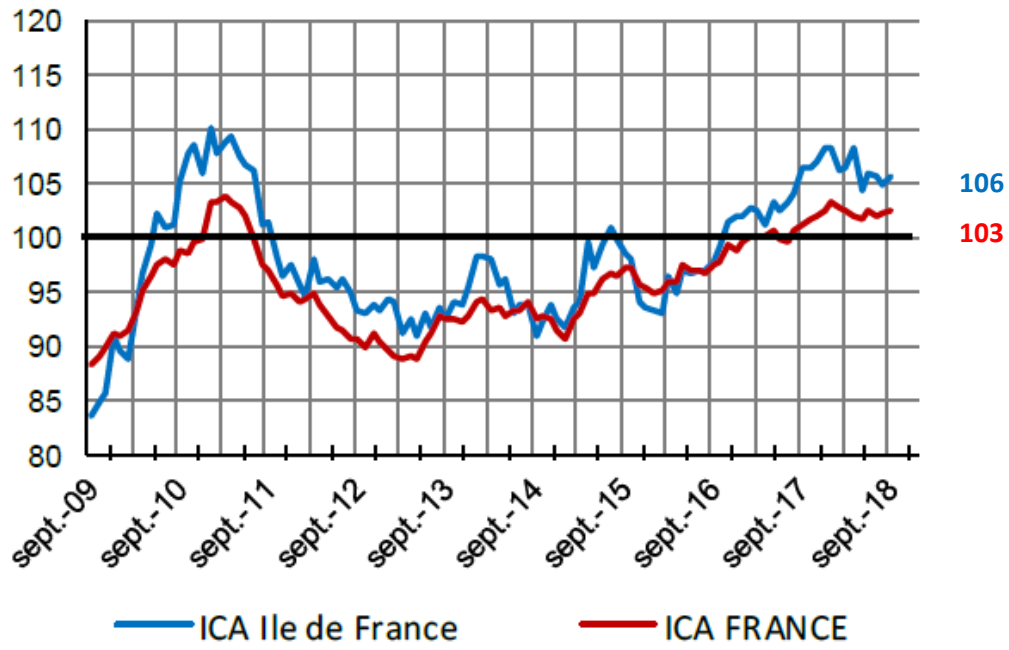
- Conjoncture économique régionale
- Entreprises
- Ménages



1- Conjoncture Économique Régionale

La croissance se confirme dans la plupart des activités de services marchands

Indicateur du climat des affaires dans les services marchands

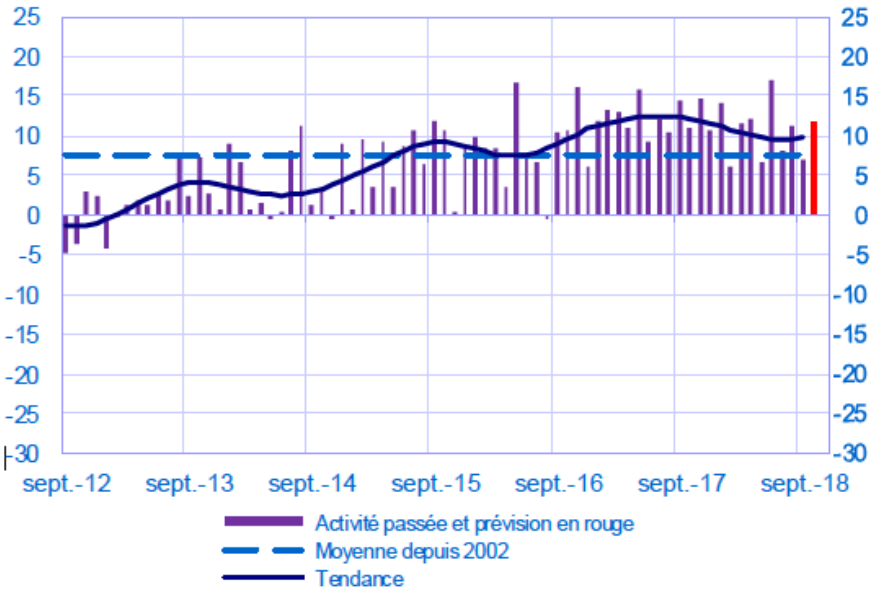


indice 100 = moyenne de longue période depuis début 1989 au niveau national et début 2002 au niveau régional

445 informateurs
51,5 % de l'emploi salarié francilien

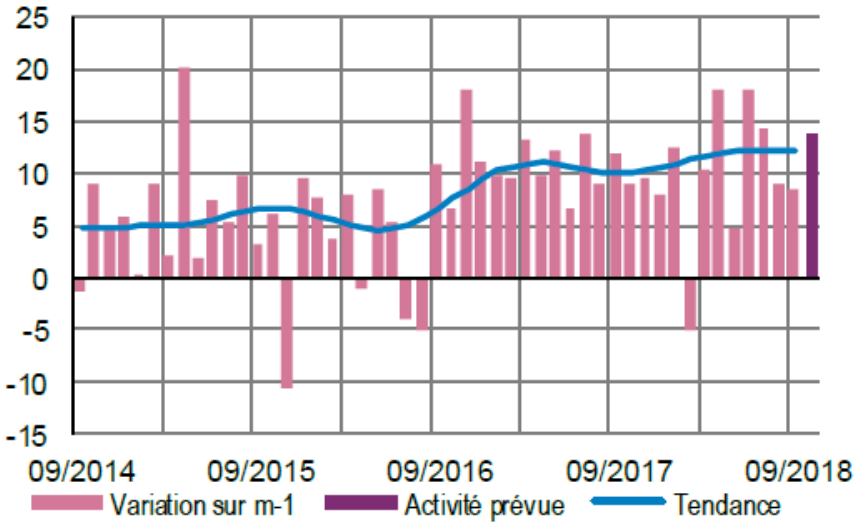
Activité passée et prévision dans les services marchands

France



En solde d'opinions, CVS (corrigé des variations saisonnières)

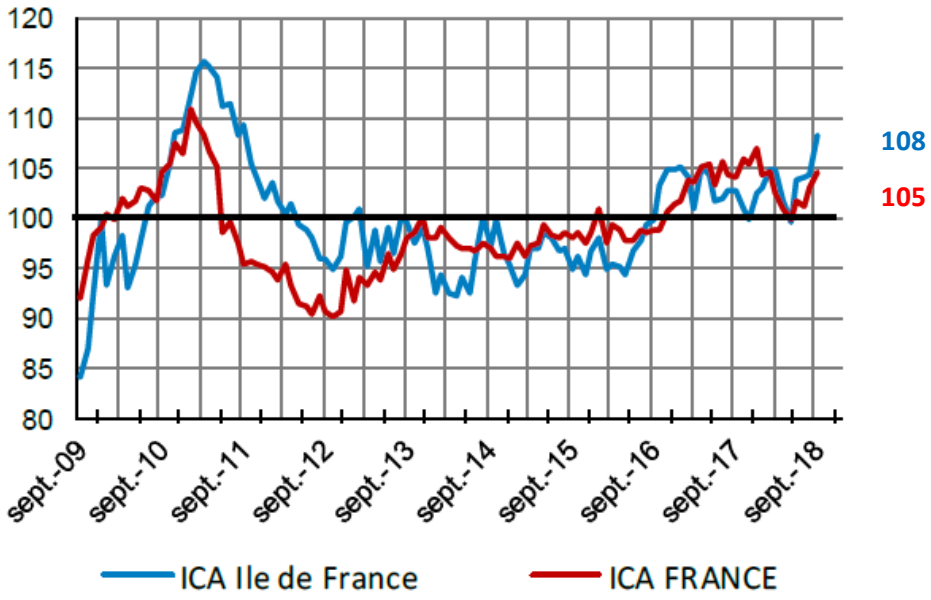
Ile de France



Source : BDF / DGS pour la France ;
Tendances régionales pour l'Ile de France

Croissance vive de l'activité industrielle qui devrait se confirmer à court terme

Indicateur du climat des affaires dans l'industrie

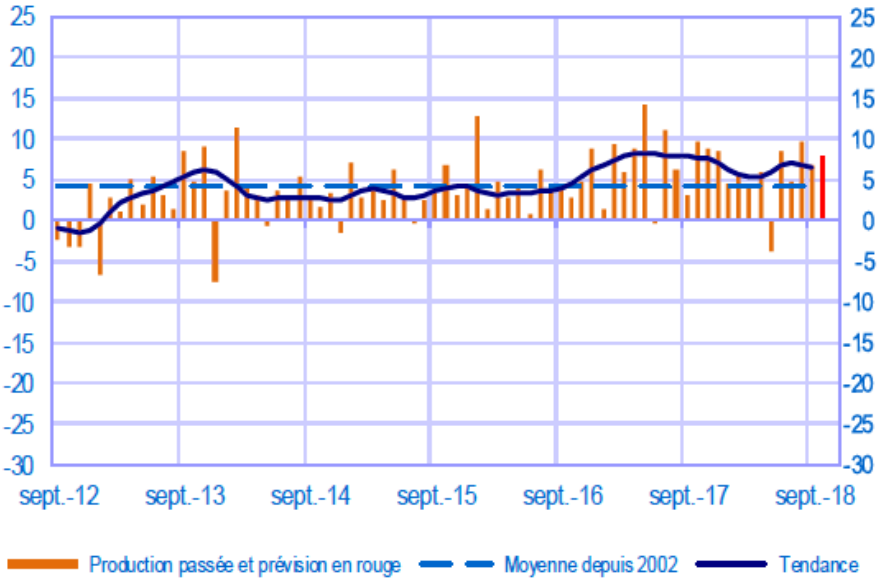


indice 100 = moyenne de longue période depuis début 1981 au niveau national et début 1996 au niveau régional

325 informateurs
7,6 % de l'emploi salarié francilien

Production passée et prévision dans l'industrie

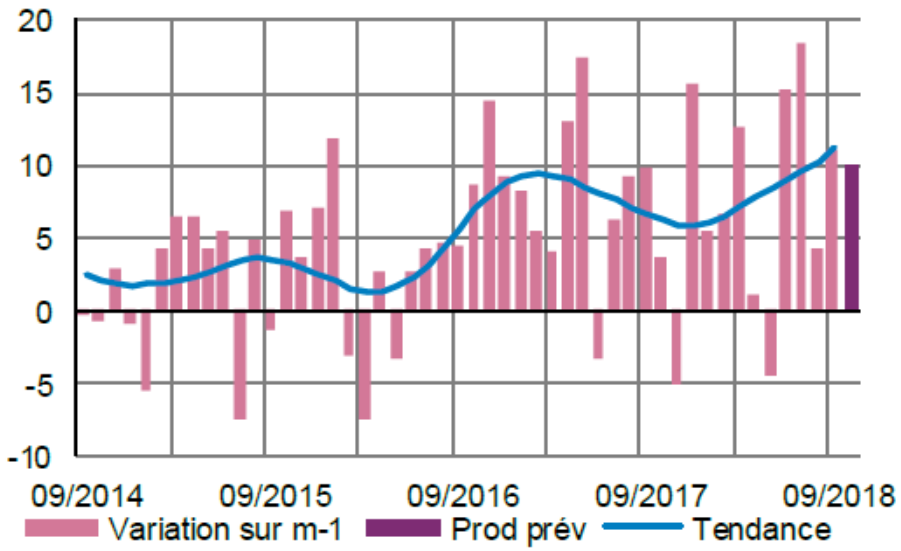
France



En solde d'opinions, CVS (corrigé des variations saisonnières)

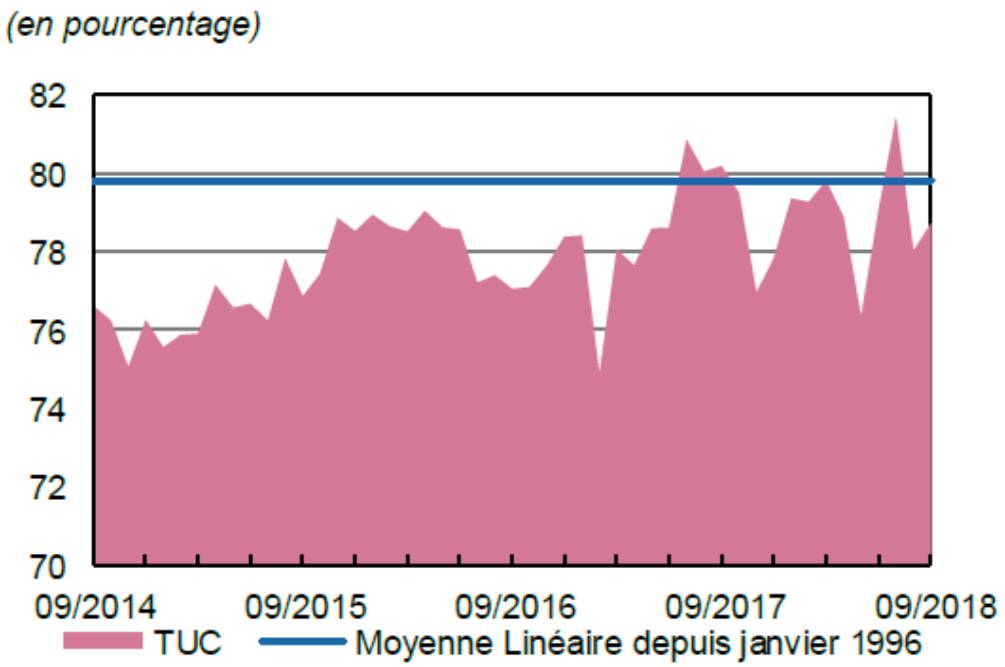
Ile de France

325 informateurs



Source : BDF / DGS pour la France ;
Tendances régionales pour l'Ile de France

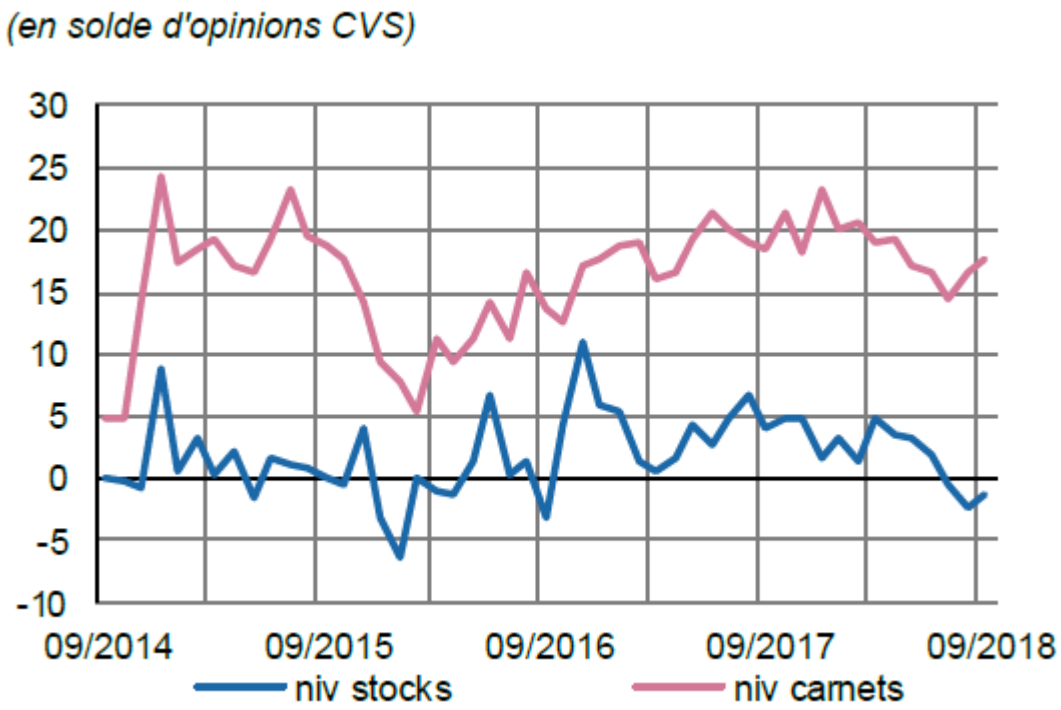
Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie en Ile-de-France



325 informateurs

Le taux d'utilisation de l'outil de production remonte à 79%, mais reste toujours en deçà de sa moyenne de longue période.

Stocks et carnets de commandes dans l'industrie en Ile de France



325 informateurs en août

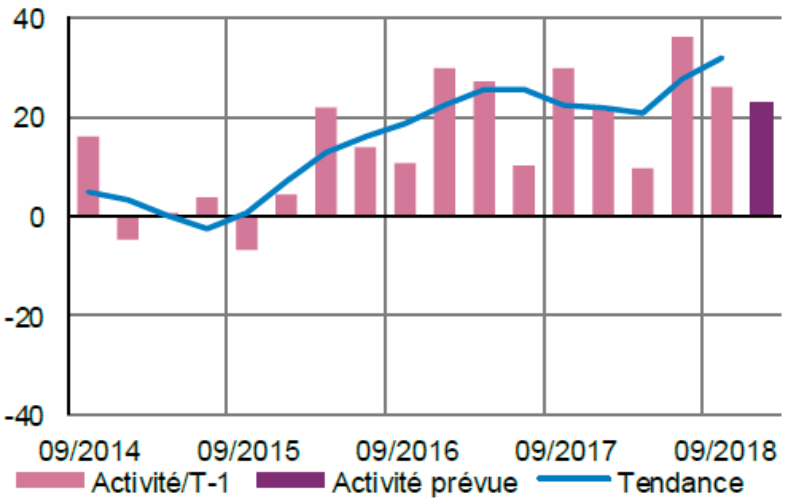
Les carnets de commandes sont à bon niveau.

Les stocks sont conformes au niveau normal.

Confirmation du dynamisme du secteur, avec des recrutements.

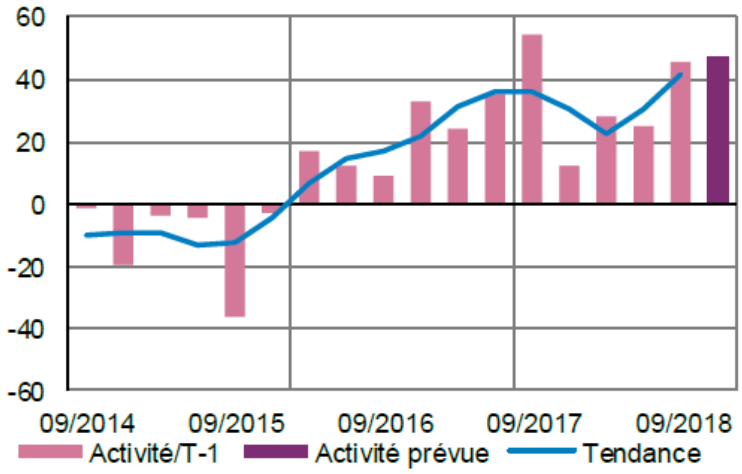
Bâtiment

Évolution globale
Activité passée et prévisions
(en solde d'opinions CVS)

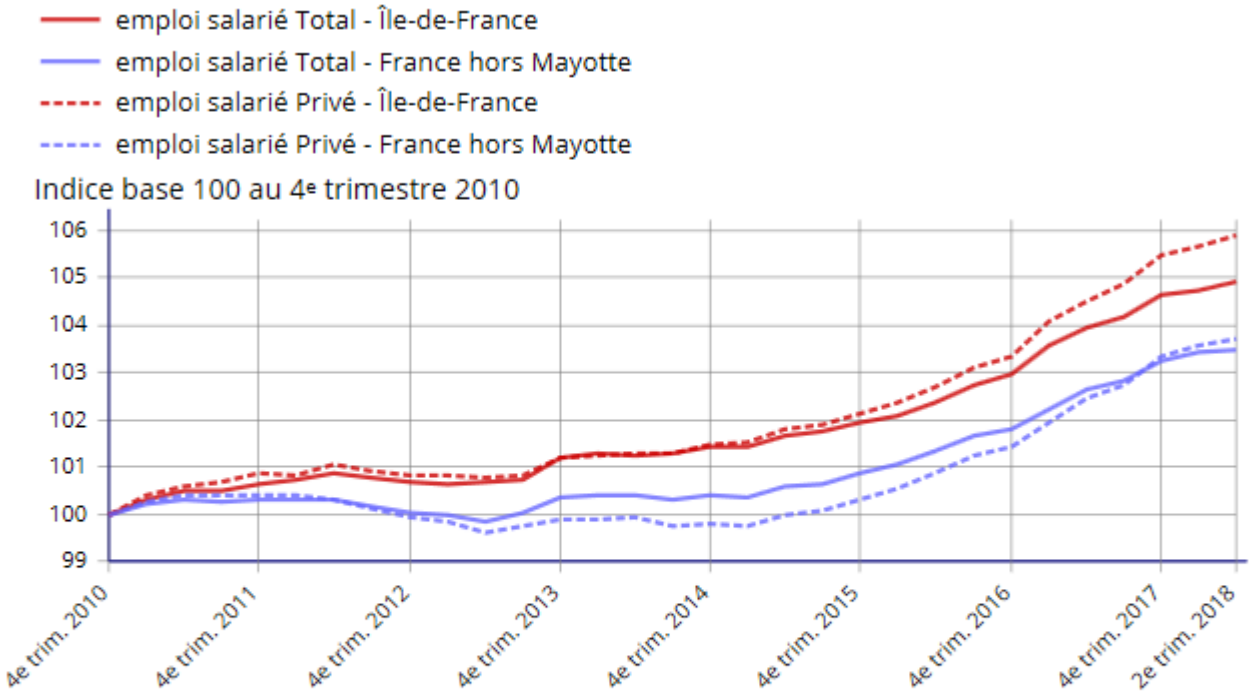


Travaux publics

Évolution globale
Activité passée et prévisions
(en solde d'opinions CVS)



Évolution de l'emploi salarié marchand



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Champ : emploi salarié total (voir avertissement).
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee.

UNE CROISSANCE DE L'EMPLOI PLUS SOUTENUE QU'AU NIVEAU NATIONAL

- Avec 11 000 emplois supplémentaires, l'emploi salarié francilien poursuit sa progression au deuxième trimestre 2018 (+ 0,2 % par rapport au trimestre précédent).
- Cette hausse est supérieure à celle de la France métropolitaine. Cela s'explique en partie par des pertes d'emploi plus élevées au niveau national dans le secteur de l'administration publique, enseignement et santé (- 0,2 % contre - 0,1 % dans la région).
- Cependant, depuis le début de l'année 2018, la progression de l'emploi en Île-de-France dans les activités marchandes est comparable à celle observée en France métropolitaine.

Source : INSEE

Évolution de l'emploi salarié marchand par départements

	Emplois (en milliers)			Variation (en %)	
	2e trim. 2017	1er trim. 2018	2e trim. 2018	trimestrielle	annuelle
Paris	1 799,5	1 819,0	**1 821,7**	0,1	1,2
Seine-et-Marne	459,9	467,5	**468,8**	0,3	1,9
Yvelines	541,8	543,6	**544,0**	0,1	0,4
Essonne	450,9	454,7	**455,6**	0,2	1,1
Hauts-de-Seine	1 041,6	1 052,6	**1 054,8**	0,2	1,3
Seine-Saint-Denis	602,9	604,0	**606,8**	0,5	0,6
Val-de-Marne	535,2	534,9	**534,7**	-0,0	-0,1
Val-d'Oise	373,2	374,5	**374,5**	0,0	0,4
Île-de-France	**5 804,9**	**5 850,8**	**5 860,8**	**0,2**	**1,0**
France hors Mayotte	24 972,2	25 167,3	**25 179,8**	0,0	0,8

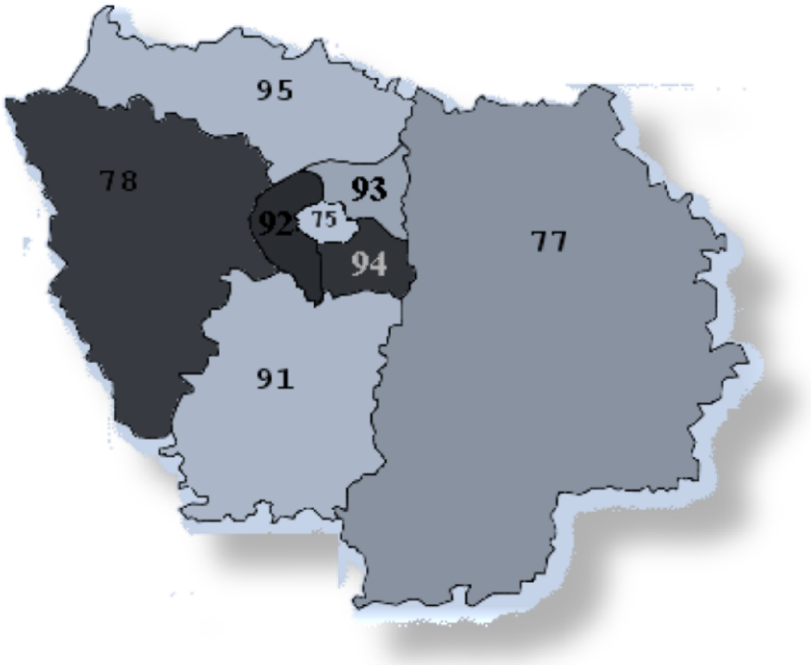
Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee.

ENTREPRISES

- Financement
- Création
- Entreprises en difficultés



2- Entreprises : Financement des entreprises

Crédits aux sociétés non financières en France

Le taux de croissance des crédits aux SNF augmente en août à + 5,7 %, après + 5,3% en juillet.
Le taux de croissance annuel des crédits à l'investissement se maintient à un niveau élevé en août (+ 6,5 %, après + 6,4 % en juillet), porté par les prêts à l'équipement (+ 7,4 % en août, comme en juillet) et par les crédits à l'immobilier (+ 5,2 %, après + 5,1 %).
Le taux de croissance des crédits de trésorerie, dont la volatilité est assez forte, est en hausse (+ 4,9 %, après + 3,4 %).

Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

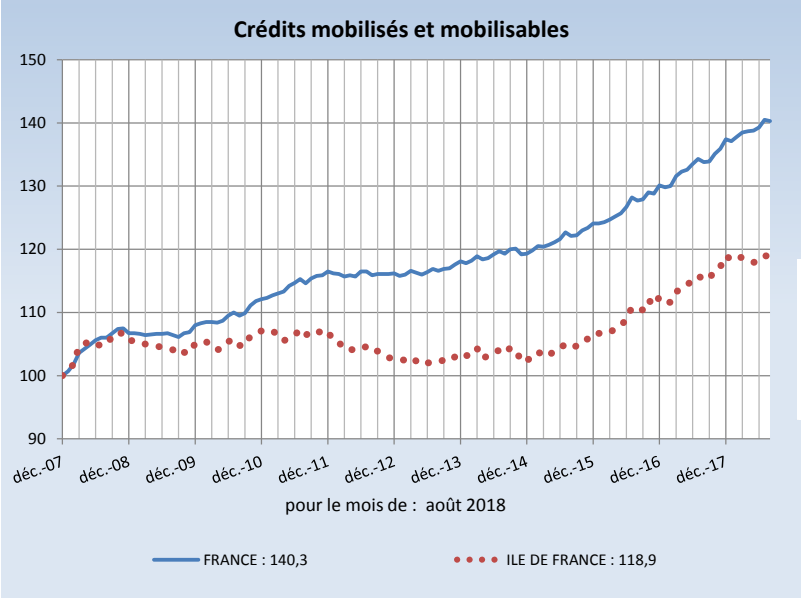
(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
	Août-18	Juin-18	Juil-18	Août-18
Total	**992**	**6,0**	**5,3**	**5,7**
Investissement	706	6,5	6,4	6,5
Équipement	*427*	*7,6*	*7,4*	*7,4*
Immobilier	*280*	*4,8*	*5,1*	*5,2*
Trésorerie	228	6,6	3,4	4,9
Autres	58	-0,7	-1,1	-0,1

Source : Stat-info crédits aux sociétés non financières – BDF / DGS

Crédits mobilisés et mobilisables
(hors activités financières et administrations publiques)

INDICES (Base 100 à partir de décembre 2007)



TCA, en %, à fin août 2018	France	Ile de France
Crédits mobilisés et mobilisables	4,9	3,3
Crédits mobilisés	5,5	4,2
Crédits court terme	5	3,7

Encours, en M€, à fin août 2018	France	Ile de France
Crédits mobilisés et mobilisables	1 218 951	494 328
Crédits mobilisés	946 346	317 841
Crédits court terme	142 847	52 448

Seuil de recensement : 25 000 €

La progression des crédits court terme en Ile-de-France poursuit son ralentissement comparativement au niveau national.

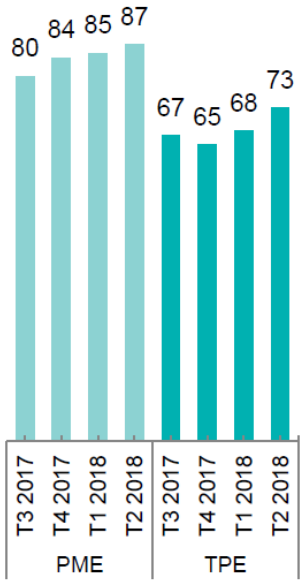
Source : Service central des Risques – Banque de France

PME et TPE France

Demande et obtention de nouveaux crédits par les PME et les TPE*

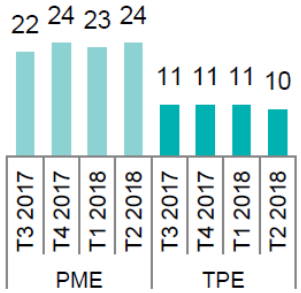
Crédit de trésorerie

Demande de nouveau crédit

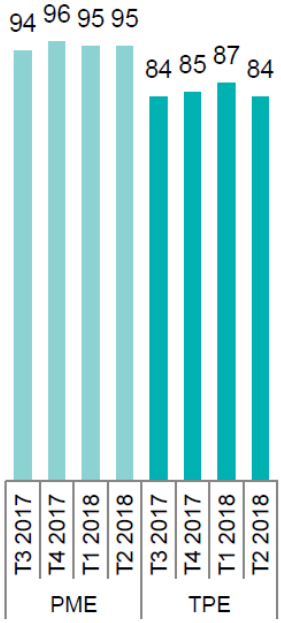


Obtention de nouveau crédit (en totalité ou à plus de 75 %)

Crédit d'investissement



Demande de nouveau crédit



Obtention de nouveau crédit (en totalité ou à plus de 75 %)

***en % ; hors utilisation de lignes de crédit obtenues précédemment**
Source : Banque de France (Direction Générale des Statistiques) et FCGA
Champ : Entreprises avec une autonomie de décision en matière de demande de crédit ; **PME : 10 - 249 salariés ; TPE : 0-9 salariés**

- Stabilité de la demande de nouveaux crédits, tant pour les PME que pour les TPE.
- Maintien à un niveau élevé de l'accès des PME aux crédits d'investissement, aux crédits de trésorerie et aux crédits d'équipement.
- Progression de l'accès des TPE aux crédits de trésorerie.

2- Entreprises : créations

Maintien d'un niveau élevé de créations d'entreprises dans la région

	Nombre de créations sur un an (à juin 2018)	Glissement du cumul annuel (en %)
Paris	66 191	11,3
Seine-et-Marne	13 320	15,1
Yvelines	16 172	20,5
Essonne	13 435	23,6
Hauts-de-Seine	28 118	20,5
Seine-Saint-Denis	26 022	26,3
Val-de-Marne	19 744	24,9
Val-d'Oise	14 644	21,5
Île-de-France	**197 646**	**18,3**
France	*647 417*	*15,6*

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene)

2- Entreprises : défaillances

Défaillances d'entreprises en Ile-de-France à nouveau en légère hausse

En **France** : le nombre de défaillances sur un an **diminue de 4,3%**

	Cumul des 12 derniers mois		Taux de croissance annuel
	août-17	août-18	août 2018/août2017
Agriculture, Sylviculture et Pêche (AZ)	16	14	-12,5
Industrie (BE)	586	594	1,4
Construction (FZ)	3 072	3 084	0,5
Commerce - Réparation automobile (GZ)	2 281	2 314	1,5
Transports et entreposage (HZ)	677	813	20,3
Hébergement et Restauration (IZ)	1 086	1 106	1,8
Information et Communication (JZ)	604	594	-1,7
Activités Financières et d'Assurance (KZ)	198	224	13,1
Activités Immobilières (LZ)	279	256	-7,9
Activités Techniques et Services Administratifs (MN)	1 746	1 733	-0,8
Enseignement, Santé, Action Sociale et Services aux Ménages (P	990	990	0,1
Ensemble de l'économie (Ile-de-France)	11 602	11 784	1,6

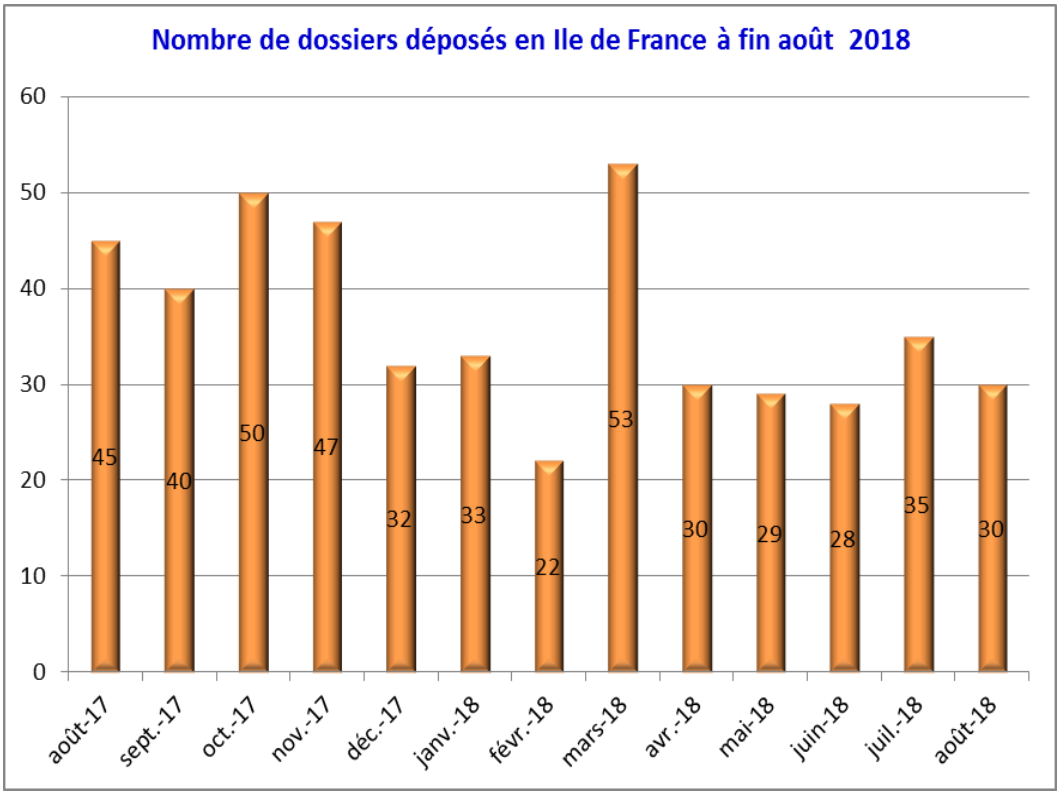
Source : Direction des Affaires Régionales – Ile de France

2- Entreprises : médiation du crédit

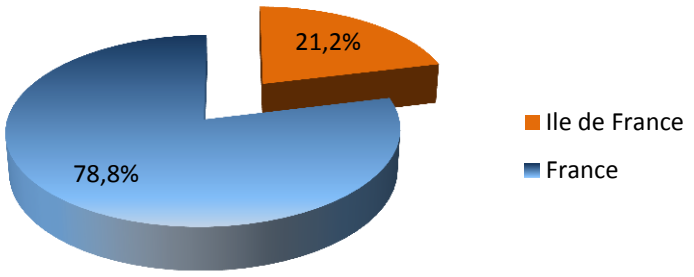
Dossiers reçus à fin août 2018 en cumul :

En France : **53 716** dont 78 % de dossiers acceptés

En Ile de France : **9 130** dont 79 % de dossiers acceptés



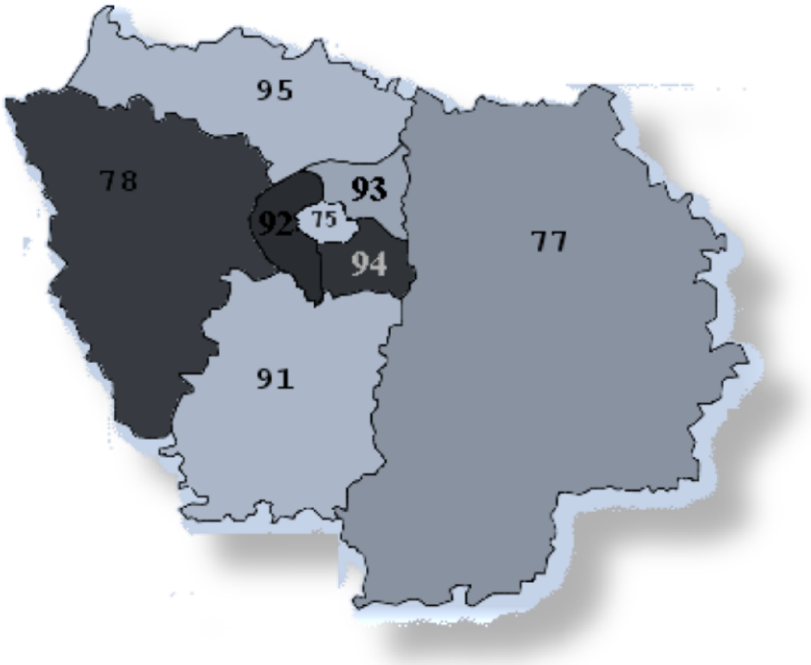
Part des dépôts du mois en Ile de France au regard du total France



Source : Direction des Affaires Régionales – Ile de France

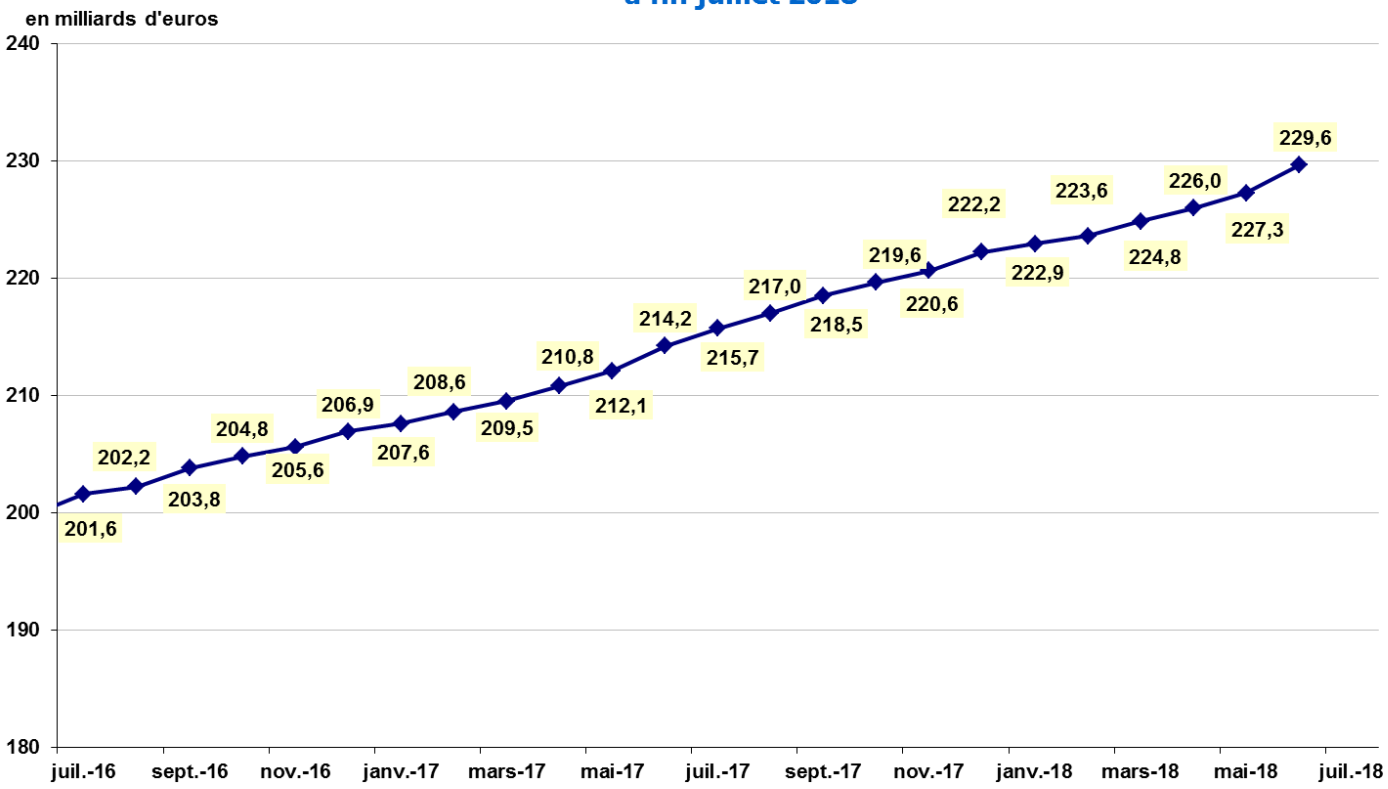
MÉNAGES

- Crédits aux ménages
- Placements des ménages
- Surendettement



3- Ménages : crédits à l'habitat

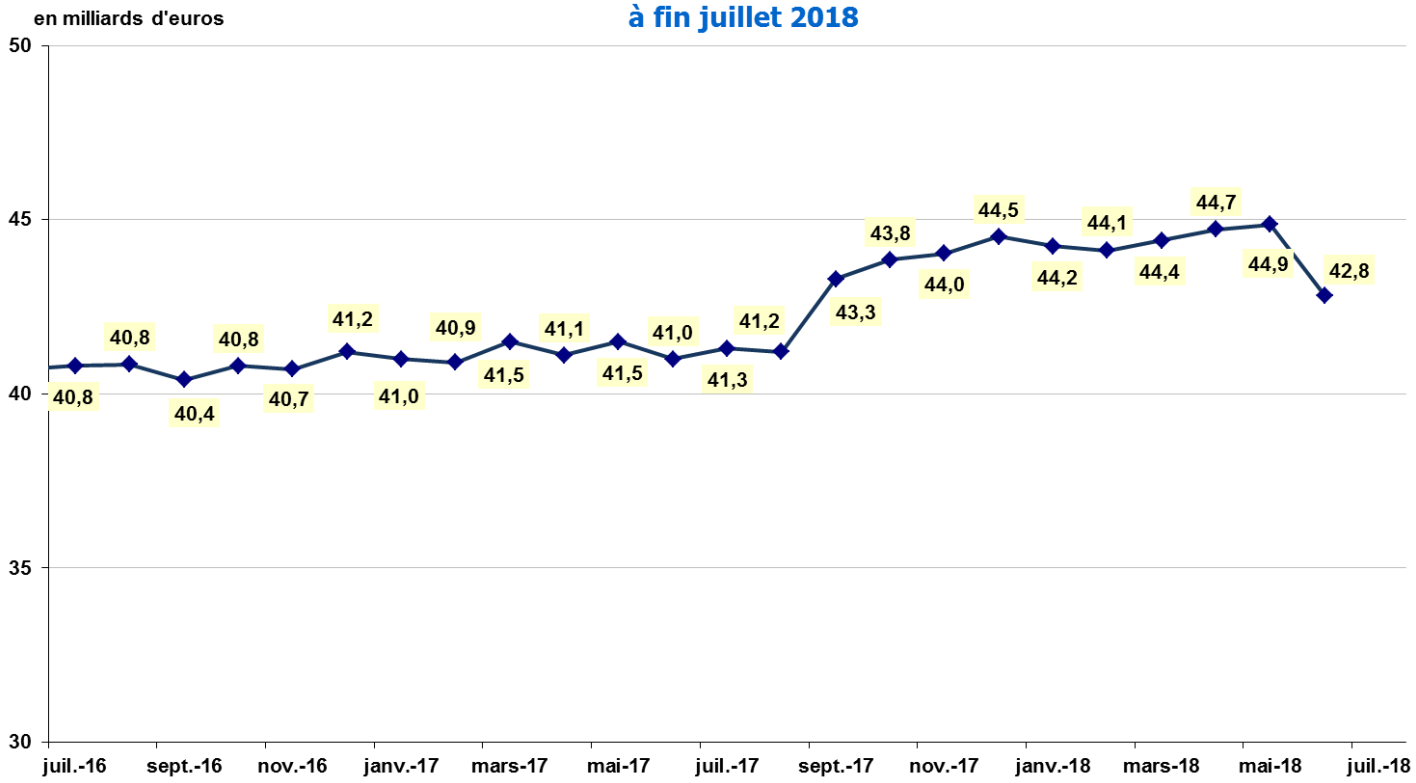
Encours des crédits à l'habitat consentis aux ménages en Île-de-France à fin juillet 2018



A fin juillet 2018	Taux de croissance trimestrielle annualisé	Taux de croissance annuelle en glissement
France	7,9%	6,2%
Île-de-France	10,8%	7,5%

3- Ménages : crédits à la consommation

Encours des crédits à la consommation consentis aux ménages en Ile de France à fin juillet 2018



A fin juillet 2018	Taux de croissance trimestrielle annualisé	Taux de croissance annuelle en glissement
France	0,9%	5,2%
Île-de-France	-15,3%	3,9%

3- Ménages : placements

Détail des placements des ménages et ISBLSM (Institution sans but lucratif au service des ménages) en **France** (en Mds d'euros)

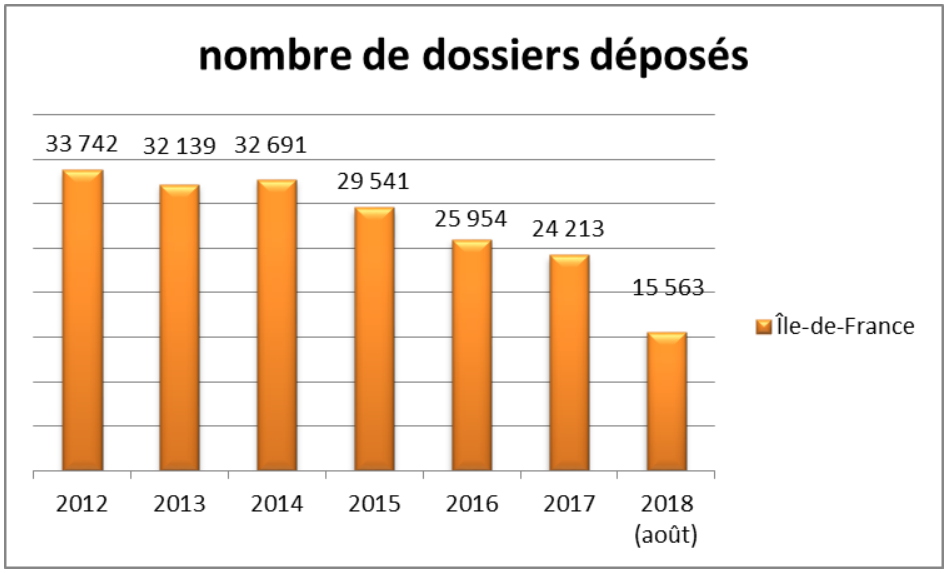
	Encours		Part 2018T1
	2017T4	2018T1	en %
Principaux placements financiers	**5 014,3**	**5 006,6**	**100**
Produits de taux	**3 237,7**	**3 229,5**	**64,5**
Numéraire et dépôts à vue	529,6	534,1	10,7
Dépôts bancaires rémunérés	969,3	979,0	19,6
Epargne réglementée	733,1	739,1	14,8
Autre épargne	236,2	239,9	4,8
OPC monétaires	8,7	7,6	0,2
Assurance-vie en euros	1 581,9	1 576,6	31,5
Titres de créance détenus directement	58,1	50,0	1,0
Titres de créance détenus indirectement	90,1	82,2	1,6
Produits de fonds propres	**1 680,0**	**1 680,9**	**33,6**
Actions cotées	278,8	277,7	5,5
Actions non cotées et autres participations	927,0	937,6	18,7
Assurance-vie en UC	346,2	351,1	7,0
Actions détenues indirectement (OPC)	128,0	114,5	2,3
Autres	**96,6**	**96,2**	**1,9**
dont *Fonds immobiliers*	20,2	19,6	0,4

Source : Stat-Info Épargne des ménages - DGS

Au 1er trimestre 2018, le flux annuel de placement des ménages s'établit à 102,4 milliards, en léger retrait par rapport au 4ème trimestre 2017 (105,5 milliards).

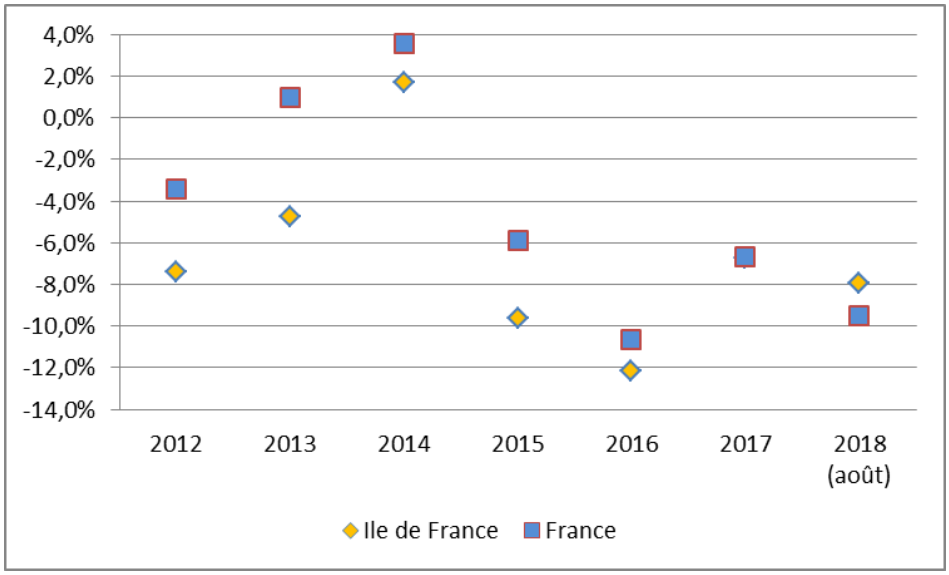
Les produits de taux continuent de représenter près des deux-tiers du patrimoine financier des ménages.

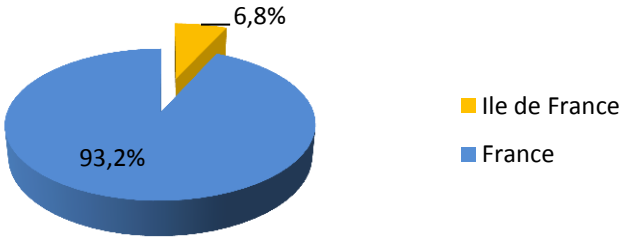
3- Ménages : surendettement



Taux de croissance annuel du nombre de dépôts

Part des dépôts en Ile de France au regard du total France





Faits marquants septembre 2018

Entreprises

- Dans l'industrie comme dans les services, l'activité s'est améliorée avec une demande et des perspectives bien orientées pour les prochains mois. Dans le BTP, la production continue à progresser mais à un rythme moins soutenu.
- L'économie régionale est créatrice d'emplois, en hausse annuelle de 1 %. *(06/2018)*
- Maintien des créations d'entreprises à un niveau élevé (près de 198 000 à juin 2018, soit + 18, 3% sur un an). *(06/2018)*
- Les défaillances d'entreprises progressent en un an (+ 1,6 %), notamment dans le transport-entreposage, l'hébergement-restauration, le commerce-réparation automobile. *(08/2018)*
- Croissance toujours vive des crédits à l'équipement (+ 7,4 %). *(08/2018)*

Particuliers

- Croissance des crédits à l'habitat à un haut niveau (+ 7,5 %), croissance moins marquée des crédits à la consommation (+ 3,9 % en glissement annuel en Ile de France). *(07/2018)*
- Baisse continue des dépôts de dossiers de surendettement (-7,9 % entre août 2017 et août 2018 au niveau régional et - 9,5 % au niveau national). *(08/2018)*

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018-

LES ENTREPRISES

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

LES ENTREPRISES

Procédures de redressements, jugements et affaires contentieuses au
Tribunal de commerce de Bobigny

Contributions du Tribunal de Commerce de Bobigny

Historique des immatriculations

Agents économiques immatriculés par le Greffe	2013	2014	2015	2016	2017	*9/2017*	*9/2018*
Sociétés commerciales	9 098	9 827	10 202	11 379	11 695	*6670*	*6831*
Sociétés civiles	1 319	1 338	1 452	1 648	1 716	*1139*	*1151*
G.I.E	11	9	7	8	9	*2*	*4*

Contentieux général

	9/2017	9/2018
Affaires au fond		
dont : affaires nouvelles	*1201*	*1286*
dont : en cours	*1158*	*1173*
dont : terminées	1218	*1124*
Référés	*406*	*386*
Injonctions de Payer	*5316*	*5929*

Ouverture de procédures collectives

PROCEDURES COLLECTIVES OUVERTES	2013	2014	2015	2016	2017	*9/2018*
jugements d'ouverture	1 565	1 568	2 173	2 190	2 146	*1632*
dont : ouverture sauvegarde	10	9	11	8	6	*5*
dont : ouverture redressement	183	154	161	154	124	*101*
dont : ouverture de liquidation judiciaire immédiate et résolution de plan	1 366	1 404	1 994	2 026	2 016	*1297*
Rétablissement professionnel		1	3	0	1	*1*
Conversion de RJ en LJ	144	100	132	123	101	*73*

Traitement difficultés 8 mois 2018

	Procédure amiable				Procédure d'observation				ISSUE Après période d'observation				Liquidation judiciaire immédiate		ALERTE DU PRESIDENT
	Mandat ad hoc	Conciliation	Total	Salariés concernés	Sauvegarde	Redressement judiciaire	Total	salarie à l'ouverture	Liquidation judiciaire	Plan de continuation	Plan de cession	Plan de sauvegarde	nombre	Salariés concernés	Nombre d'entretiens
Janvier	2	5	7	76	0	8	8	131	4	2	0	0	203	106	73
Février	0	2	2	133	0	12	12	46	7	0	1	1	156	97	39
Mars	2	0	2	70	1	12	13	124	20	7	0	0	185	70	79
Avril	2	3	5	380	0	7	7	254	5	8	3	0	145	71	145
Total	*6*	*10*	*16*	*659*	*1*	*39*	*40*	*555*	*36*	*17*	*4*	*1*	*689*	*344*	*336*
Mai	1	2	3	598	0	8	8	56	14	4	2	0	214	142	73
Juin	2	7	9	611	1	9	10	113	9	14	1	0	215	80	8
Juillet	2	2	4	668	0	8	8	204	9	4	2	0	90	48	86
Août	1	2	3	35	1	12	13	102	5	0	1	0	63	124	4
Total	6	13	19	1 912	2	37	39	475	37	22	6	0	582	394	171
TOTAL GENERAL	12	23	35	2571	3	76	79	1030	73	39	10	1	1271	738	507

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

LE TISSU ECONOMIQUE ARTISANAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Deux critères définissent l'entreprise artisanale :

- ***La nature de son activité*** *: l'entreprise doit exercer une activité professionnelle de production, de réparation, de transformation ou de prestation de services qui figure sur une liste établie par le décret d'avril 1998.*
  Il y a quatre grandes catégories d'activités : l'alimentation, le bâtiment, la fabrication et les services.

- ***Sa taille*** *: l'entreprise doit employer moins de 10 salariés au moment de sa création. Le droit de suite lui permet, toutefois, de garder son rattachement au secteur des métiers au-delà du seuil de 10 salariés.*

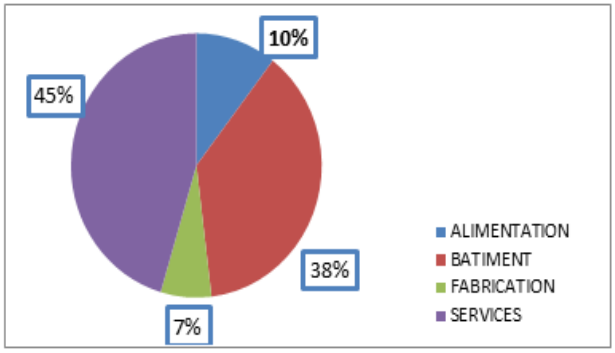
  Toute entreprise de moins de 10 salariés dont l'activité relève du champ de l'artisanat doit être immatriculée au Répertoire des Métiers tenu par ***la Chambre de Métiers et de l'Artisanat****.*

Contributions de CMA de Seine-Saint-Denis

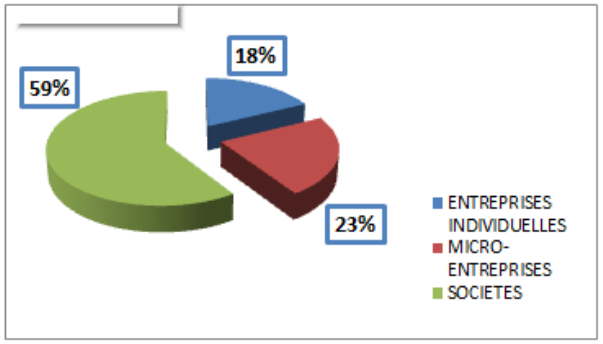
L'ARTISANAT en Seine-Saint-Denis

Au 30 Juin 2018, l'Artisanat en Seine-Saint-Denis représente 30.986 entreprises

Répartition par secteurs professionnels



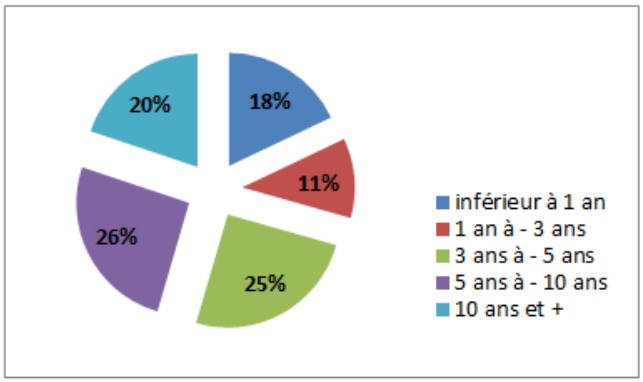
Répartition par statut



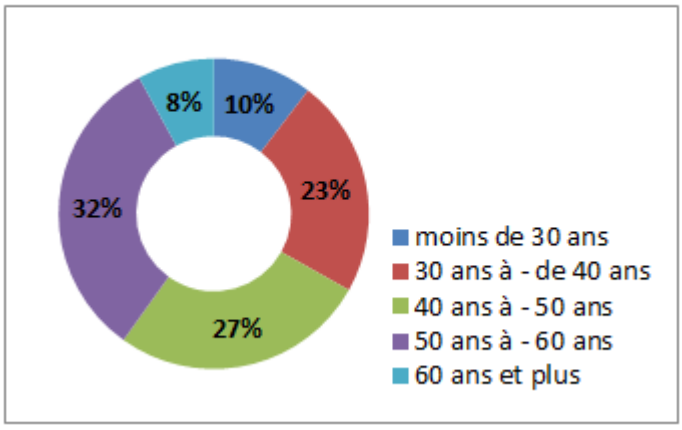
Evolution du Répertoire des Métiers

SECTEURS PROFESSIONNELS	CUMUL JUIN 2017	JANVIER 2018	FEVRIER 2018	MARS 2018	AVRIL 2018	MAI 2018	JUIN 2018	CUMUL JUIN 2018
ALIMENTATION	180	53	29	32	46	53	48	261
BATIMENT	626	184	151	178	162	158	145	978
FABRICATION	114	21	20	27	23	17	25	133
SERVICES	1342	356	258	343	305	296	281	1839
TOTAL	2262	614	458	580	536	524	499	3211

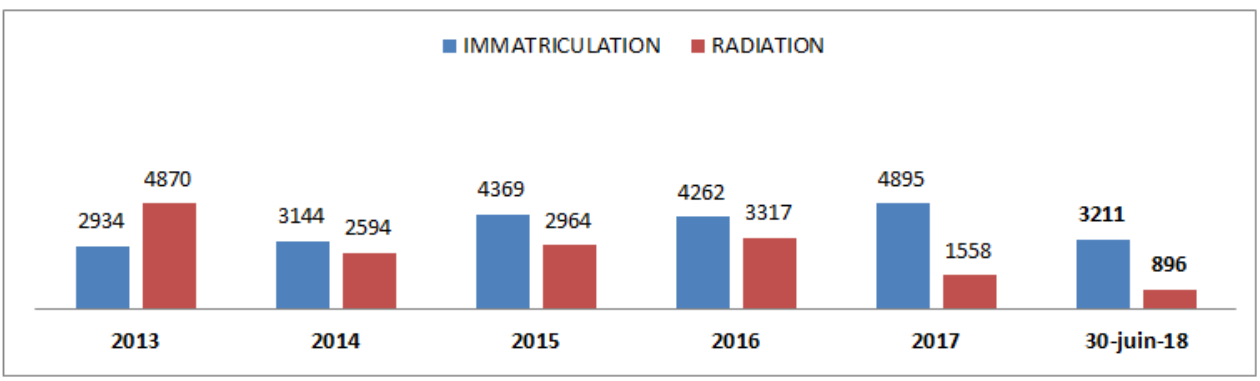
Antériorités des entreprises



Age des dirigeants



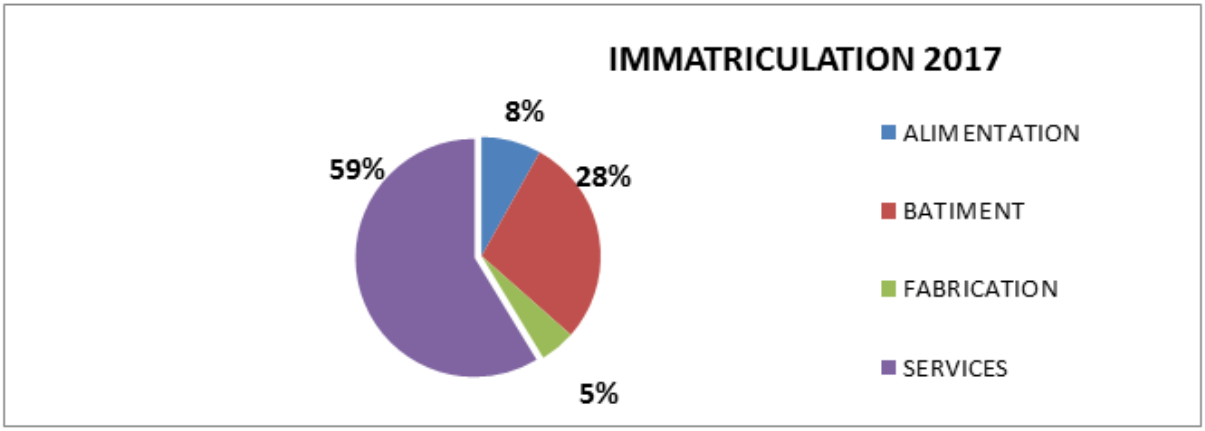
Evolution des créations et des radiation entreprises au Répertoire des Métiers



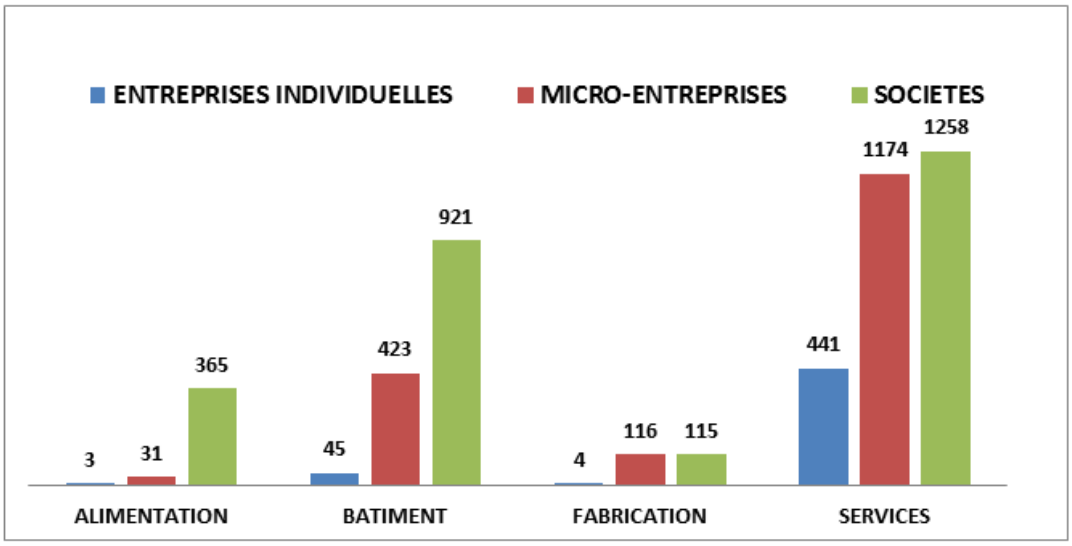
Création d'entreprises

Nombre de créations d'entreprises sur l'année 2017 : **4895 (+ 15% sur 1 an)**
Dans la même période, le nombre de défaillance a chuté à **1558 (- 53%)**

➢ **Répartition par secteurs professionnels sur l'année 2017**



➢ **Répartition par formes juridiques et par secteurs professionnels sur l'année 2017**



➢ **Focus sur la représentation des VTC dans l'immatriculation des entreprises nouvelles**

Années	Immatriculations	Immatriculations des VTC	Représentation des VTC dans le volume des créations d'entreprises en %
2015	4369	402 dont 145 du 01/01 au 30/06/2015	15%
2016	3972	676 dont 335 du 01/01 au 30/06/2016	20%
2017	4895	1388 dont 564 du 01/01 au 30/06/2017	30%
Au 30 juin 2018	3211	1069 au 30 juin 2018	33%

Au 31 octobre 2018, les VTC représentent 11.7 % du secteur artisanal (32 828 entreprises)

Etude sur le profil des créateurs d'entreprises (SPI)

Etude réalisée en 2017 sur un échantillon de 10% de l'effectif global des stagiaires du SPI.
A noter que les créateurs de VTC sont sortis de l'étude.
Le SPI, ou stage de préparation à l'installation, d'une durée de 4 jours est obligatoire à tout artisan.

Stagiaires du SPI	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Statut initial						
Salariés	34%	28,70%	26,5%	17,50%	26%	30%
Demandeurs d'emploi	48%	50,40%	54,0%	33,50%	52%	51%
(RSA)	*dont 6%*	*dont 11%*	*dont 8%*	*dont 1,5%*	*dont10%*	*dont 7%*
Chefs d'entreprises en exercice	17,50%	20,90%	19,5%	35,00%	20%	19%
(Auto-Entrepreneurs)	*dont 4,5%*	*dont 12%*	*dont 5,0%*	*dont 30%*	*dont4%*	*dont 8.5%*
Qualification et Expérience						
Possédant une qualification professionnelle en lien avec l'activité	28%	31, 6%	31,5%	28%	30%	25%
Possédant une expérience professionnelle en lien avec l'activité	46%	46, 5%	43,0%	37%	27%	43%
Sans expérience professionnelle en lien avec l'activité	12%	4,30%	11,0%	24,50%	40%	25%
Futur(e)s Dirigeant(e)s sans expérience avec l'activité de l'entreprise	14%	17, 6%	14,5%	11%	3%	7%
Repreneurs						
Repreneurs déclarés	14,40%	12,80%	11%	6,50%	7%	4.5%
Effectif SPI	1149	1122	1168	1603	2728	3319

Enquête réalisée par la CRMA* sur 1000 consultations à l'échelle régionale

Chiffre d'affaires

Sur 2017, par rapport à 2016, appréciation de la variation du chiffre d'affaires

Hausse	Baisse	Stable
26, 5%	45, 9%	27, 6%

A l'échelle de la région, un changement de tendance semble s'opérer : les entreprises qui projettent en 2018 une baisse de chiffre d'affaires sont moins importantes que les années précédentes :
24,3 % actuellement contre 27 % en 2016. Elles sont également moins pessimistes 36,7 % (contre 42 % l'année passée) estiment cette baisse à plus de 20 %.

Pour le 1er semestre 2018, votre chiffre d'affaires va...

Augmenter	Diminuer	Rester stable
24%	24, 3%	51, 6%

Pour 44 % des entreprises l'augmentation proviendra d'une hausse de la demande.

Trésorerie

Globalement, le niveau de trésorerie des chefs d'entreprise s'est amélioré pour 18,8 % d'entre eux, contre 13 % l'année passée. Cette amélioration est d'autant plus marquée pour les entreprises du bâtiment, touchant 22,1 % du secteur.

Afin de combler les besoins en trésorerie, le principal moyen de financement utilisé est l'injection de fonds propres pour 35,7 % des entreprises. Le découvert bancaire a été utilisé par 28,5 % des entreprises et le prêt bancaire par 12,0 %.
30% estiment que leur trésorerie a faibli en raison de la baisse de l'activité.
Les entreprises sont plus favorables à réaliser des investissements en 2018 : 26,7 % alors qu'elles étaient 17 % à le prévoir l'année précédente.

Emploi

18 % des entreprises déclarent avoir des emplois non pourvus,
16, 2 % des entreprises envisagent de recruter sur le 1er semestre 2018, il s'agit du recrutement de 1 salarié pour 39, 4% et pour 41% le recrutement vise 2 salariés.

* Chambre Régionale des Chambres de Métiers et de l'Artisanat
Etude réalisée en janvier et février 2018

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

LA CREATION D'ENTREPRISES

CCI SEINE-SAINT-DENIS
PARIS ILE-DE-FRANCE

Contributions de la CCID de Seine-Saint-Denis
Service Création

Source AFE – création et reprise

12 mois glissants

Création d'entreprise	09/2016 -09/2017	09/2017-09/2018	Evolution
Ile-de-France	**169 330**	**207 225**	**+ 22,3%**
Seine-Saint-Denis	**21 030**	**26 296**	**+ 25%**

Une très forte croissance des immatriculations d'entreprises en Région IDF en 2018.
Le Val d'Oise progresse de 30 %. En chiffres absolus, la Seine-Saint-Denis se rapproche des Hauts de Seine (écart de 800 entreprises sur 9 mois).

Depuis début année (9 mois)

Création d'entreprise	Janvier- sept 2017	Janvier- Sept 2018	Evolution
Ile-de-France	**127 125**	**153 783**	**+ 21%**
Seine-Saint-Denis	**15 943**	**20 701**	**+ 29,8%**

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

LE COMMERCE DE PROXIMITE

L'évolution du commerce en Seine-Saint-Denis

CCI SEINE-SAINT-DENIS
PARIS ILE-DE-FRANCE

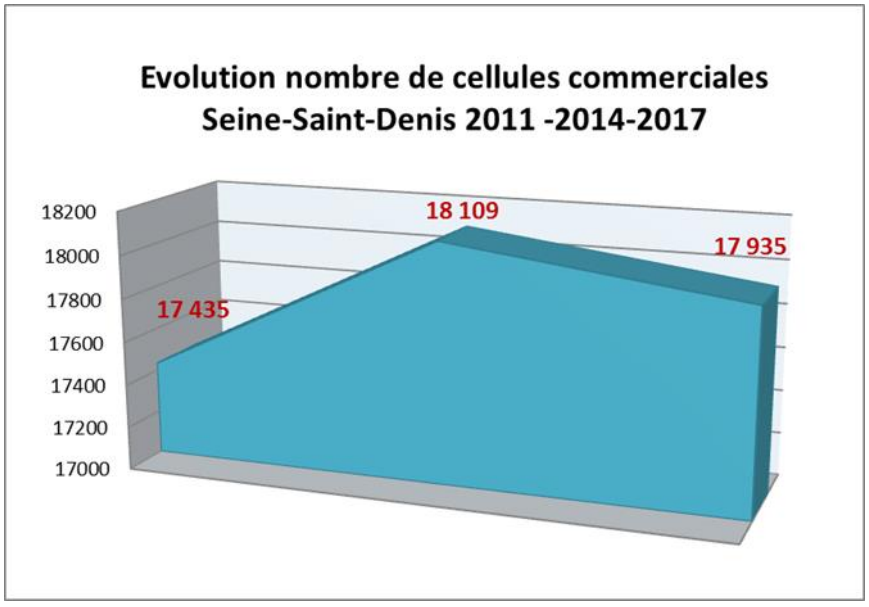
CCID de Seine-Saint-Denis
Service Commerce

Données générales (2017)

Chiffres clés

Nombre d'habitants (1er janvier 2018) : 1 592 663

	Département	Petite couronne	Métropole du Grand Paris
Taux de vacance commerciale	19,5%	15,7%	13,1%
Nombre de commerces et services pour 1 000 habitants	9,1	9,8	15,8



- Le département de la Seine-Saint-Denis représente 14 % de l'offre commerciale à l'échelle du Grand Paris en 2017.
- La densité commerciale est de 9 commerces pour 1 000 habitants
- La nombre de cellules commerciales diminue sur le département à partir de 2014 : - 174 cellules.
- Forte augmentation des cellules vacantes entre 2014-2017 : + 421 cellules vacantes.

Principaux mouvements par activité
(2014 - 2017)

Restauration rapide	+ 79	+ 6%
Supérette classique	+ 31	+ 39%
Coiffure	+ 29	+ 3%
Onglerie	+ 21	+ 124%
Commerce ethnique / exotique	+ 21	+ 9%
Agence immobilière	- 50	-12%
Prêt-à-porter mixte	- 52	-19%
Débit de boissons sans tabac	- 55	-9%
Prêt-à-porter femme	- 103	-26%
Restauration traditionnelle, Brasserie	- 126	-10%

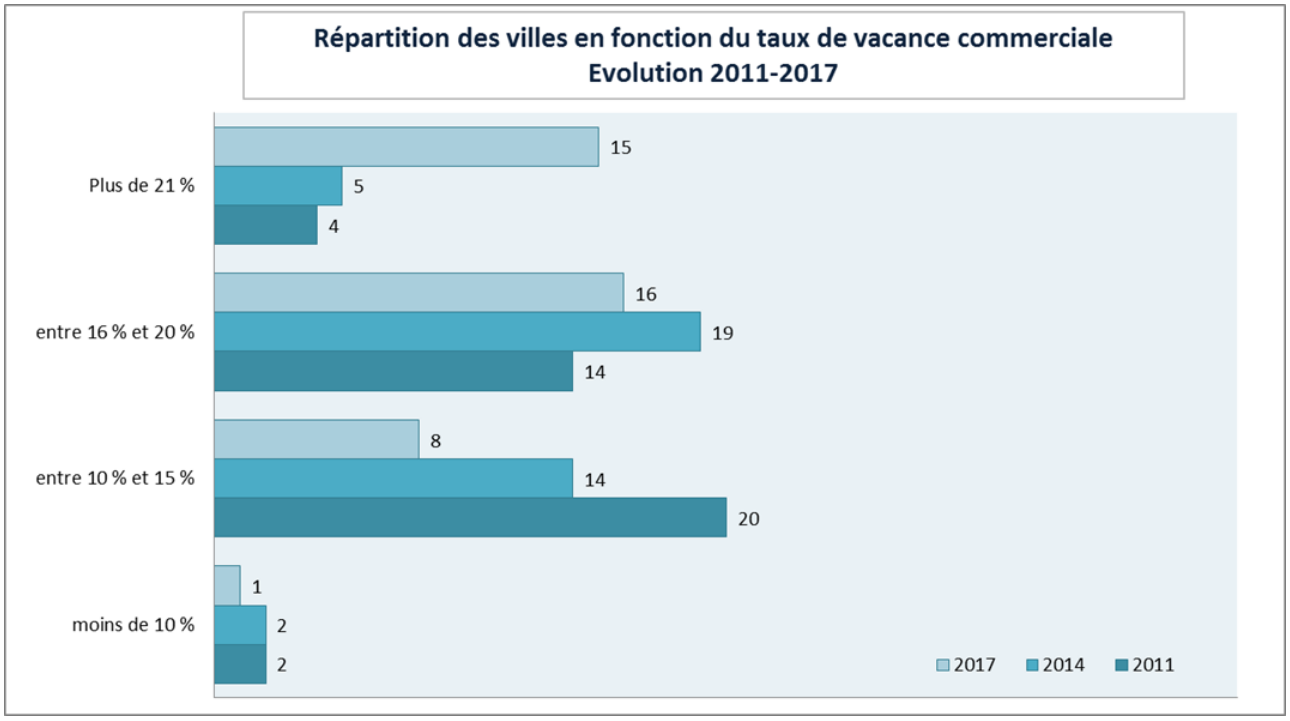
Evolution sectorielle significative positive 2014/2017

- Nail Bar (+ 139%)
- Superette (+ 39%)
- Commerce ethnique / exotique (+ 9 %)
- Restauration rapide (+ 6 %)

Evolution sectorielle significative négative 2014/2017

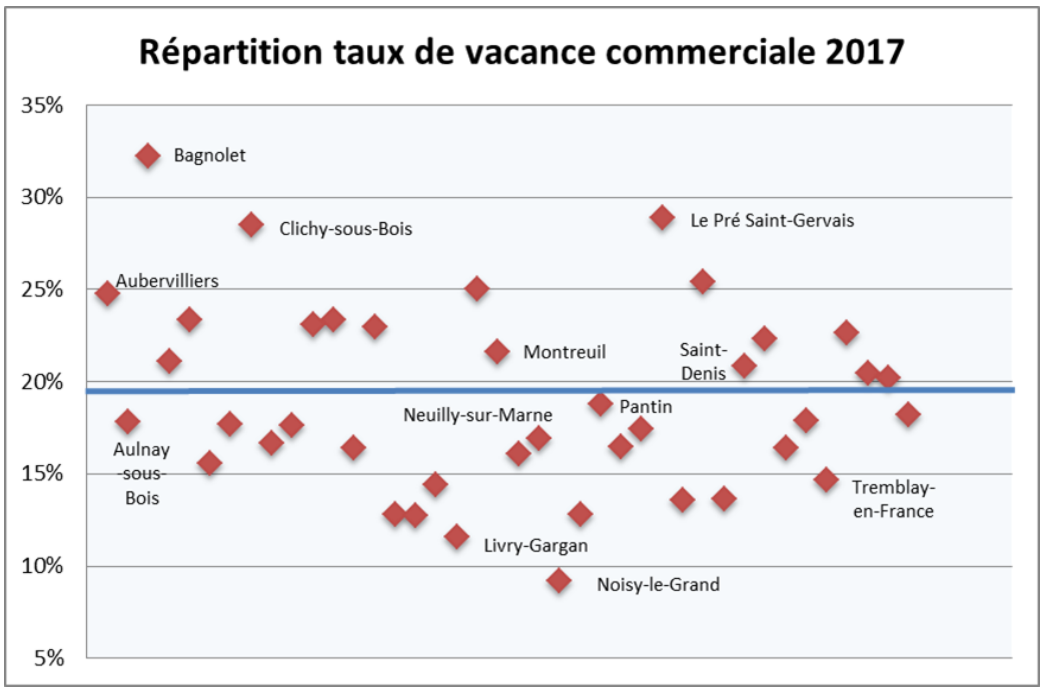
- Prêt à porter femme (- 26%)
- Prêt à porter (- 19%)
- Agence immobilière (- 12%)
- Restauration traditionnelle (- 10%)

Evolution de la vacance commerciale



Un phénomène de vacance commerciale qui s'accélère sur le département :

- En 2011 : 55 % des villes comprises entre moins de 10 % et 15 % de taux de vacance.
- En 2014 : 80 % des villes comprises entre 10 % et 20 % de taux de vacance.
- En 2017 : 75 % des villes comprises entre 16 % et plus de 21 % de taux de vacance.



- Taux de vacance moyen sur le département en 2017 : **19,5 %**
- Taux le + bas : Noisy-le-Grand (9%)
- Taux le + haut : Bagnolet (32 %)

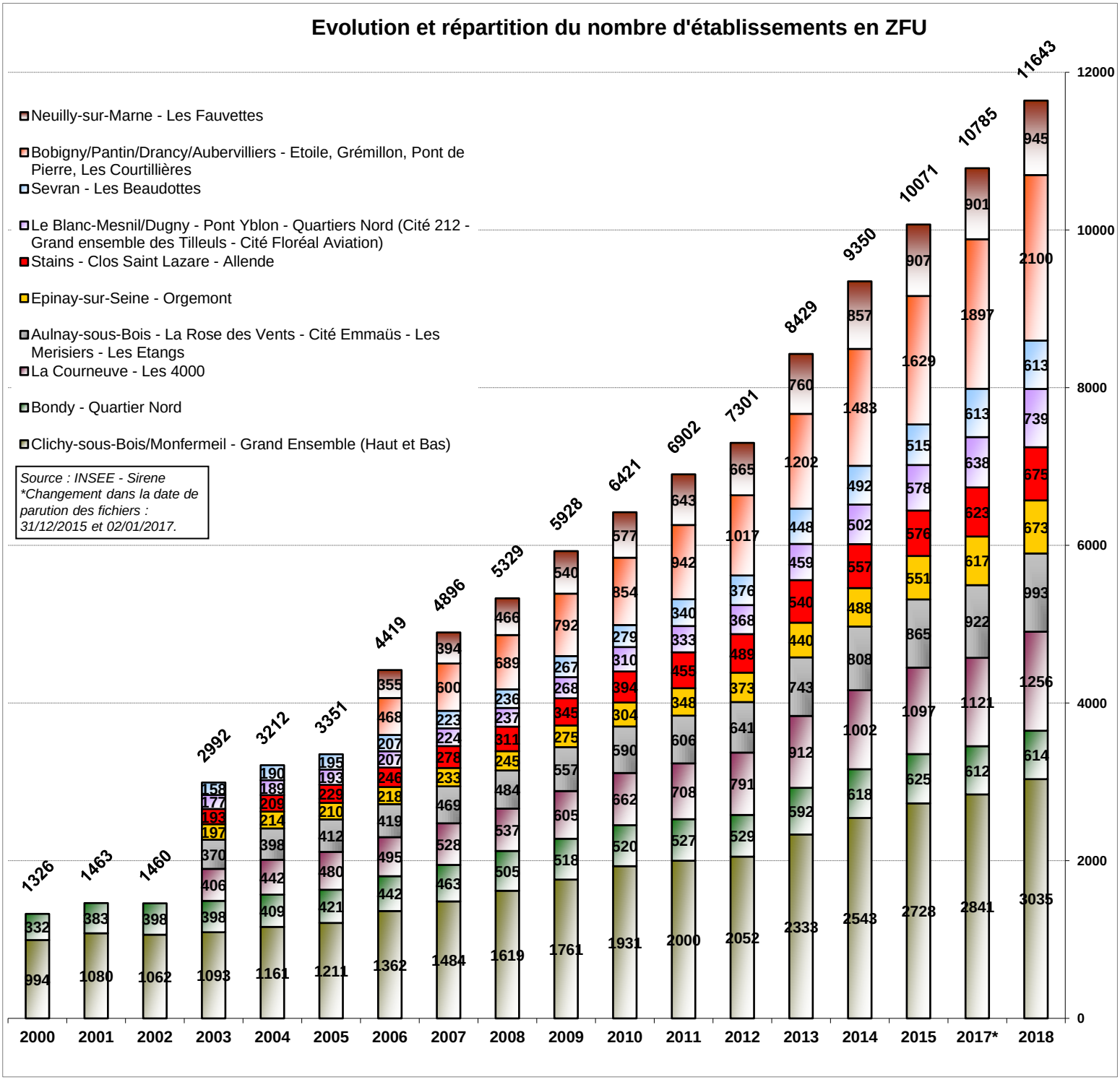
TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

Les « ZFU – territoires entrepreneurs »

CCI SEINE-SAINT-DENIS
PARIS ILE-DE-FRANCE

Contributions de la CCID de Seine-Saint-Denis
Politique de la Ville

2018


Evolution et répartition du nombre d'établissements en ZFU
Neuilly-sur-Marne - Les Fauvettes
Bobigny/Pantin/Drancy/Aubervilliers - Etoile, Grémillon, Pont de Pierre, Les Courtillières
Sevran - Les Beaudottes
Le Blanc-Mesnil/Dugny - Pont Yblon - Quartiers Nord (Cité 212 - Grand ensemble des Tilleuls - Cité Floréal Aviation)
Stains - Clos Saint Lazare - Allende
Epinay-sur-Seine - Orgemont
Aulnay-sous-Bois - La Rose des Vents - Cité Emmaüs - Les Merisiers - Les Etangs
La Courneuve - Les 4000
Bondy - Quartier Nord
Clichy-sous-Bois/Monfermeil - Grand Ensemble (Haut et Bas)
Source : INSEE - Sirene
*Changement dans la date de parution des fichiers : 31/12/2015 et 02/01/2017.
2000 1326 994 332
2001 1463 1080 383
2002 1460 1062 398
2003 2992 1093 398 406 370 197 193 177 158
2004 3212 1161 409 442 398 214 209 189 190
2005 3351 1211 421 480 412 210 229 193 195
2006 4419 1362 442 495 419 207 246 207 468 355
2007 4896 1484 463 528 469 233 278 224 223 600 394
2008 5329 1619 505 537 484 245 311 237 236 689 466
2009 5928 1761 518 605 557 275 345 268 267 792 540
2010 6421 1931 520 662 590 304 394 310 279 854 577
2011 6902 2000 527 708 606 348 455 333 340 942 643
2012 7301 2052 529 791 641 373 489 368 376 1017 665
2013 8429 2333 592 912 743 440 540 459 448 1202 760
2014 9350 2543 618 1002 808 488 557 502 492 1483 857
2015 10071 2728 625 1097 865 551 576 578 515 1629 907
2017* 10785 2841 612 1121 922 617 623 638 613 1897 901
2018 11643 3035 614 1256 993 673 675 739 613 2100 945
0
2000
4000
6000
8000
10000
12000

Année 2018

Synthèse de l'évolution de la politique de la ville

Le Président de la République a annoncé, en novembre 2017, le lancement d'une nouvelle expérimentation en avril 2018 du dispositif des « Emplois Francs » sur l'ensemble des quartiers prioritaires de Seine-Saint-Denis.

L'objectif de ce dispositif sera de répondre aux discriminations territoriales que subissent les habitants des QPV en raison de leur lieu d'habitation. En effet, à diplôme, âge et parcours équivalents, il est plus difficile d'accéder à un emploi lorsque l'on habite certains quartiers difficiles.

Il s'agit donc de promouvoir une mesure de « discrimination positive » pour endiguer le chômage.

Concrètement, une entreprise ou une association où qu'elle soit installée, bénéficiera d'une prime de 15 000 euros sur 3 ans pour une embauche en CDI et de 5 000 euros sur 2 ans pour un CDD de plus de 6 mois attribué à un demandeur d'emploi de ces quartiers.
12 000 à 25 000 embauches sont souhaitées dès l'an prochain.

Pour rappel, le dispositif «Emplois Francs», outil de lutte contre les discriminations, avait été testé sur onze communes du département de Seine-Saint-Denis : Clichy-sous-Bois, Montfermeil, Epinay-sur-Seine-Stains, La Courneuve, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Aubervilliers, Villetaneuse, Aulnay-sous-Bois et Sevran.

L'idée était d'ores et déjà d'encourager financièrement les entreprises embauchant de jeunes diplômés habitant dans des quartiers frappés par le chômage.

Ce dispositif prévoyait l'expérimentation, pour une durée de trois ans, d'une aide forfaitaire fixée à 5000 euros l'embauche par les entreprises du secteur marchand d'un jeune en recherche d'emploi, rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi et résidant dans les zones urbaines sensibles (ZUS) de certaines communes en contrat à durée indéterminée (CDI) à temps complet. L'objectif était de créer 2 000 emplois francs d'ici la fin 2013.

Seulement 250 contrats avaient finalement été signés, en raison notamment de critères trop rigides. Cette expérimentation, avait été enterrée dans le budget 2015, présenté en octobre 2014.

Evolution statistique : le nombre d'établissements présents dans les dix zones franches urbaines de Seine-Saint-Denis

En 2017, les dix zones franches urbaines de Seine-Saint-Denis représentent un vivier de **11 142 établissements,** soit une augmentation de 6,9% par rapport à l'année 2016.

Le tableau ci-dessous présente le nombre d'établissements présents sur chaque ZFU :

Zones Franches Urbaines	Nombre d'établissements au 01/01/2017	Nombre d'établissements au 01/01/2016	Evolution exprimée en %
Aubervilliers/Bobigny/Drancy/Pantin	1 935	1 665	+ 16,2 %
Aulnay-sous-Bois	965	913	+ 5,7 %
Bondy	637	646	- 1,4 %
Clichy-sous-Bois/Montfermeil/Gagny	2 918	2 800	+ 4,2 %
Epinay-sur-Seine	632	568	+ 11,3 %
La Courneuve	1 179	1 158	+ 1,8 %
Le Blanc-Mesnil/ Dugny	661	604	+ 9,4 %
Neuilly-sur-Marne	930	936	- 0,6 %
Sevran	641	539	+ 17,1 %
Stains	644	597	+ 7,9 %
Total	11 142	10 426	+ 6,9 %

Source : Fichier INSEE – SIRENE/ Observatoire ZFU de Seine-Saint-Denis, CCI SEINE-SAINT-DENIS - 2017

Nombre d'établissements en ZFU employant :	0 salarié	1 à 5 salariés	6 à 9 salariés	10 à 49 salariés	Plus de 50 salariés	Effectif inconnu
Aubervilliers/Bobigny/ Drancy/Pantin	959	504	78	110	7	277
Aulnay-sous-Bois	652	135	23	57	4	94
Bondy	391	120	22	54	1	49
Epinay-sur-Seine	447	98	6	18	0	63
La Courneuve	741	221	33	50	8	126
Le Blanc-Mesnil/ Dugny	467	92	10	23	0	69
Neuilly-sur-Marne	502	209	40	78	9	92
Sevran	356	134	37	37	4	73
Stains	387	122	21	50	6	58
Clichy-sous-Bois/Montfermeil	1488	801	124	163	11	331
Total	6390	2436	394	640	50	1232

Source : Fichier INSEE – SIRENE au 1er janv. 2017 / Observatoire ZFU de Seine-Saint-Denis, CCI SEINE-SAINT-DENIS

Les ZFU-Territoires Entrepreneurs de Seine-Saint-Denis, malgré un taux de croissance inférieur à celui enregistré l'année dernière (7,5 %), ont enregistré une progression du stock d'établissements de 6,9 %, confirmant ainsi leur dynamisme économique.

Les ZFU-Territoires Entrepreneurs du Sevran et d'Aubervilliers – Bobigny – Drancy - Pantin sont les territoires ayant le plus fortement contribué à cette croissance du stock d'établissements comptabilisés sur les 10 ZFU-Territoires Entrepreneurs de notre département avec des hausses respectives de 17,1 % et 16,2 %.

En termes d'effectifs, les données chiffrées mettent en exergue un nombre faible de salariés par établissement, comme en atteste le tableau ci-dessus.

82,75% des établissements situés en ZFU de Seine-Saint-Denis comptent moins de 10 salariés

LES CHIFFRES AU 1 NOVEMBRE 2018

ZONES FRANCHES URBAINES	Mois	Cumul	Objectif	%
Nombre d'appels traités sur le dispositif ZFU		419	450	93,11%
Nombre de porteurs de projets et entreprises conseillés sur le dispositif ZFU		152	200	76,00%
Nombre d'actions menées avec les clubs d'entreprises		1	15	6,67%
Nombre de réunions (co) organisées		12	5	240,00%
Nombre de participants aux réunions		383	250	153,20%
Nombre de salons professionnels assurés *(SIMI/Salon des entrepreneurs/salon création CCI SSD)*		3	3	100,00%

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

LA VIE DES ENTREPRISES EN SEINE-SAINT-DENIS

Le commerce extérieur de la Seine-Saint-Denis

Le chiffre d'affaires des entreprises
Les recettes de TVA
Les recettes d'Impôt sur les sociétés

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA SEINE-SAINT-DENIS

source: "Le Kiosque" Douanes

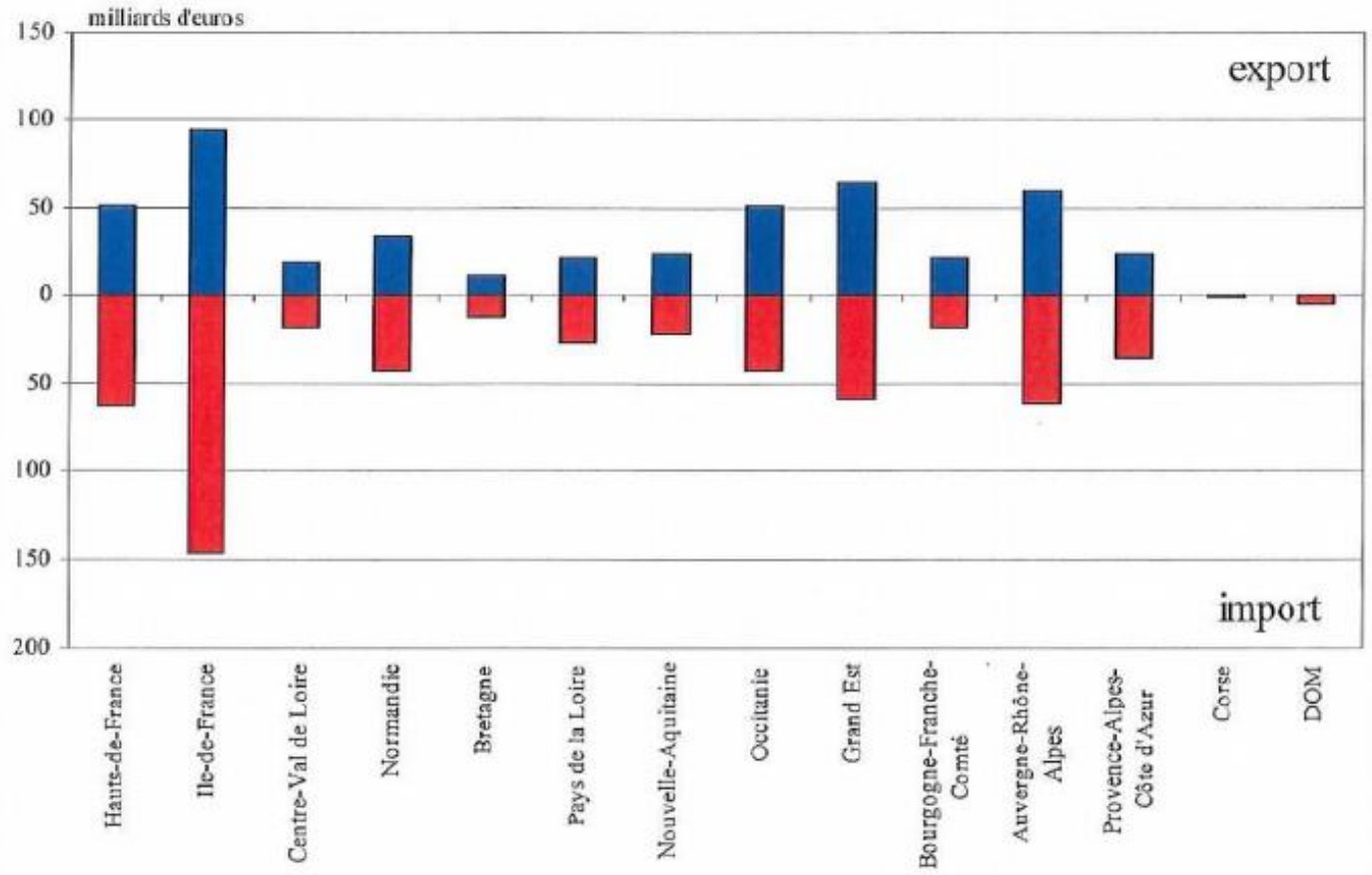
Contributions des douanes

1- Présentation générale des échanges commerciaux internationaux réalisés en Ile-de-France (hors matériel militaire, en millions d'euros)

	Export	Import	Solde
1T1999	*13 670*	*20 150*	*-6 480*
3T2017	21 150	33 714	-12 564
4T2017	23 707	38 512	-14 805
1T2018	23 665	36 571	-12 907
2T2018	23 734	36 503	-12 769
3T2018	22 812	35 310	-12 498

	Export	Import	Solde
2012	77 798	135 002	-57 204
2013	77 238	131 548	-54 310
2014	77 471	130 348	-52 877
2015	83 480	137 441	-53 960
2016	84 506	138 742	-54 236
2017	89 870	144 207	-54 337

La part de la région Ile-de-France dans les échanges globaux est de 19,7 % pour les exportations et de 26,5 % pour les importations.



Source douanes Seine-Saint-Denis - 3ème trimestre 2018

2 - Part des échanges commerciaux internationaux de la Seine-Saint-Denis par rapport aux autres départements d'Ile-de-France

➢ ***Poids des départements franciliens (4T2017 - 3T2018)***

Exportations	%	Importations	%
Paris	14,7	Paris	19,4
Seine-et-Marne	19,3	Seine-et-Marne	17,3
Yvelines	8,8	Yvelines	12,2
Essonne	5,6	Essonne	7,7
Hauts-de-Seine	22,6	Hauts-de-Seine	13,8
Seine-Saint-Denis	6,8	Seine-Saint-Denis	9,1
Val-de-Marne	4,5	Val-de-Marne	7,6
Val-d'Oise	17,8	Val-d'Oise	13,0

La Seine-Saint-Denis représente 6,8 % des exportations franciliennes (7,5 % sur l'année 2017) et 9,1 % des importations (10 % sur l'année 2017).

Données brutes - Valeurs en milions d'euros	Export	Part (1)	Import	Part (1)	Solde
Ile-de-France	93 917	*100,0*	146 896	*100,0*	-52 979
Paris (75)	13 784	*14,7*	28 470	*19,4*	-14 686
Seine-et-Marne (77)	18 116	*19,3*	25 436	*17,3*	-7 320
Yvelines (78)	8 263	*8,8*	17 863	*12,2*	-9 600
Essonne (91)	5 256	*5,6*	11 295	*7,7*	-6 039
Hauts-de-Seine (92)	21 218	*22,6*	20 256	*13,8*	962
Seine-Saint-Denis (93)	6 396	*6,8*	13 355	*9,1*	-6 959
Val-de-Marne (94)	4 200	*4,5*	11 174	*7,6*	-6 974
Val-d'Oise (95)	16 684	*17,8*	19 048	*13,0*	-2 364

(1) La part (%) du département est calculée par rapport au total de la région

Source douanes Seine-Saint-Denis - 3ème trimestre 2018

➢ *Focus sur la balance commerciale de la Seine-Saint-Denis (3T 2017 – 3T 2018, en millions d'euros)*

	Export	Import	Solde
1T1999	*1 227*	*2 128*	*-901*
3T2017	1 667	3 354	-1 688
4T2017	1 730	3 697	-1 967
1T2018	1 592	3 197	-1 604
2T2018	1 540	3 517	-1 977
3T2018	1 534	2 944	-1 410

	Export	Import	Solde
2012	5 754	12 020	-6 266
2013	5 805	11 949	-6 144
2014	5 500	12 049	-6 549
2015	6 132	11 999	-5 867
2016	6 712	12 656	-5 944
2017	6 753	14 394	-7 641

➢ *Structure des échanges par catégorie de produits et par zones (en millions d'euros)*

Nomenclature agrégée A17 et A38	3T2018			4T2017 - 3T2018		
	export	import	solde	export	import	solde
AZ Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	1	11	-11	4	91	-87
DE Hydrocarbures	32	3	30	126	12	114
C1 Produits des IAA	21	131	-110	91	567	-476
C2 Produits pétroliers raffinés et coke	5	1	4	21	4	17
C3 Equipements	250	756	-506	1 268	3 173	-1 904
C4 Matériels de transport	265	733	-468	1 150	4 648	-3 498
C5 Autres produits industriels	944	1 269	-325	3 671	4 759	-1 087
C1 à C5 = Industrie manufacturière	1 486	2 890	-1 404	6 202	13 151	-6 949
ZZ Produits divers	15	40	-25	64	101	-37
Ensemble CAF/FAB hors matériel militaire	**1 534**	**2 944**	**-1 410**	**6 396**	**13 355**	**-6 959**
UE	674	1 452	-778	2 710	7 190	-4 480
dont Zone euro	516	1 259	-744	2 096	6 437	-4 341
Europe hors UE	138	138	0	641	527	114
Afrique	112	35	78	502	175	328
Amérique	225	168	56	900	1 372	-472
Proche et Moyen Orient	37	11	26	217	38	179
Asie	331	1 081	-749	1 367	3 866	-2 499
Divers	17	60	-43	60	187	-127

➢ *Structure des échanges par type de produits (4T 2017 – 3T 2018, en millions d'euros)*

Exportations	*millions d'euros*		
Nomenclature agrégée A 129	valeur	%	*rang antérieur**
Cuir, bagages et chaussures	1 012	15,8	2
Articles d'habillement	943	14,8	3
Produits de la construction aéronautique et sp	870	13,6	1
Produits pharmaceutiques	308	4,8	6
Appareils de mesure, d'essai et de navigation	298	4,7	9
Matériel électrique	276	4,3	5
Machines et équipements d'usage général	273	4,3	7
Articles de joaillerie et bijouterie, instrument	255	4,0	4
Produits chimiques divers	237	3,7	8
Parfums, cosmétiques et produits d'entretien	179	2,8	10
Équipements pour automobiles	153	2,4	13
Instruments à usage médical, optique et dentai	131	2,0	15
Déchets industriels	124	1,9	12
Produits de la construction automobile	110	1,7	14
Ouvrages en métaux (coutellerie, outils, quin	106	1,6	16
autres	1 121	17,5	
Total	**6 396**	**100**	

* *période 4T2016 - 3T2017*

Importations	*millions d'euros*		
Nomenclature agrégée A 129	valeur	%	*rang antérieur**
Produits de la construction automobile	3 529	26,4	1
Articles d'habillement	1 662	12,4	2
Produits de la construction aéronautique et sp	911	6,8	4
Machines et équipements d'usage général	639	4,8	5
Cuir, bagages et chaussures	543	4,1	6
Matériel électrique	464	3,5	7
Appareils ménagers	434	3,2	8
Produits électroniques grand public	431	3,2	9
Téléphones et équipements de communicatic	338	2,5	11
Ordinateurs et équipements périphériques	308	2,3	10
Produits en plastique	263	2,0	12
Produits pharmaceutiques	255	1,9	3
Ouvrages en métaux (coutellerie, outils, quin	214	1,6	14
Instruments à usage médical, optique et dentai	205	1,5	15
Meubles	204	1,5	13
autres	2 956	22,1	
Total	**13 355**	**100**	

* *période 4T2016 - 3T2017*

➢ ***Structure des échanges par pays d'importation / exportation (4T 2017 - 3T 2018)***

Exportations	*millions d'euros*		
Nomenclature agrégée A 129	valeur	%	*rang antérieur**
Etats-Unis d Amérique	642	10,0	1
Allemagne	633	9,9	2
Suisse	489	7,6	3
Belgique	387	6,1	5
Chine	375	5,9	6
Espagne	314	4,9	8
Italie	302	4,7	7
Royaume-Uni	301	4,7	4
Hong-Kong	258	4,0	9
Pays-Bas	198	3,1	11
Corée du Sud	163	2,5	13
Algérie	113	1,8	15
Singapour	104	1,6	16
Japon	94	1,5	10
Pologne	92	1,4	24
autres	1 932	30,2	
Total	6 396	100	

* *période 4T2016 - 3T2017*

Importations	*millions d'euros*		
Nomenclature agrégée A 129	valeur	%	*rang antérieur**
Chine	2 625	41,0	1
Espagne	1 818	13,6	2
Slovaquie	1 579	11,8	3
Etats-Unis d Amérique	1 257	9,4	4
Allemagne	827	6,2	5
Italie	698	5,2	6
Portugal	472	3,5	10
Pays-Bas	446	3,3	8
Turquie	356	2,7	9
Belgique	300	2,2	12
Corée du Sud	298	2,2	13
Royaume-Uni	292	2,2	14
Japon	212	1,6	11
Bangladesh	168	1,3	16
Irlande	146	1,1	18
autres	1 858	13,9	
Total	13 355	100	

* *période 4T2016 - 3T2017*

source : https://lekiosque.finances.gouv.fr/site_fr/regions/data_region.asp?lreg=0300

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

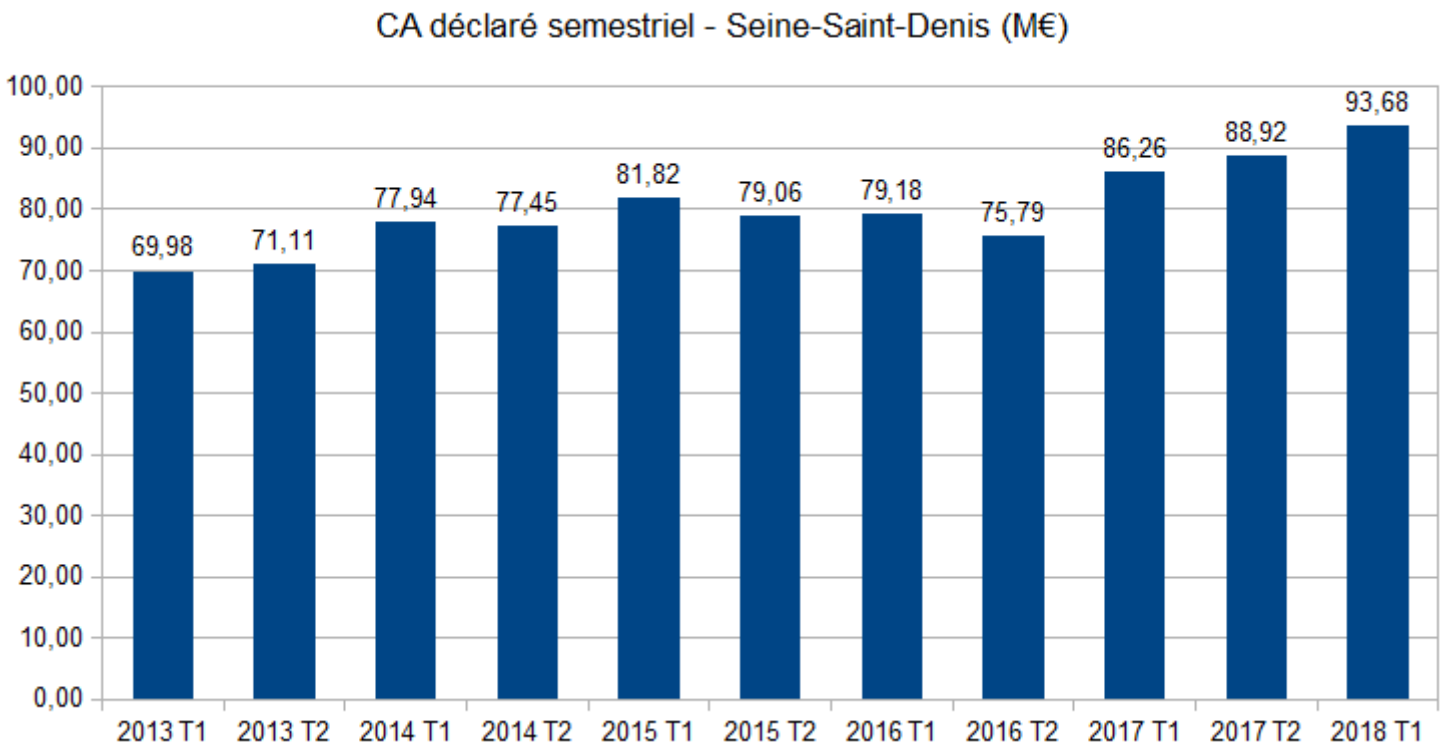
LA TVA ET L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Contributions de la DDFiP de Seine-Saint-Denis

I - Le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises

Les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les déclarations de TVA qu'elles sont tenues de déposer. Elles intègrent les entreprises implantées en Seine-Saint-Denis gérées par la Direction des Grandes Entreprises (DGE).

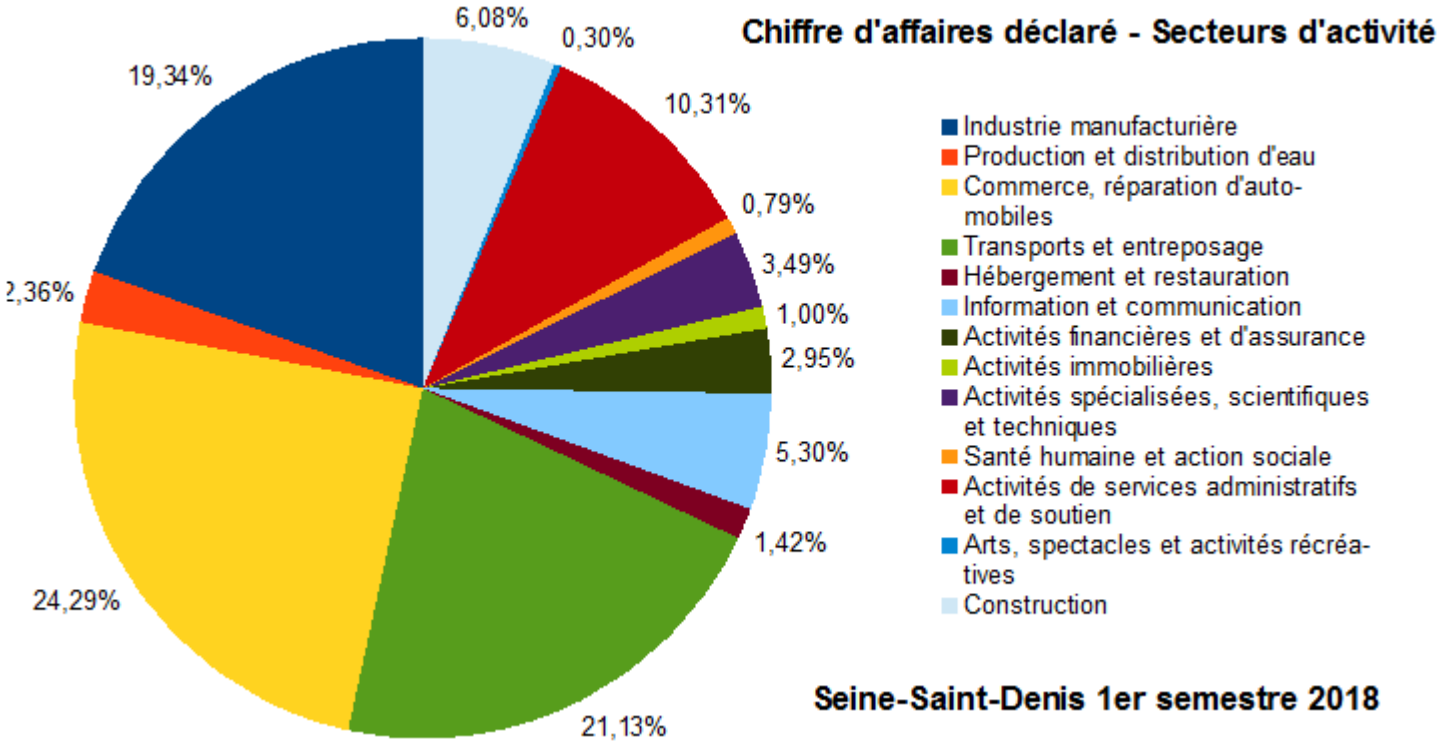
Évolution du chiffre d'affaires déclaré en Seine-Saint-Denis



Au cours du premier semestre 2018, le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises implantées en Seine-Saint-Denis a progressé de 5,35 % par rapport au semestre précédent, pour s'établir à 93,68 milliards d'euros.
Par comparaison, l'évolution nationale est de 8,14 % et régionale de 9,97 %.

Néanmoins, au niveau du département, l'augmentation s'inscrit dans une croissance régulière et continue depuis le deuxième semestre 2016.

Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité



Les principaux secteurs d'activité en termes de chiffre d'affaires (CA) se répartissent comme suit :

Secteur d'activité	Poids relatif	Evolution sur 6 mois (CA)	Evolution sur 12 mois (CA)
Commerce et réparation d'automobiles	24,29%	2,88%	-3,39%
Transport et entreposage	21,13%	7,83%	8,43%
Industrie manufacturière	19,34%	3,32%	24,20%
Activit. de serv. administratifs et de soutien	10,31%	-7,30%	7,96%
Construction	6,08%	4,12%	9,77%
Information et communication	5,30%	-10,06%	10,88%
Activités spécialisées scientifiques et techniques	3,49%	24,78%	2,43%
Activités financières et d'assurance	2,95%	-2,59%	6,60%

Trois secteurs d'activité représentent près de 70 % du chiffre d'affaires annuel déclaré par les entreprises implantées dans le département.

Des CA en hausse sur les secteurs suivants :

L'industrie manufacturière sur les douze derniers mois (+ 24,20% sur 12 mois) et, dans une moindre mesure, le **transport et entreposage** (8,43%) enregistrent une augmentation notable.

Les activités de services administratifs et de soutien connaissent une croissance importante (+ 7,96% sur 12 mois). Le poids relatif de ce secteur dans le chiffre d'affaires déclaré en Seine-Saint-Denis peut constituer le signe à la fois d'une reprise d'activité des entreprises et de la place croissante des fonctions supports dans l'économie du département.
Les activités de services administratifs et de soutien représentaient 6 % du chiffre d'affaires déclaré dans le département au 1er semestre 2015. Elles représentent aujourd'hui 10,31 % pour une valeur 9,65 milliards d'euros.

La construction conforte sa part à plus de 6 %

L'information et la communication conforte sa part à plus de 5 %

Un CA en régression sur le secteur suivant :

Le **commerce et réparation d'automobile** demeure un secteur représentant plus du quart (24,29 %) de l'activité du département. Malgré, la hausse significative des six derniers mois (+ 2,88 %), il reste en recul sur l'évolution annuelle (- 3,39 %).

Comparaison régionale

Chiffre d'affaires déclaré – Seine-Saint-Denis et Région Île-de-France				
Période	Seine-Saint-Denis		Région IDF	
Cumul 12 mois glissant 30/06/2016	158 243 059 914 €	-0,65%	2 281 005 909 495 €	3,29%
Cumul 12 mois glissant 30/06/2017	162 051 376 937 €	2,41%	2 316 254 939 703 €	1,55%
Cumul 12 mois glissant 30/06/2018	182 589 672 037 €	15,39%	2 440 089 502 684 €	6,97%
2e semestre 2016	75 793 125 435 €	13,81%	1 090 049 035 251 €	12,49%
1er semestre 2017	86 258 251 502 €		1 226 207 512 240 €	
2e semestre 2017	88 921 488 820 €	5,34%	1 162 100 098 441 €	9,97%
1er semestre 2018	93 668 183 217 €		1 277 989 404 243 €	

Cumulé sur 12 mois au 30 juin 2018, le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises connaît une forte hausse (+ 15,39 %) en Seine-Saint-Denis, plus importante que dans le reste de la région Île-de-France (+ 6,97 %).

En moyenne sur les 3 derniers exercices, la part du département dans le chiffre d'affaires régional se maintient autour de 7 %.

II - Les recettes de TVA

Ces données n'intègrent pas le recouvrement de la TVA due par les entreprises gérées par la Direction des Grandes Entreprises (DGE).

TVA – Recouvrement – Seine-Saint-Denis et Région Île-de-France (hors DGE)				
Période	Seine-Saint-Denis		Région IDF	
Cumul annuel 30/06/2016	3 286 707 561 €	6,85%	40 703 483 961 €	7,65%
Cumul annuel 30/06/2017	3 201 736 421 €	-2,59%	41 552 554 887 €	2,09%
Cumul annuel 30/06/2018	3 416 908 585 €	6,72%	44 764 468 651 €	7,73%
2e semestre 2016	1 591 699 052 €	1,15%	20 101 872 544 €	6,71%
1er semestre 2017	1 610 037 369 €		21 450 682 343 €	
2e semestre 2017	1 733 497 979 €	-2,89%	21 710 493 749 €	6,19%
1er semestre 2018	1 683 410 606 €		23 053 974 901 €	

En Seine-Saint-Denis, au cours du semestre écoulé, le montant des recouvrements de TVA a atteint environ 1,7M€.

La baisse des recettes de TVA relevée au premier semestre 2018 (- 2,89 %) mérite d'être relativisée à ce stade. En effet, elle s'inscrit après un deuxième semestre 2017 en forte progression.

Les recettes de TVA progressent sur 12 mois de 7,73 % au niveau de la région, ce qui est légèrement supérieur au niveau départemental (+ 6,72 %).

Comparaison régionale sur douze mois glissants

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Recouvrement au 30/06 sur 12 mois glissants – Région Île-de-France (hors DGE)							
	30/06/2015	30/06/2016	30/06/2017	30/06/2018	Evolution 2015/2018	Evolution 2017/2018	Poids relatif au 30/06/2018 sur 12 mois
Paris	14 419 160 218 €	15 582 950 884 €	15 994 954 760 €	18 163 020 701 €	25,96%	13,55%	40,57%
Seine-et-Marne	2 271 253 375 €	2 389 565 887 €	2 411 125 330 €	2 552 677 961 €	12,39%	5,87%	5,70%
Yvelines	2 992 858 075 €	3 203 109 354 €	3 374 332 090 €	3 502 204 820 €	17,02%	3,79%	7,82%
Essonne	2 483 249 165 €	2 885 935 977 €	2 854 932 759 €	2 873 319 518 €	15,71%	0,64%	6,42%
Hauts-de-Seine	7 939 507 101 €	8 525 773 914 €	8 723 833 164 €	9 091 900 149 €	14,51%	4,22%	20,31%
Seine-Saint-Denis	3 076 140 119 €	3 286 707 561 €	3 201 736 421 €	3 416 908 585 €	***11,08%***	***6,72%***	***7,63%***
Val-de-Marne	2 501 472 991 €	2 647 557 223 €	2 756 583 109 €	2 822 785 072 €	12,84%	2,40%	6,31%
Val d' Oise	2 129 002 531 €	2 181 883 160 €	2 235 057 254 €	2 341 651 844 €	9,99%	4,77%	5,23%
RIF	**37 812 643 576 €**	**40 703 483 961 €**	**41 552 554 887 €**	**44 764 468 651 €**	**18,38%**	**7,73%**	**100,00%**

La part relative de chacun des départements d'Ile-de-France est en légère baisse au bénéfice de Paris qui passe de 38,49 % en 2017 à 40,57 % en 2018.

III - Les recettes d'impôt sur les sociétés

Ces données n'intègrent pas le recouvrement de l'impôt sur les sociétés dû par les entreprises gérées par la Direction des Grandes Entreprises (DGE).

Impôts sur les sociétés (IS) – Recouvrement au 30/06 sur 12 mois glissant – Région Île-de-France (hors DGE)							
	30/06/15	30/06/16	30/06/17	30/06/18	Evolution 2015/2018	Evolution 2017/2018	Poids relatif au 30/06/2018 sur 12 mois
Paris	5 284 047 607	5 655 819 966	5 777 754 783	6 382 566 486	20,79%	10,47%	53,56%
Seine-et-Marne	482 224 366	462 041 675	468 567 525	468 908 530	-2,76%	0,07%	3,94%
Yvelines	639 055 284	641 603 228	690 911 045	678 812 116	6,22%	-1,75%	5,70%
Essonne	470 973 809	479 570 386	512 845 393	529 900 764	12,51%	3,33%	4,45%
Hauts-de-Seine	1 940 493 704	1 807 013 497	2 104 678 620	2 083 674 234	7,38%	-1,00%	17,49%
Seine-Saint-Denis	*606 925 002*	*636 120 609*	*593 110 096*	*680 993 558*	*12,20%*	*14,82%*	*5,72%*
Val-de-Marne	535 298 208	539 745 653	581 119 404	637 196 198	19,04%	9,65%	5,35%
Val d' Oise	395 230 041	408 124 484	410 150 103	453 545 678	14,75%	10,58%	3,81%
RIF	10 354 248 021	10 630 039 498	11 139 136 967	11 915 597 565	15,08%	6,97%	100,00%

Au 30 juin 2018, les recouvrements d'Impôt sur les sociétés (IS) en Seine-Saint-Denis affichent une hausse de 14,82 % par rapport à fin juin 2017 pour atteindre près de 681 millions d'euros.

Cette hausse importante est à souligner car depuis plusieurs exercices cette recette fiscale avait tendance à diminuer régulièrement.

L'IS recouvré en Seine-Saint-Denis (hors DGE) représente 5,72 % d'un ensemble régional dont Paris et les Hauts-de-Seine constituent l'essentiel (71 %).

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

Le Crédit d'Impôts Compétitivité-Emploi (CICE)

Contributions de la DDFiP de Seine-Saint-Denis

Rappel : Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est un avantage fiscal qui concerne les entreprises employant des salariés et équivaut à une baisse de leurs cotisations sociales. Le CICE s'impute en priorité sur l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'année au cours de laquelle les rémunérations prises en compte pour le calcul du CICE ont été versées. Il peut ensuite être imputé sur les 3 années suivantes. Il est restitué au-delà de ce délai.

Ce dispositif "Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi" sera supprimé le 1er janvier 2019.

CICE – Seine-Saint-Denis au 30/06/2018		
	CICE 2016	**CICE 2017**
Nb. bénéficiaires *	16 542	8 194
Imputations	6 601	2 844
Restitutions	6 582	3 378
Imputations et restitutions	3 359	1 972
Imputation en montant	133,78 M€	78,49M€
Restitution en montant	76,05 M€	36,78 M€
Imputation en moyenne (€)	20 266,63 €	27 598,45 €
Restitution en moyenne (€)	11 554,24 €	10 888,10 €

Y compris les entreprises installées en Seine-Saint-Denis mais relevant de la DGE à compétence nationale.
Les états de suivi du CICE ont évolué en 2018 : désormais les informations sont rattachées au millésime concerné quelle que soit l'année de constatation et non plus ventilées en fonction de l'année de constatation.

Au premier semestre 2018, le nombre de dossiers d'entreprises implantées dans le département et ayant déposé une demande de remboursement ou d'imputation (sur IS) de crédit d'impôt Compétitivité-Emploi (CICE) au titre de l'année 2017 traités par l'administration des Finances publiques s'élevait à 8194 pour un total de 115 millions d'euros.

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES

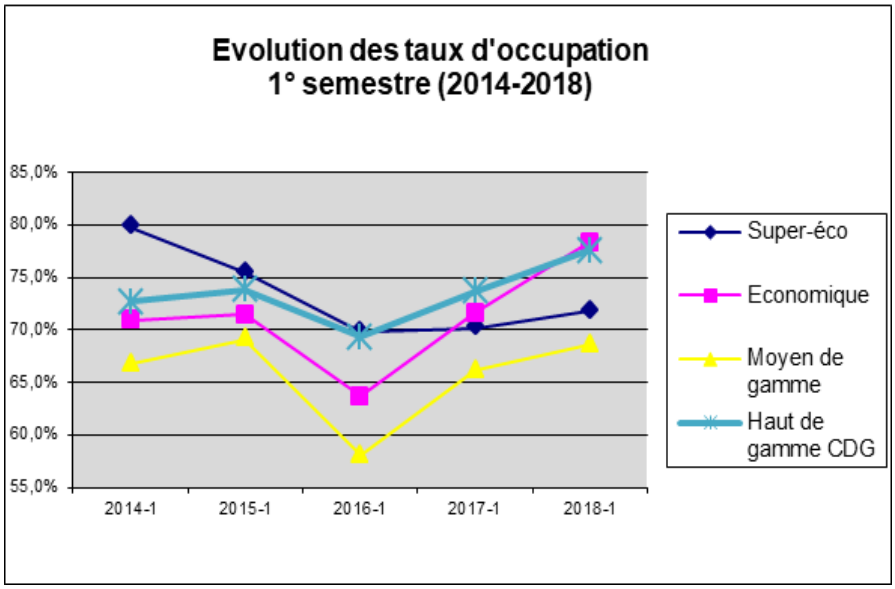
Contributions Du Comité du tourisme Départemental 93
VIPARIS

L'activité hôtelière a clairement retrouvé le chemin de la hausse

Confirmant la tendance de 2017, le premier semestre 2018 est celui de la bonne santé retrouvée pour l'activité hôtelière en Seine-Saint-Denis comme à l'échelle du Grand Paris. Cette tendance qui concerne toutes les catégories d'établissements est cependant moins nette pour les hôtels super-économiques.

Les taux d'occupation retrouvent leur niveau d'avant 2016

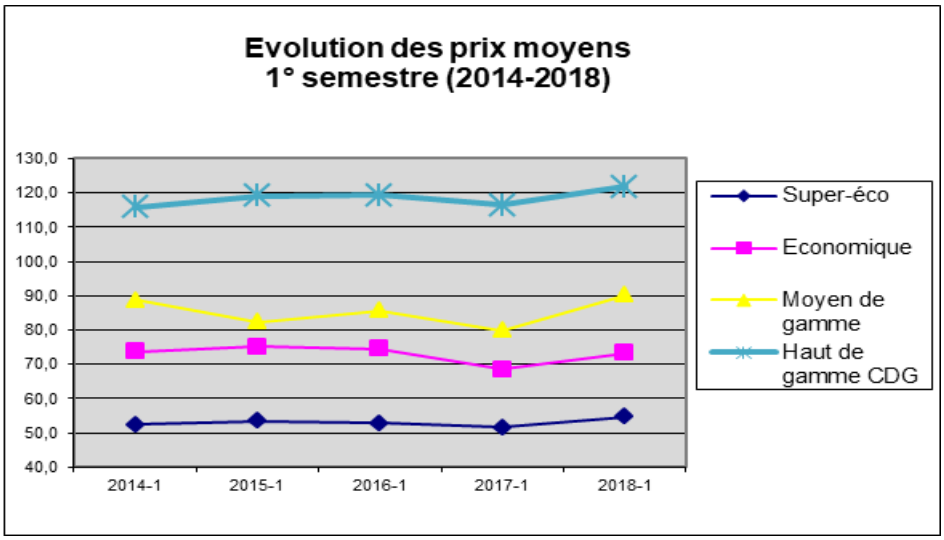
2018 confirme le net redressement de l'activité hôtelière. Les tendances constatées en 2017 se confirment. La fréquentation retrouve ou dépasse les niveaux d'avant la chute de 2016. La seule exception qui se confirme également concerne les établissements super-économiques dont la fréquentation peine à remonter et reste inférieur de 8 points au niveau de 2014. Ces tendances que l'on retrouve à l'échelle du Grand Paris se confirment au troisième trimestre.



Taux d'occupation	2014-1	2015-1	2016-1	2017-1	2018-1	*Evol° 2018/2017*
Super-éco	79,8%	75,4%	69,8%	70,2%	71,8%	*1,6%*
Economique	70,9%	71,5%	63,7%	71,6%	78,3%	*6,7%*
Moyen de gamme	66,7%	69,1%	58,0%	66,1%	68,6%	*2,5%*
Haut de gamme CDG	72,7%	73,8%	69,3%	73,7%	77,6%	*3,9%*

Les prix moyens retrouvent le chemin de la hausse

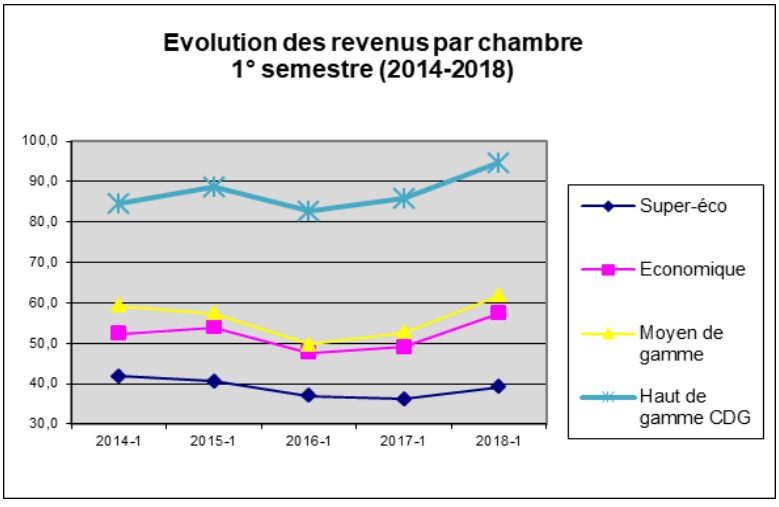
Alors qu'en 2017, la remontée de la fréquentation correspondait à une baisse des prix, la tendance s'inverse au premier semestre 2018 avec un net redressement des prix moyens. Ce constat vaut dans toutes les catégories avec des évolutions qui vont de 4,6 % à 12,8 %. Ainsi, les prix moyens sont égaux ou supérieurs au niveau atteint au premier semestre 2014.



Prix moyen par chambre	2014-1	2015-1	2016-1	2017-1	2018-1	*Evol° 2018/2017*
Super-éco	52,3	53,5	52,9	51,6	54,6	*5,8%*
Economique	73,6	75,1	74,5	68,5	73,3	*7,0%*
Moyen de gamme	88,7	82,4	85,7	79,9	90,1	*12,8%*
Haut de gamme CDG	115,8	119,1	119,3	116,5	121,9	*4,6%*

Les revenus moyens par chambre témoignent de la santé retrouvée de l'hôtellerie

Conséquence logique des progrès conjugués de la fréquentation et des prix, le revenu moyen par chambre bondit dans toutes les catégories. Avec des augmentations en un an de 8.3 % à 17.3 %, cet indicateur majeur de santé de l'hôtellerie atteint des niveaux jamais atteints dans toutes les catégories à l'exception des établissements super-économiques qui, malgré une nette hausse, ne retrouvent pas encore les niveaux de 2014/2015.

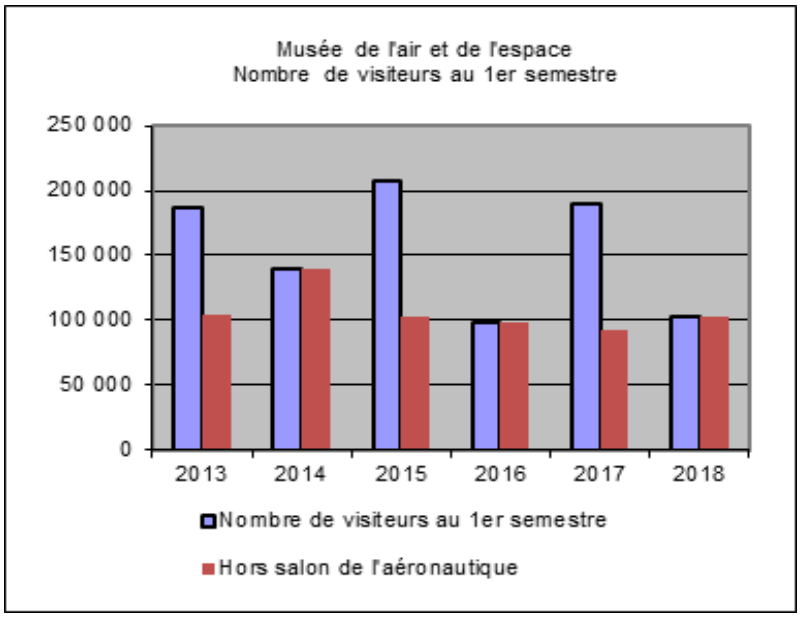


Revenu moyen par chambre	2014-1	2015-1	2016-1	2017-1	2018-1	*Evol° 2018/2017*
Super-éco	41,8	40,5	36,9	36,2	39,2	*8,3%*
Economique	52,3	53,9	47,6	49,1	57,4	*16,9%*
Moyen de gamme	59,3	57,4	49,6	52,7	61,8	*17,3%*
Haut de gamme CDG	84,5	88,6	82,7	85,9	94,7	*10,2%*

La fréquentation des principaux sites de tourisme d'agrément donne enfin des signes de redressement

Le Musée de l'air et de l'espace

L'alternance d'années avec et sans salon de l'aéronautique et de l'espace rend toujours délicate l'analyse de la fréquentation du Musée. L'évolution de cette fréquentation est établie ici en effaçant l'effet salon. On constate que le premier semestre 2018 marque une remontée après trois années de baisse. On retrouve ainsi le niveau de 2015 malgré la difficulté que représente la fermeture pour travaux de l'aérogare historique.

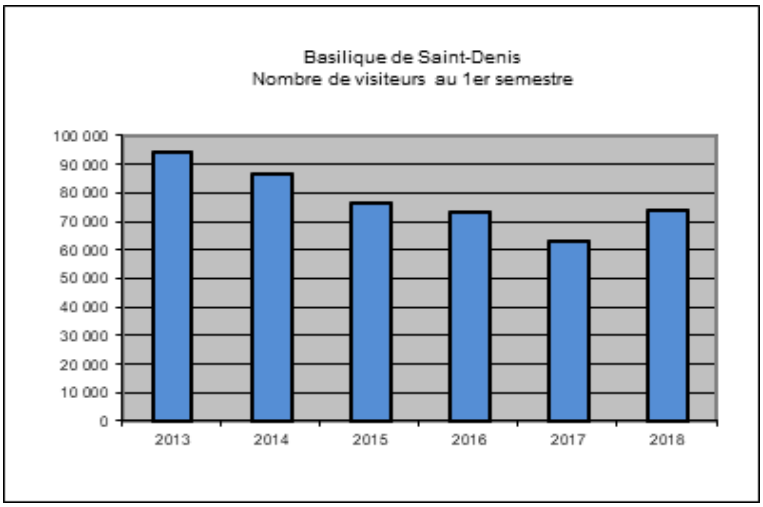


Musée de l'air et de l'espace	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre de visiteurs au 1er semestre	187 054	139 324	207 322	98 478	189 371	102 054
Hors salon de l'aéronautique	103 636	139 324	102 322	98 478	92 371	102 054

La Basilique de Saint-Denis

Le redressement de la fréquentation de la Basilique amorcé au second semestre 2017 se confirme au premier semestre 2018. Cette nette hausse (+ 16% par rapport à 2017) fait suite à quatre années de baisse. Elle se confirme pendant l'été et le début de l'automne. Sans retrouver le niveau de 2014, la fréquentation du premier semestre 2018 semble témoigner de la sortie de la période post-attentats.

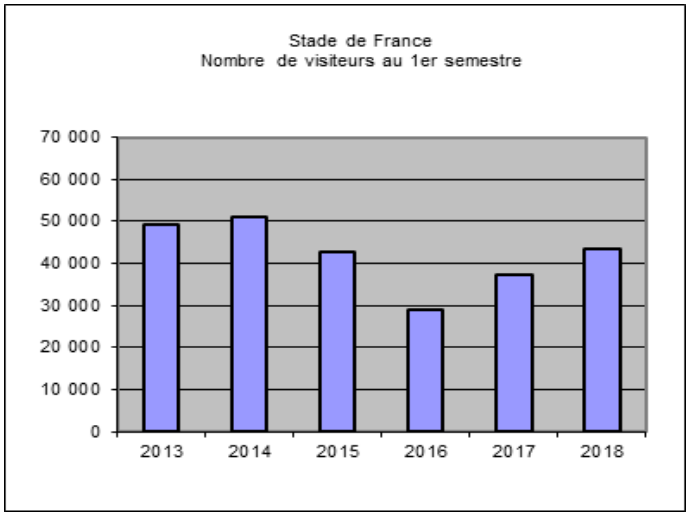
Basilique Saint-Denis	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre de visiteurs au 1er semestre	94 229	86 612	76 448	73 055	63 341	73 564



Le Stade de France

La fréquentation du Stade de France retrouve enfin des couleurs après la longue période de recul qui a suivi les attentats de 2015. Toutefois, elle ne retrouve pas le niveau de 2014 où la barre des 50 000 visiteurs avait été franchie même si les chiffres de l'été 2018 sont meilleurs que ceux de 2014. Et annoncent peut-être un bon second semestre.

Stade de France	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre de visiteurs au 1er semestre	49 106	51 027	42 590	29 102	37 467	43 305



Paris Nord Villepinte
Un site VIPARIS

19 manifestations ont été accueillies , du 1er janvier au 30 juin 2018 :

- **11 salons professionnels**
- **1 salon grand public**
- **7 événements d'entreprises** (conventions, colloques…)

580 255 visiteurs ou participants (estimation)

Salons (estimation) :

- 534 755 visiteurs dont 122 766 visiteurs étrangers
- 13 649 exposants dont 7 454 exposants étrangers

Événement d'entreprises (estimation) :

- 45 500 participants

Paris Le Bourget
Un site VIPARIS

15 manifestations ont été accueillies , du 1er janvier au 30 juin 2017 :

- **3 salons professionnels**
- **1 salon grand public**
- **10 événements d'entreprises** (séminaires, conventions, colloques…)
- **1 spectacle, manifestation culturelle et sportive**

210 267 visiteurs ou participants (estimation)

Salons (estimation):
- 41 667 visiteurs dont 17 436 visiteurs étrangers
- 1 497 exposants dont 1 152 exposants étrangers

Événement d'entreprises (estimation) :
- 153 600 participants

Spectacles, manifestations culturelles et sportives (estimation) :
- 15 000 participants

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

LE CHOMAGE ET L'EMPLOI

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

Le Chômage

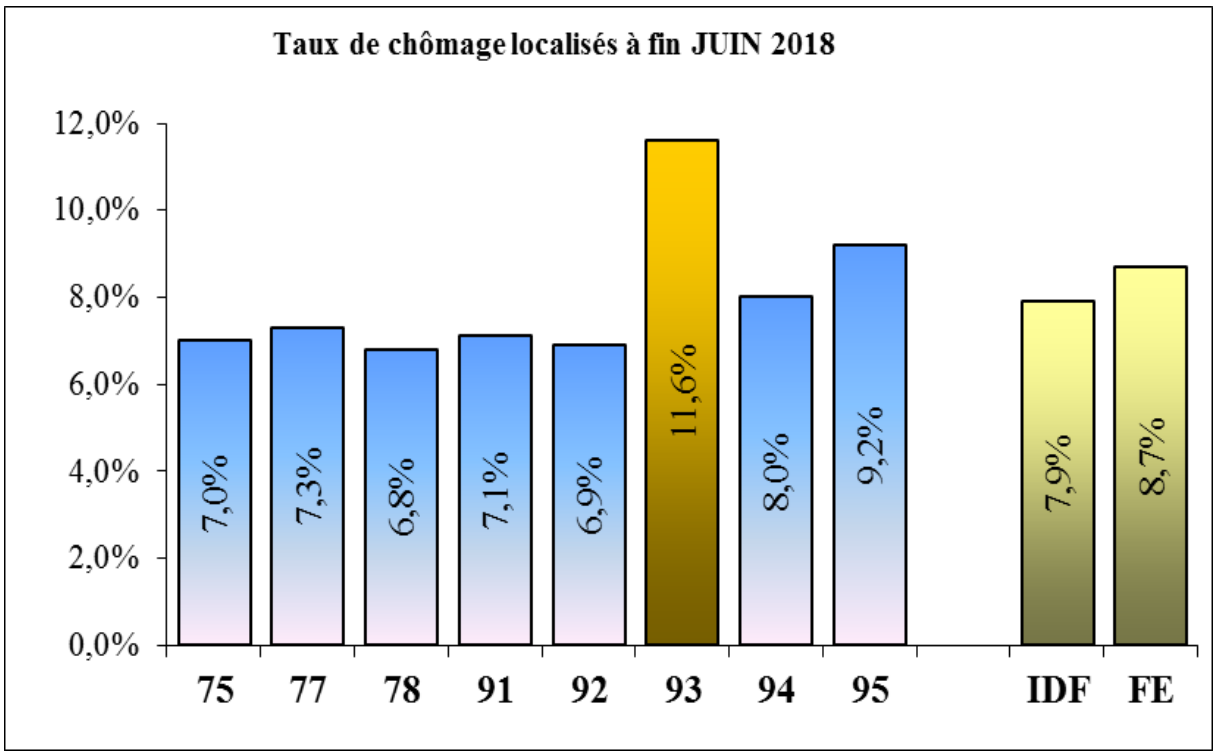
Contributions de Direccte UT93

Le chômage

Les taux de chômage en Ile-de-France

Fin juin 2018, le taux de chômage s'élève en Seine-Saint-Denis à **11,6 %**[1], contre 7,9 % en Île-de-France et 8,7% pour la France entière.

Ce taux est le plus élevé de la région Ile-de-France. Il enregistre une baisse de - 0,2 point sur un trimestre et sur un an.



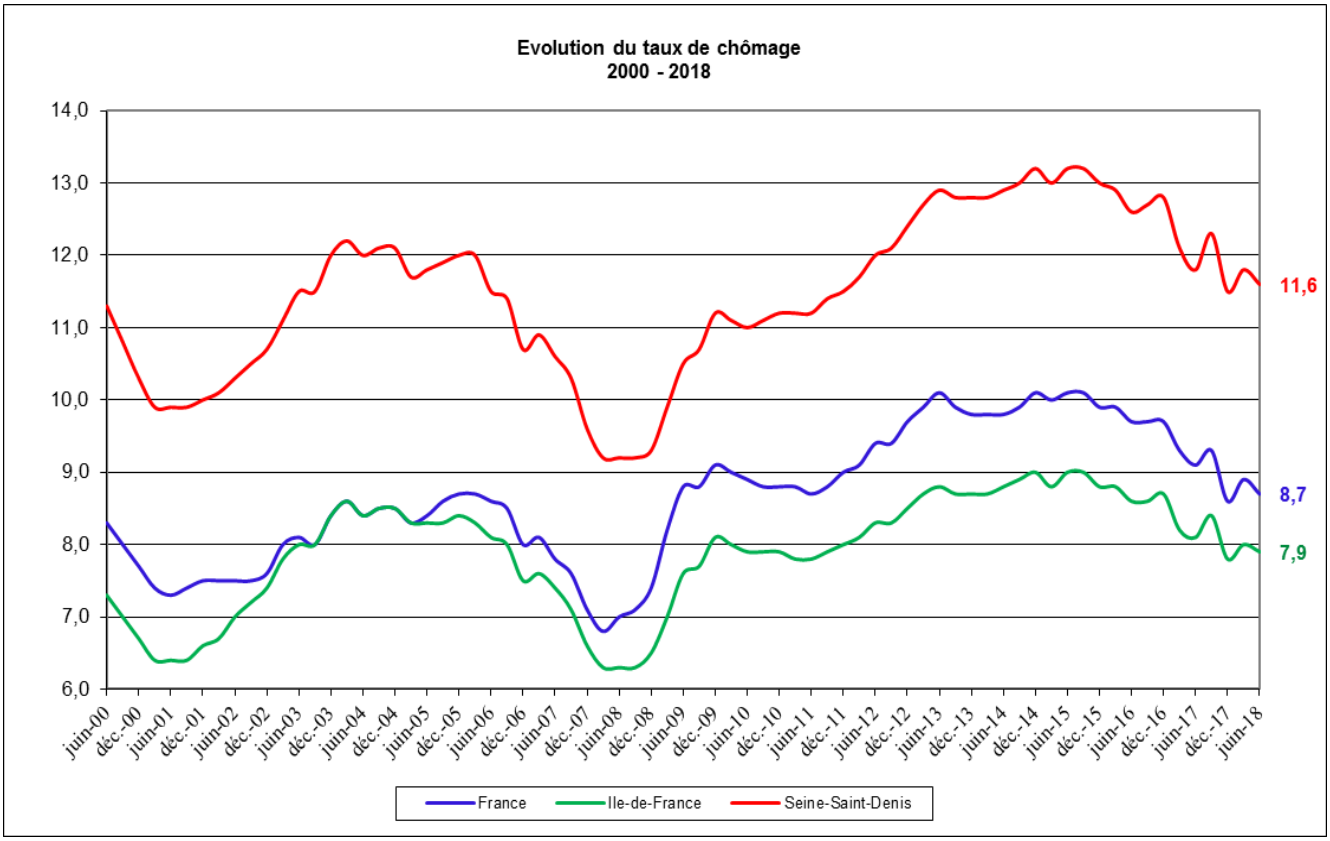
[1] A tout niveau géographique, l'estimation des taux de chômage localisés trimestriels fait l'objet d'une révision régulière, pour tenir compte des résultats de la dernière enquête sur l'emploi de l'Insee et des sources administratives les plus récentes. Les séries sont alors rétropolées sur plusieurs trimestres.

Source : INSEE (traitement Direccte IDF/UD 93)

Evolution comparée des taux de chômage de la Seine-Saint-Denis, de l'Ile-de-France et de la France entière (de 2000 à 2018)

Fin juin 2018, après une hausse de + 0,3 point au premier trimestre, le taux de chômage recule en Seine-Saint-Denis.

La courbe de l'évolution du taux de chômage en Seine-Saint-Denis suit celles de la région d'Ile-de-France et de la France métropolitaine mais à un niveau plus élevé.



Source : INSEE (traitement Direccte IDF/UD 93)

DIRECCTE UT93

Le marché du travail

La demande d'emploi à fin juin 2018 :

Au deuxième trimestre 2018, en Seine-Saint-Denis, **le nombre de demandeurs d'emploi s'établit en moyenne sur le trimestre à 172 160 (catégories A, B, C)**, soit une hausse annuelle de + 3 %.

Cette augmentation concerne principalement les demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus (+ 5,2 %), le nombre de demandeurs d'emploi jeunes de moins de 25 ans ayant progressé de + 2,7% et celui des 25 à 49 ans de + 2,2% sur un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi hommes augmente de + 1,8 % et celui des femmes de + 4,4% sur un an. Les hommes représentent 52,5% des demandeurs d'emploi.

Les demandeurs d'emploi de longue durée (78 030 DEFM de catégories A, B, C) représentent 45,3 % des DEFM et leur nombre enregistre une hausse de + 11,4 % sur un an.

Situation à fin juin 2018	Valeur	Évolution annuelle
a) Demande d'emploi fin de mois cat. A,B,C(1) *(données CVS)*, dont :	**172 160**	**+3%**
- femmes	81 860	+4,4%
- hommes	90 310	+1,8%
- DELD	78 030	+11,4%
- moins de 25 ans	16 920	+2,7%
- 50 ans et plus	44 420	+5,2%
b) Nombre moyen d'entrées en catégories A,B,C au 2T2018 *(données brutes)*, dont :	**14 885**	**-8,6%**
- jeunes de moins de 25 ans	3 013	-1,9%
- femmes	7 055	-8,8%

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES, Cvs : Direccte Ile-de-France (traitement Direccte IDF/UD 93)

(1) **Les différentes catégories de demandeurs d'emploi :**

- **catégorie A :** demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- **catégorie B :** demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;
- **catégorie C :** demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois) ;
- **catégorie D :** demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie…), sans emploi ;
- **catégorie E :** demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

L'emploi

Contributions de Direccte UT93 / Pôle Emploi / URSSAF

DIRECCTE UT93

Le marché du travail

Les offres d'emploi enregistrées (OEE) et satisfaites (OES) à fin juin 2018

Au deuxième trimestre 2018, **4 506 offres d'emploi ont été collectées** en moyenne par Pôle emploi en Seine-Saint-Denis, soit - 22,1 % sur un an.

Les offres d'emploi durable (2 782) représentent 61,7 % des offres et enregistrent une baisse de - 28,8 % sur un an. Les offres d'emploi temporaire (1 485), représentent 33 % des offres et reculent de - 3,7 % sur un an. Les offres d'emploi occasionnel (238), représentent 5,3% des offres et enregistrent une diminution de - 29,2 % sur un an.

Le nombre moyen d'offres d'emploi satisfaites (3 742 offres tous types) recule de - 22,6 %, sur un an.

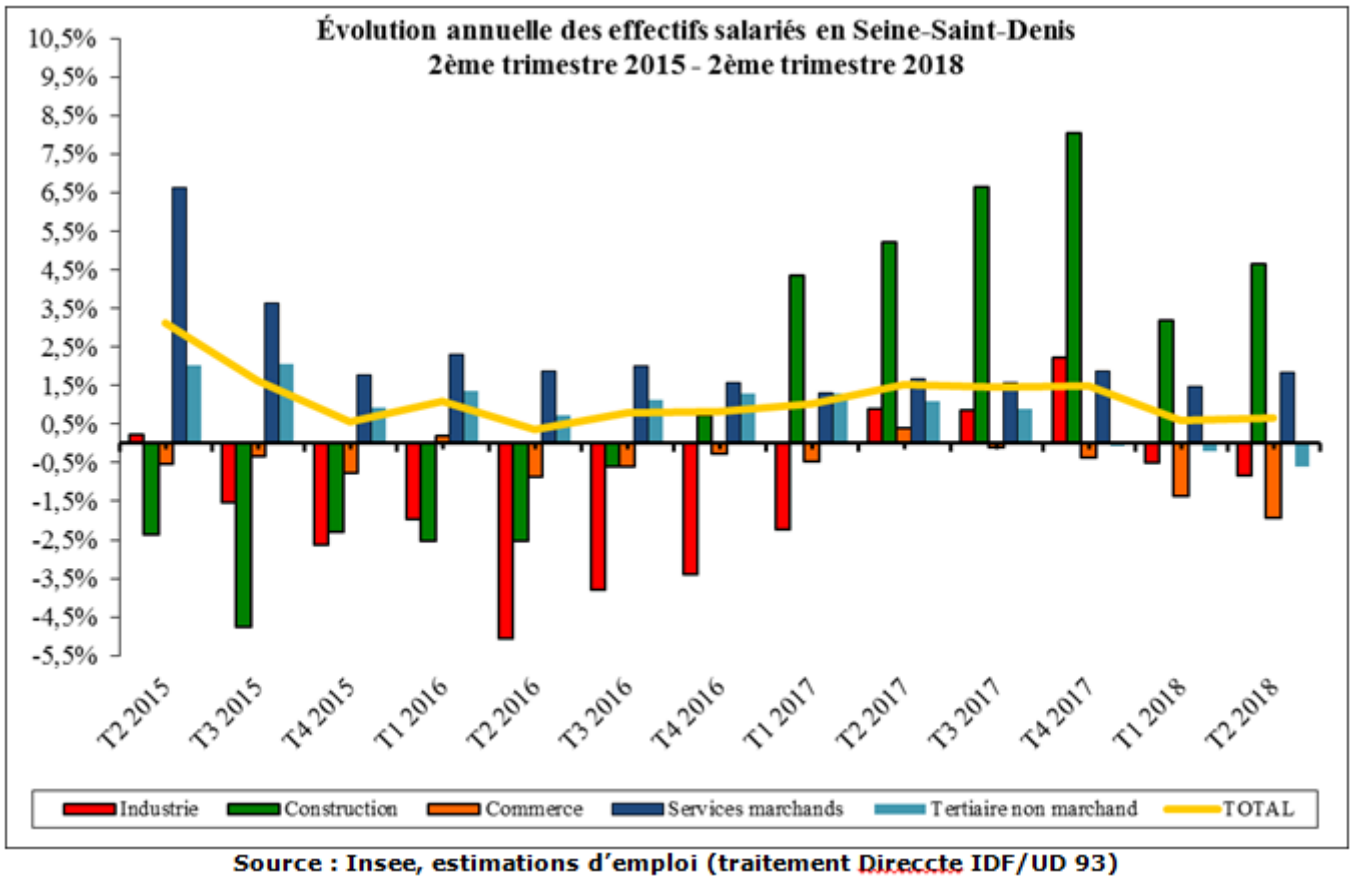
Situation à fin juin 2017	% par nature de contrat	Valeur	Evolution annuelle
Nombre moyen d'offres collectées au 2T2018 *(tous types, données brutes)*, dont :		4 506	-22,1%
- **offres d'emploi durable**	61,7%	2 782	-28,8%
- **offres d'emploi temporaire**	33,0%	1 485	-3,7%
- **offres d'emploi occasionnel**	5,3%	238	-29,2%
Nombre moyen d'offres d'emploi satisfaites au 2T2018 *(tous types, données brutes)*		3 742	-22,6%%

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES (traitement Direccte IDF/UD 93)

Evolutions des estimations trimestrielles des effectifs salariés dans les grands secteurs de l'emploi *(données CVS)*:

Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin juin 2018, les effectifs salariés (606 792 emplois) augmentent de + 0,5 % sur un trimestre (+ 2 820 emplois) et de + 0,6 % sur un an, soit + 3 910 emplois.

Sur un an, l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité, évolue de la manière suivante : Industrie (- 0,8 %), Construction (+ 4,6 %), Commerce (- 1,9 %), Services marchands (+ 1,8 %) et Tertiaire non marchand (-0,6 %).

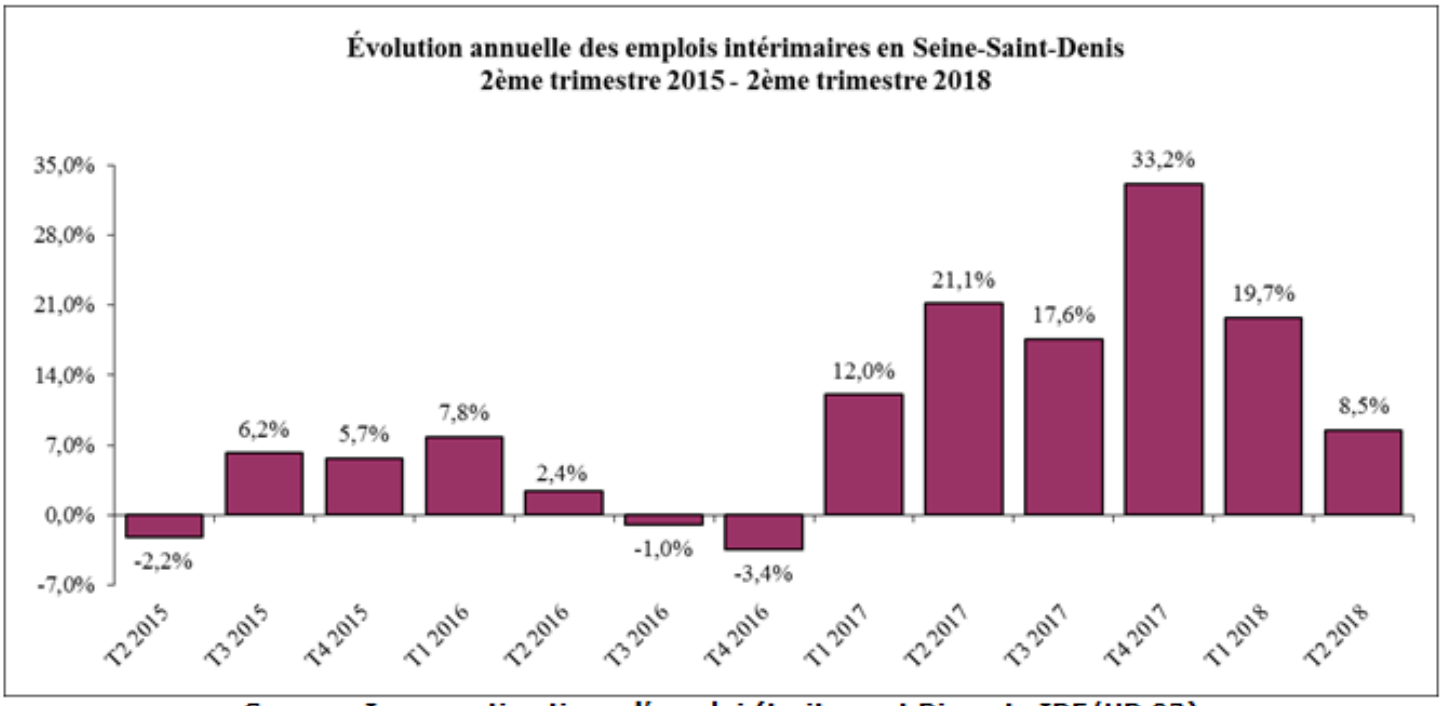


Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Direccte IDF/UD 93)

DIRECCTE UT93

L'intérim, variable d'ajustement de l'emploi aux variations d'activité *(données CVS):*

Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin juin 2018, le nombre d'intérimaires (9 038) recule de - 3,1 % sur un trimestre et augmente de + 8,5 % sur un an.



Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Direccte IDF/UD 93)

Le recours à l'activité partielle :
Source : Direccte UD – traitement : Direccte / SESE

A la fin du premier semestre 2018, 64 décisions d'autorisation d'activité partielle ont été notifiées par la Seine-Saint-Denis aux entreprises qui en ont demandé, soit - 22,9 % par rapport à la même période de l'année 2017 (83 décisions d'autorisation d'activité partielle notifiées à fin juin 2017).

Elles correspondent à 236 209 heures de travail autorisées à être chômées, soit une hausse de + 28,2 % par rapport à la même période de l'année 2017 (184 193 heures de travail autorisées à fin juin 2017).

Fin juin 2018, la Seine-Saint-Denis, concentre 12,3% des heures d'activité partielle autorisées en Île-de-France (1 926 671 heures autorisées à la fin du premier semestre 2018).

Les plans de sauvegarde de l'emploi :
Source : SI – Homologation – traitement : Direccte / SESE

A la fin du premier semestre 2018, nos services ont été informés de l'initiation de 13 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 334 postes menacés dans le cadre de PSE, ce qui représente 3,8 % des postes menacés en Île-de-France.

Sur un an, le nombre des procédures recule de - 23,5 % (17 procédures initiées à fin juin 2017) et celui des postes menacés de - 84,7 % (2 182 postes menacés à fin juin 2017).

Les ruptures conventionnelles :
Source : Direccte IDF / UD 93

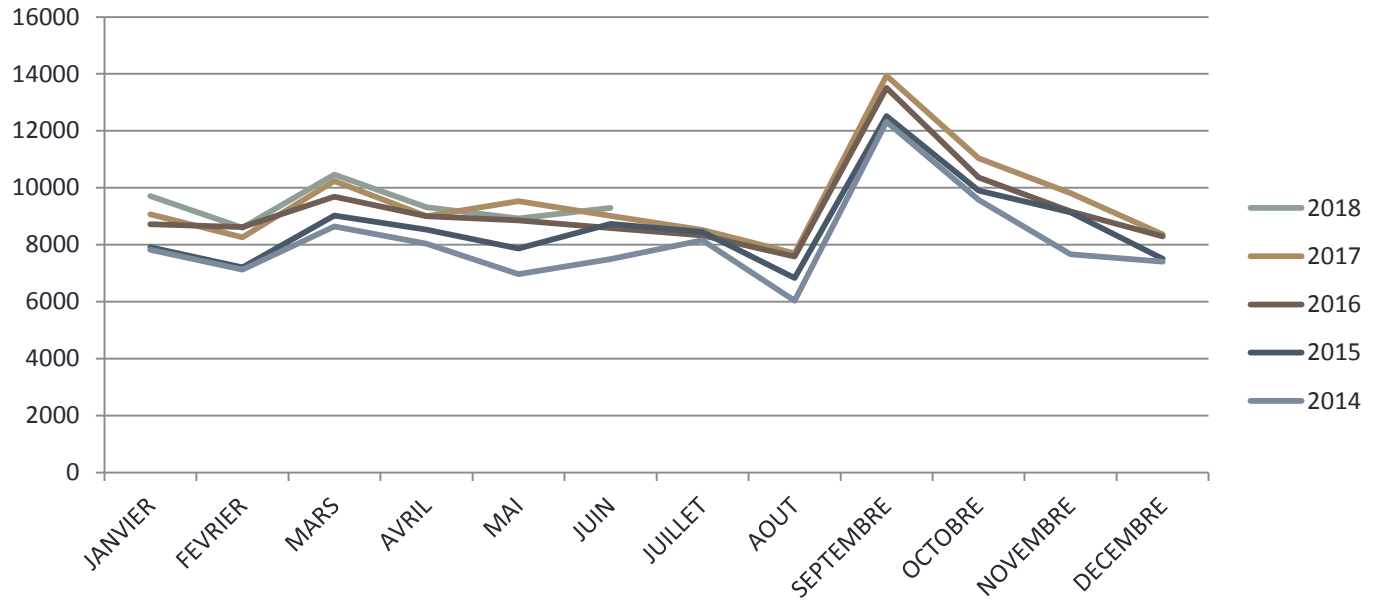
A la fin du premier semestre 2018, 5 277 ruptures conventionnelles ont été reçues par nos services.

Après une baisse de - 5,6 % entre le 1er semestre 2017 et le 1er semestre 2016, à la fin du 1er semestre 2018, le nombre de ruptures conventionnelles enregistre une hausse de + 5,4 % sur un an, en Seine-Saint-Denis (5 006 ruptures conventionnelles reçues à la fin du 1er trimestre 2017).

L'augmentation structurelle des ruptures conventionnelles se poursuit. Leur nombre a quasiment doublé sur 7 ans (10 265 ruptures conventionnelles reçues à la fin de l'année 2017, contre 5 260 fin 2010, soit + 95,1 %).

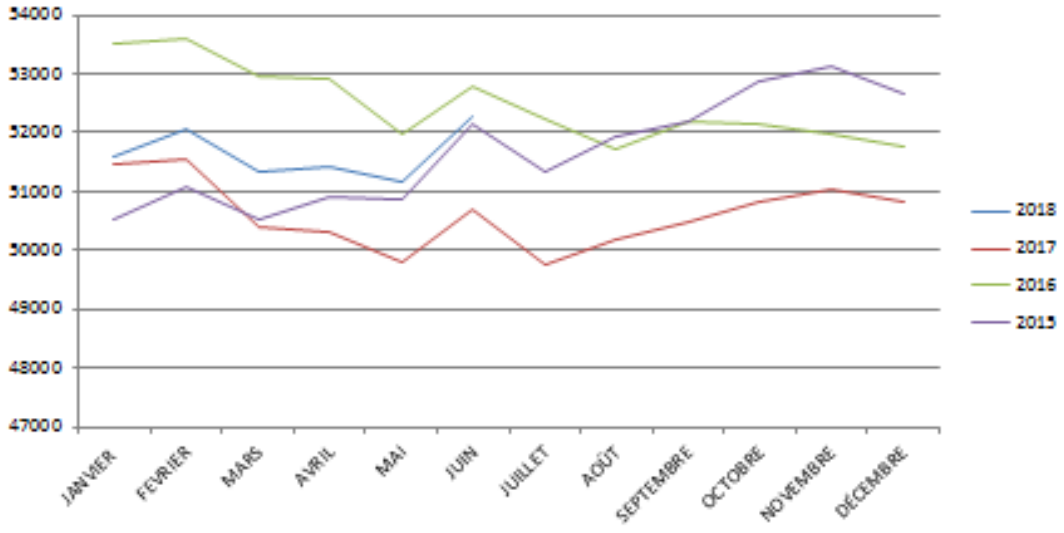
Pôle emploi

1 – Retours à l'emploi



Un peu plus de 56 290 retours à l'emploi durable de demandeurs d'emploi sont comptabilisés au premier semestre 2018, soit une augmentation de 2,2% par rapport au premier semestre 2017 qui était lui-même en augmentation de 3,1% par rapport à 2016.

2 – Nombre de demandeurs d'emploi inscrits 12 mois et plus en catégorie A au cours des 15 derniers mois



Le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité pendant 12 mois sur les 15 derniers est en augmentation depuis la fin de 2017, après une diminution quasi continue depuis 2016.

3 – Activités réduites (1/2)

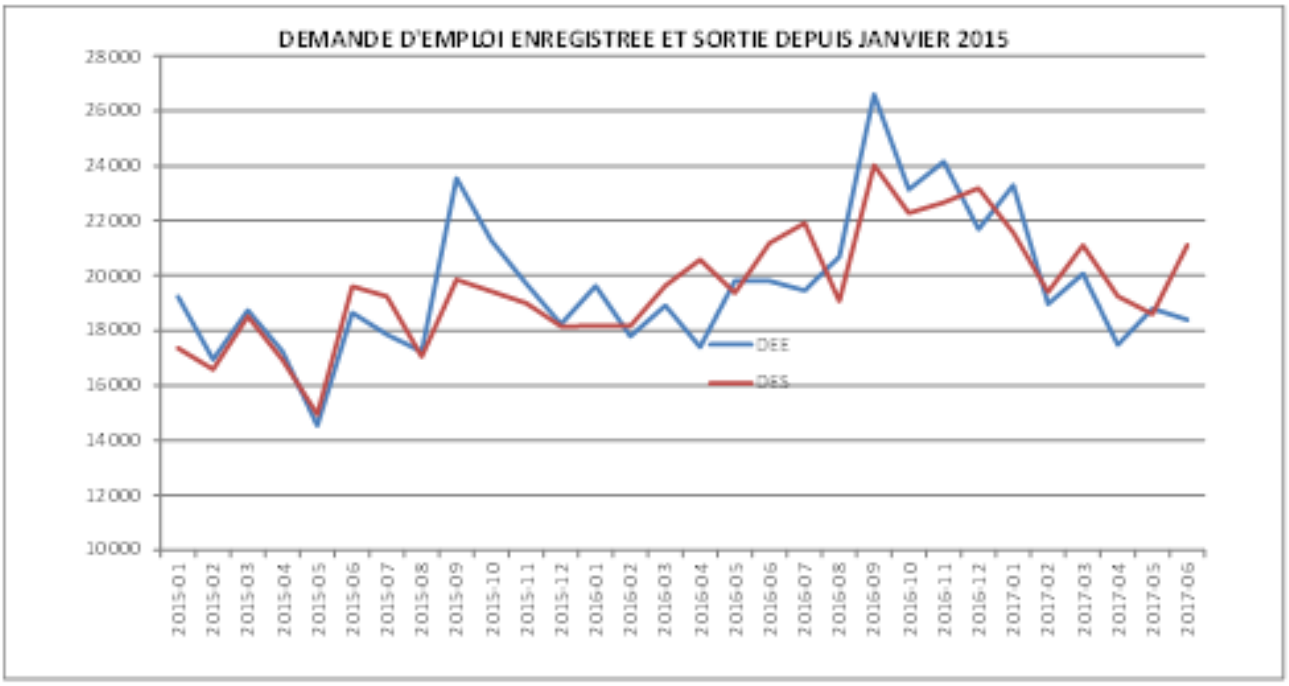
	JUIN 2017	JUIN 2018	Evolution
Entre 1 et 78 heures	18 100	18311	1,2%
> 78 heures	28 066	31436	12,0%
Sans activité	117 415	119018	1,4%
Total	163 581	168 765	3,2%

Le nombre de demandeurs déclarant une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois augmente de manière régulière depuis janvier 2017, en lien avec l'établissement d'une strate de demandeurs d'emploi enchaînant ce type de contrat sur plusieurs mois d'affilée, sans que l'on puisse toutefois parler d'emploi durable puisqu'il s'agit le plus souvent d'emplois précaires qui s'enchaînent.

Le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité marque une diminution de augmentation de 3,2 % sur un an mais une diminution de 4,3% depuis janvier 2017.

3 – Activités réduites (2/2)

4 – DEMANDES D'EMPLOI ENREGISTREES ET SORTIES



URSSAF SSD

Indicateurs de suivi du secteur privé

Evolution annuelle à fin juin 2018

Entreprises de moins de 10 salariés

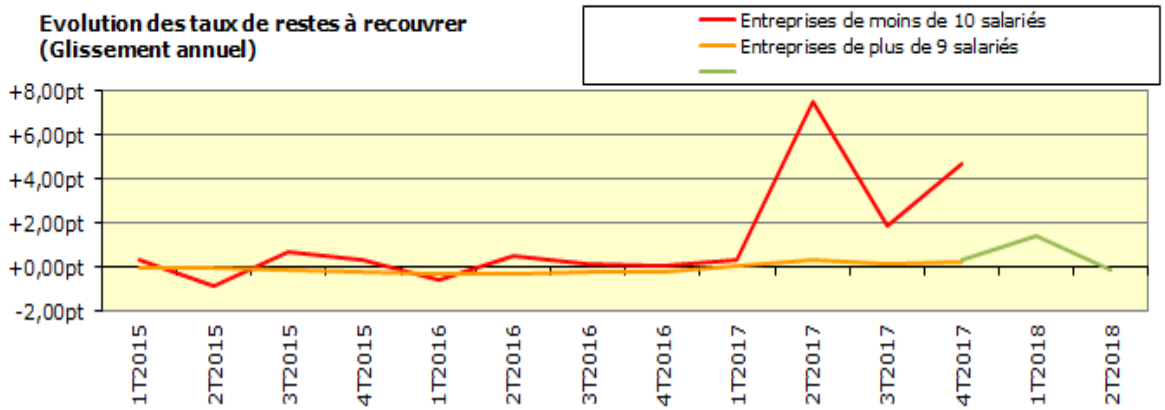
Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants) -15,0%

Entreprises de plus de 9 salariés

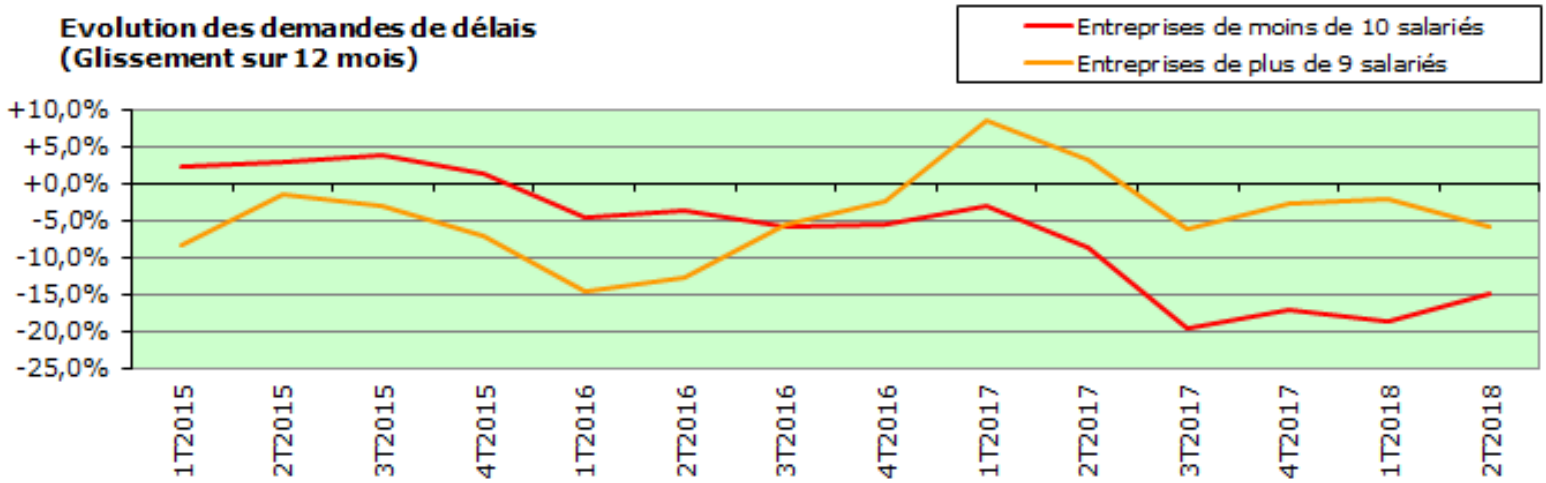
Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants) -5,8%

Depuis Janvier 2018 - Nous ne pouvons plus faire la distinction entre les + de 9 salariés et les moins de 10 salariés pour les reste à recouvrer

Evolution du taux de reste à recouvrer sur 1 an pour les entreprises du secteur privé : -0,09pt



Taux de restes à recouvrer : montant des cotisations non soldés par rapport aux cotisations déclarées par les entreprises



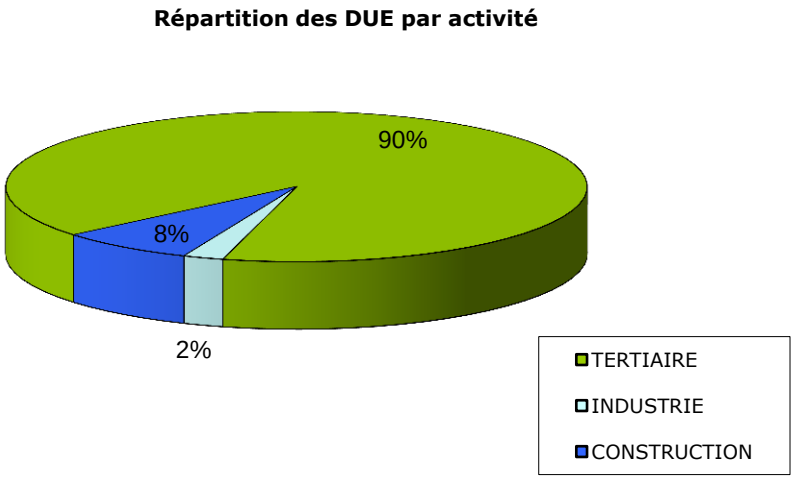
URSSAF SSD

Département de la Seine-Saint-Denis

Données de l'année N
par secteur d'activité

	Secteur d'activité	Déclaration d'embauche1er S. 2018	Poids secteur	Evolution 1S2018/ 1S2017
INDUSTRIE	Industries agro alimentaire	3 404	0,88%	7,02%
	Cokéfaction et raffinage	21	0,01%	10,75%
	Equipements electriques, electroniques, informatiques	315	0,08%	35,59%
	Fabrication de matériels de transport	226	0,06%	-43,81%
	Autres produits industriels	3 798	0,99%	-0,31%
	Industries extractives, energie, eau	865	0,22%	-7,88%
	Industrie	8 630	2,24%	0,53%
CON.	Construction	29 107	7,56%	3,29%
TERTIAIRE	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	24 694	6,41%	-5,43%
	Transport	19 725	5,12%	-1,24%
	Hébergement et restauration	57 035	14,81%	25,74%
	Information et communication	67 928	17,64%	-2,74%
	Activités financières et d'assurance	2 235	0,58%	7,79%
	Activités immobilières	1 964	0,51%	27,59%
	Activités scientifiques et techniques ; soutien et services administratifs	76 392	19,84%	9,24%
	Administrations publiques, défense, enseignement, santé humaine et action sociale	44 754	11,62%	3,24%
	Autres activités de services	52 632	13,67%	-11,12%
	Tertiaire	347 357	90,19%	2,95%
	Autres	29	0,01%	-50,81%
Total hors intérim		**385 123**	**100,00%**	**2,92%**
Intérim		**211 873**		**0,13%**
Total		**596 996**		**1,91%**

***données provisoires**



Commentaire sur l'évolution des déclarations d'embauche

Au 1er semestre 2018 le nombre de déclarations uniques d'embauches (hors intérim) augmente de 2,92 % (10912 DUE de plus), par rapport au 1er semestre 2017.

Le nombre de DUE a augmenté sur les 3 secteurs (Industrie : + 0,5 3%, Construction : 3,29 %, et Tertiaire + 2,95 %)

Les données des graphiques :

	1S2018	
TERTIAIRE	347 357	90,20%
INDUSTRIE	8 630	2,24%
CONSTRUCTION	29 107	7,56%
	385 094	100,00%

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

RSA

Contributions du Département Seine-Saint-Denis
Direction de l'emploi de l'insertion et de l'attractivité territoriale (DEIAT)

Foyers bénéficiaires du RSA

Source: CAF

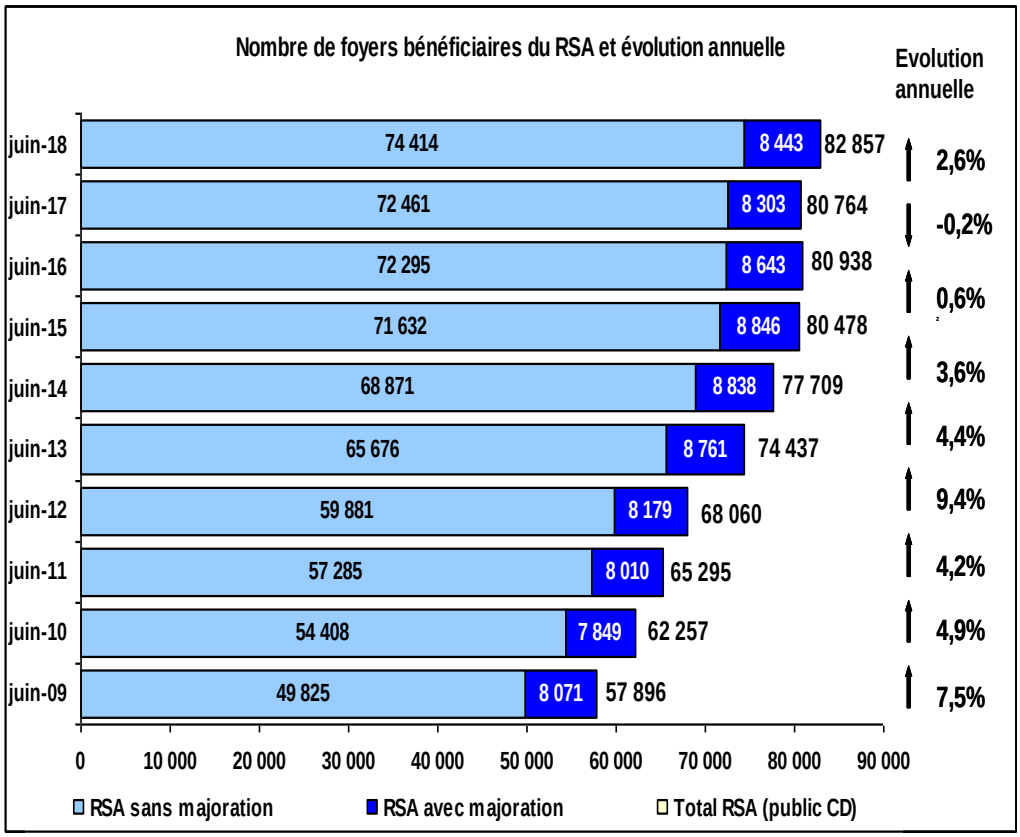
Au 30 juin 2018, on dénombre en Seine-Saint-Denis 82 857 foyers bénéficiaires du RSA socle (public relevant de la compétence du Département et regroupe le RSA socle seul et le RSA socle avec prime d'activité.

Entre juin 2017 et juin 2018, ce nombre a augmenté de 2,6% après avoir connu une baisse de 0,2 % entre juin 2016 et juin 2017.

Pour les autres périodes, l'évolution annuelle a été disparate avec une progression importante observée entre juin 2012 et juin 2013 (+ 9,4 %).

Depuis juin 2009, (date de la mise en place de la loi RSA) l'augmentation la plus dynamique des bénéficiaires concerne essentiellement les foyers ne bénéficiant pas d'une majoration particulièrement entre juin 2009 et juin 2015 où cette évolution était en moyenne de 5% avec un pic de près de 10 % en juin 2013. Quant aux effectifs des foyers qui bénéficient du RSA majoré, ils restent relativement stables voire en baisse les dernières années (- 2,3 % en juin 2016 et – 3,9 % en juin 2017).

Neuf ans après la mise en place de la loi RSA, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA a connu une augmentation de 43 %.



Source CAF données trimestrielles

Orientation et Accompagnement des bénéficiaires du RSA

Source: Conseil Départemental

Le revenu de solidarité active (RSA) donne des droits au bénéficiaire, mais la loi lui impose aussi, dans certains cas, des obligations d'insertion. On parle alors des « droits et devoirs » des bénéficiaires du RSA. Les mêmes droits et devoirs s'appliquent au bénéficiaire et à son conjoint, concubin ou partenaire pacsé.

En Seine-Saint-Denis, au mois de décembre 2017, 93 099 personnes sont soumises aux droits et devoirs pour 81 680 foyers bénéficiaires du RSA.

Le bénéficiaire du RSA étant soumis aux obligations d'insertion, sa situation est examinée par les services du département, qui déterminent l'accompagnement le plus adapté pour faciliter son accès à l'emploi ou consolider ses capacités professionnelles, on parle alors d'**orientation** professionnelle, sociale, ou socioprofessionnelle.

Le conseil départemental désigne un référent unique dont le rôle est de conseiller et aider le bénéficiaire dans ses démarches d'insertion. On parle alors d'**accompagnement** (appelé aussi contractualisation).

Le service référent établit avec le bénéficiaire le plan d'actions à mener, qui prend la forme d'un contrat d'engagements réciproques (CER) ou, si c'est un conseiller de Pôle emploi, d'un projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE).

Orientation des bénéficiaires du RSA :

En 2017, 29 046 orientations en flux ont été réalisées :

- 12 611 (43,4 %) ont été orientés vers un parcours emploi (Pôle emploi)
- 12 441 (42,8 %) ont été orientés vers un parcours socioprofessionnel (Projet Insertion Emploi)
- 3994 (13,8 %) ont été orientés vers un parcours social (service social départemental ou associations conventionnées).

Accompagnement des bénéficiaires du RSA :

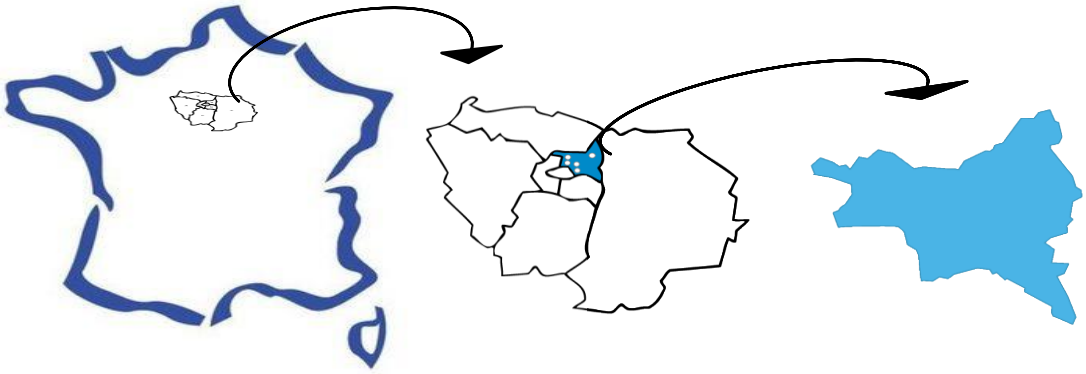
En 2017, 24 660 Contrats d'engagement réciproque (CER) ont été validés par le département dont :

- 19 934 CER validés pour les Projets Insertion Emploi
- 4 736 CER validés pour les services sociaux départementaux et les associations conventionnées.

Positionnement de la Seine-Saint-Denis

Source: CAF

Dans cette partie, la seule donnée disponible est celle du mois de décembre pour l'ensemble des départements



Nombre de foyers bRSA :	**1 626 199**	**320 728**	**81 702**
DEFM (catégories ABC) :	**5 935 200**	**991 110**	**171 170**
DEFM bénéficiant du RSA :	**868 704 (15%)**	**145 970** (15%)	**32 413 19%)**

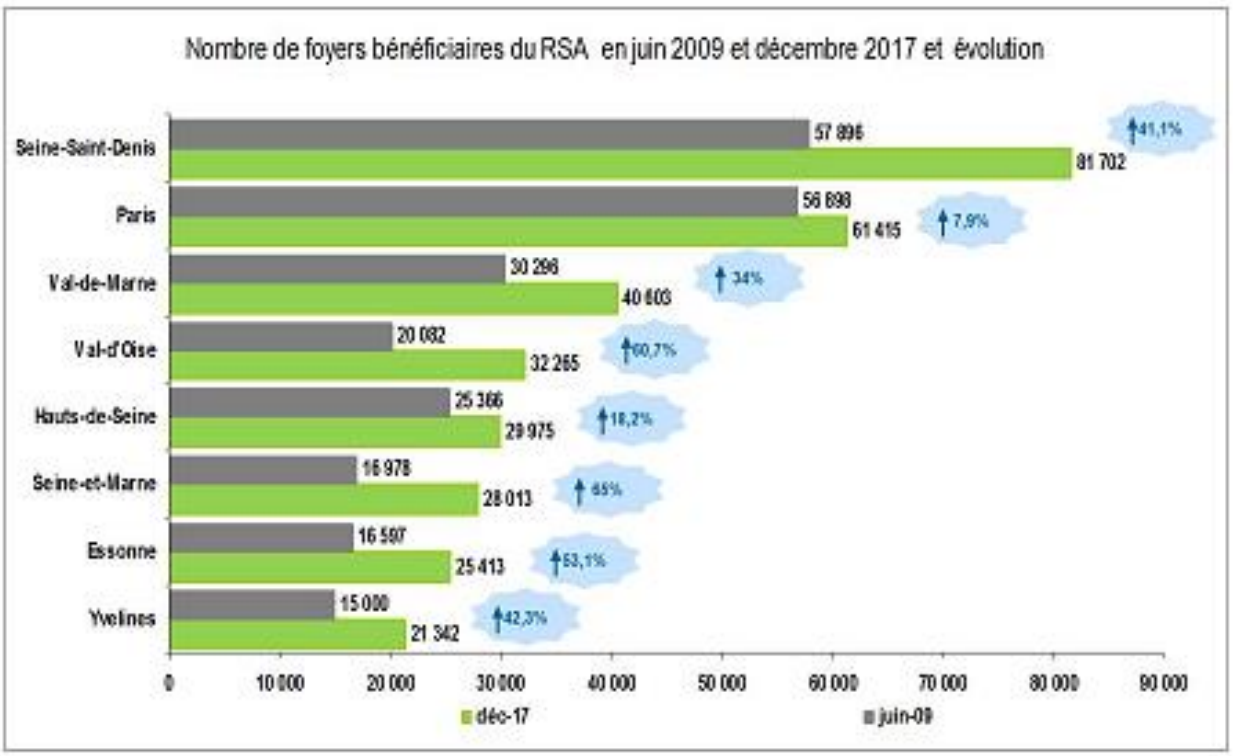
bRSA : bénéficiaires du RSA. Données consolidées au 31 décembre 2017 (données disponibles pour les autres départements)

DEFM : demandeurs d'emploi en fin de mois au 31 décembre 2017

Huit ans et demi après la mise en place de la loi RSA, la Seine-Saint-Denis compte toujours le nombre de foyers bénéficiaires du RSA le plus élevé de la région avec une évolution de 41,1 %.

Cette évolution est disparate dans les autres départements : elle est cinq fois moins importante dans le département de Paris qu'en Seine-Saint-Denis (7,9 % contre 41,1 %). Elle dépasse les 60 % dans les départements Val-d'Oise (60,7 %) et Seine-et-Marne (65 %)l'évolution la plus importante de la Région).

En France métropolitaine, cette évolution a été de 35,7 %.



Source CAF données CAF

Classement	Département	RSA Socle 12-2017	RSA Socle 12-2016	Evolution annuelle	RSA Socle 06-2009	Evolution de puis juin 2009
1	Nord	109087	112006	-2,6%	86 973	25,4%
2	Seine-Saint-Denis	81702	81324	0,5%	57 896	41,1%
3	Bouches-du-Rhône	76080	76003	0,1%	63 259	20,3%
4	Paris	61415	63280	-2,9%	56 898	7,9%
5	Pas-de-Calais	54524	55115	-1,1%	45 789	19,1%
6	Rhône	44579	44509	0,2%	28 349	57,3%
7	Seine-Maritime	40848	40524	0,8%	28 425	43,7%
8	Gironde	40603	39537	2,7%	26 603	52,6%
9	Val-de-Marne	40010	39991	0,0%	30 296	32,1%
10	Hérault	39012	39306	-0,7%	32 177	21,2%
Ile-de-France		*320 728*	*321 302*	*-0,2%*	*239 113*	*34,1%*
France métropolitaine		*1 626 199*	*1 650 144*	*-1,5%*	*1 198 077*	*35,7%*

La Seine-Saint-Denis occupe toujours le deuxième rang au regard du nombre de foyers bénéficiaires du RSA .
A effectifs comparables, l'évolution annuelle est 5 fois moins importante dans les Bouches-du-Rhône qu'en Seine-Saint-Denis (0,1% contre 0,5%) et plus de deux fois moins importante depuis la mise en place de la loi (20,3% contre 41,1%).

Entre juin 2009 et décembre 2017, la hausse la plus importante a été observée dans le département des Alpes-de-Haute-Provence (77,4%) et la plus faible dans le département de Paris (7,9%).

LEXIQUE :

RSA socle seul : un foyer allocataire du « RSA socle seul » n'a pas de revenus d'activité, ou bien au moins un de ses membres est en période de cumul intégral[1].

RSA socle et activité : les bénéficiaires du « RSA socle et activité » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire. Ils bénéficient donc à la fois du RSA socle (fraction) et du RSA activité.

RSA activité seul : les bénéficiaires du « RSA activité seul » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire. C'est cette composante qui est véritablement nouvelle avec la mise en place du RSA et qui sert le plus souvent de référence pour apprécier la montée en charge du RSA.

[1] Le cumul intégral consiste à neutraliser l'ensemble des revenus d'activité pour le calcul du RSA, pendant une période de 4 mois (éventuellement fractionnée) au cours des douze derniers mois.

Personnes couvertes: les personnes couvertes sont les membres du foyer allocataire. Le foyer allocataire est composé du responsable du dossier (personne qui perçoit au moins une prestation au regard de sa situation familiale et/ou monétaire), et l'ensemble des autres ayants droit au sens de la règlementation en vigueur (conjoint, enfant(s) et autre(s) personne(s) à charge).

RSA « majoré » (socle majoré ou socle et activité majoré ou activité majoré): attribué aux femmes enceintes ou personnes assumant seules la charge d'au moins un enfant.

RSA « non majoré »: bénéficiaires du RSA ne faisant partie du public « RSA majoré ».

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER

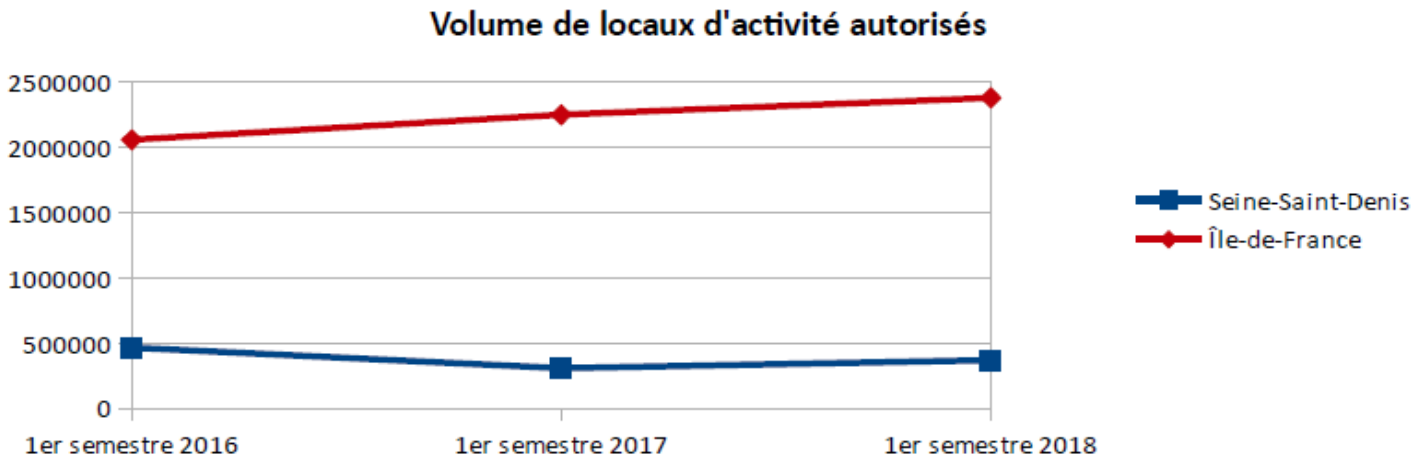
Contributions UDEA93

Volume des autorisations de locaux d'entreprises 1er semestre 2018

Dans le système statistique, les locaux d'entreprises sont classés dans les locaux dits non résidentiels, qui intègrent également les locaux à destination des services publics. Le total ci-dessous inclut les locaux à usage de services publics (ainsi que les locaux hôteliers, artisanaux et agricoles), mais l'analyse détaillée ne concerne que les locaux d'entreprises dont les volumes sont significatifs. Les chiffres observés sont ceux correspondant à la date de prise en compte de la donnée dans le logiciel Sit@del.

Autorisation à construire des projets destinés aux entreprises et aux services publics

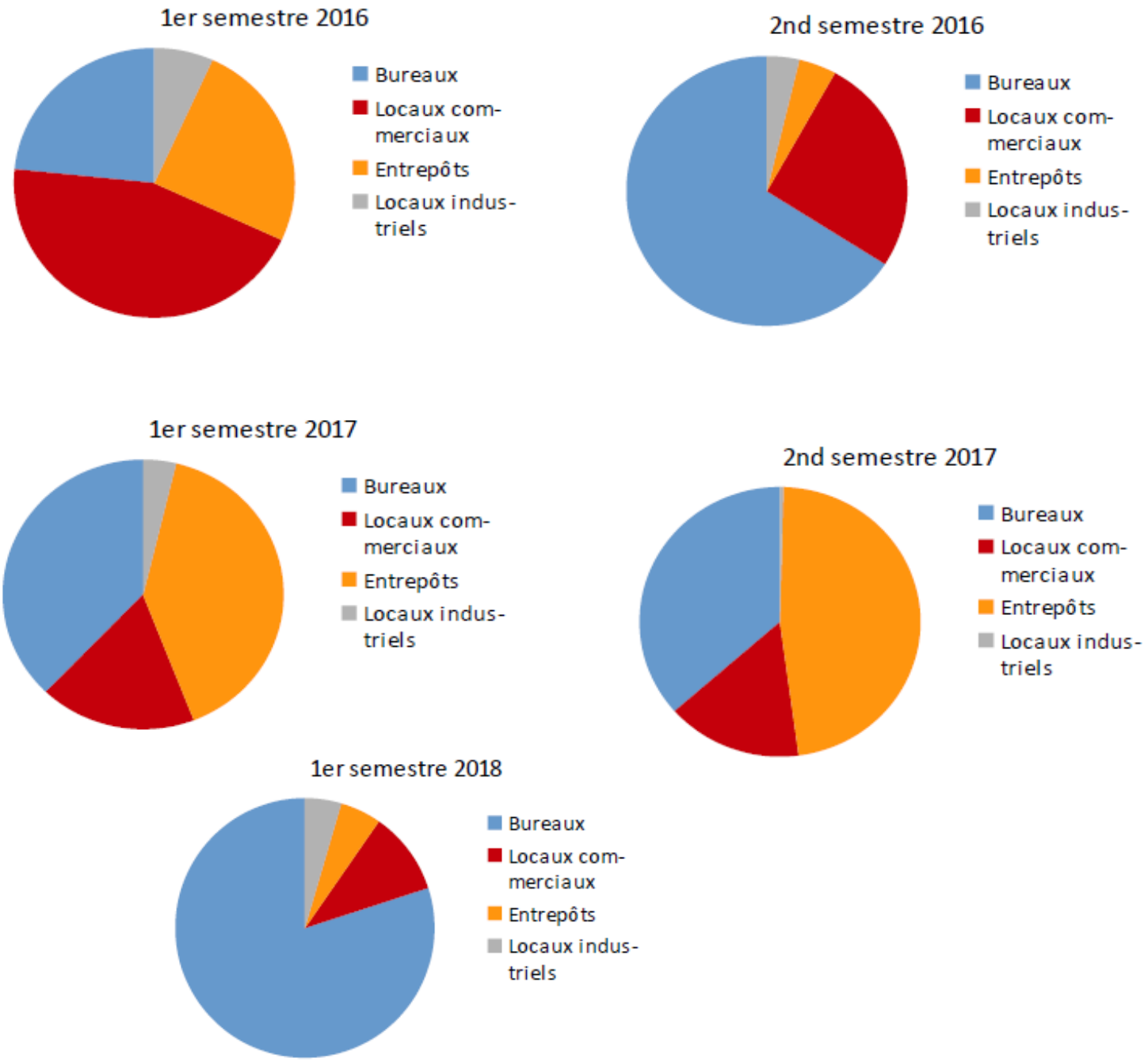
	1er semestre 2016	1er semestre 2017	1er semestre 2018	Variation par rapport à 2016	Variation par rapport à 2017
SSD	466 000 m²	308 000 m²	370 000 m²	-21 %	+20 %
IDF	2 057 000 m²	2 249 000 m²	2 378 000 m²	+16 %	+6 %
Part SSD/IDF	23 %	14 %	16 %		



Interprétation : Les autorisations à construire des locaux destinés aux entreprises et aux services publics repartent à la hausse au premier semestre 2018 voit l, sans pour autant revenir à leur plus fort niveau. Le potentiel de la Seine-Saint-Denis pour accueillir de nouvelles activités économiques est confirmé : le département représente 16 % du développement de locaux d'activités de l'Île-de-France.

Autorisations accordées en fonction du type de locaux

	1er semestre 2016	2nd semestre 2016	1er semestre 2017	2nd semestre 2017	1er semestre 2018
Bureaux	66 654 m²	107 839 m²	61 291 m²	88 100 m²	183 112 m²
Locaux commerciaux	127 407 m²	42 704 m²	29 226 m²	37 704 m²	23 625 m²
Entrepôts	71 753 m²	7 043 m²	65 328 m²	114 571 m²	11 793 m²
Locaux industriels	19 306 m²	6 097 m²	6 097 m²	934 m²	10 347 m²
Total	**285 120 m²**	**163 683 m²**	**161 942 m²**	**241 309 m²**	**228 877 m²**



Interprétation : Depuis 2016, la part que représentent les bureaux dans les autorisations à construire de nouveaux locaux d'activités progresse fortement. Elle était de 23 % au premier semestre 2016 et cette part représente à 80 % au premier semestre 2018. Cette évolution traduit l'attractivité de certains territoire du département pour l'implantation de bureaux, notamment Plaine Commune.

Il est à noter que dans le cadre de la délivrance des agréments de bureaux qui relève de la compétence du préfet de région, les grandes opérations de bureaux sont désormais incitées à être mixées avec des créations de logements, pour favoriser un développement équilibré du territoire.

Sur les 2 dernières années, la part de locaux industriels est stable. Les parts des locaux commerciaux ou des entrepôts varient sensiblement d'une année à l'autre : certains projets ponctuels peuvent faire bondir les données propres à ces locaux (c'était le cas en 2017, 2 projets importants de création d'entrepôts sur Dugny et Tremblay-en-France).

Nombre de logements autorisés au 1er semestre 2018

Les analyses de la construction réalisées semestriellement pour le tableau de bord du club 93 conjoncture sont établies d'après les séries de chiffres dites « en date de prise en compte » (dans le système statistique). Celles-ci donnent une indication de tendance, par différence avec les séries de chiffres dites « en date réelle », dont la stabilisation prend un an minimum, préférées pour les analyses structurelles de long terme, notamment pour communiquer sur le suivi de la réalisation des objectifs de construction pour résoudre la crise du logement en Île-de-France. Avec la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, l'objectif régional de construction a été porté à 70 000 logements par an. Depuis décembre 2017, de nouveaux objectifs de construction ont été adoptés (pour 2018) par le Schéma régional de l'hébergement et de l'habitat, qui seront déclinés dans le périmètre de la métropole par le Plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement en cours d'élaboration. Ces objectifs sont maintenus à 70 000 logements par an en Île-de-France et
s'élèvent pour la Seine-Saint-Denis à 11 800 logements par an. Dans cette partie, les analyses des données Sit@del sont effectuées pour observer la tendance du 1er semestre 2016 au 1er semestre 2018 pour éviter de biaiser les évolutions par de la saisonnalité.

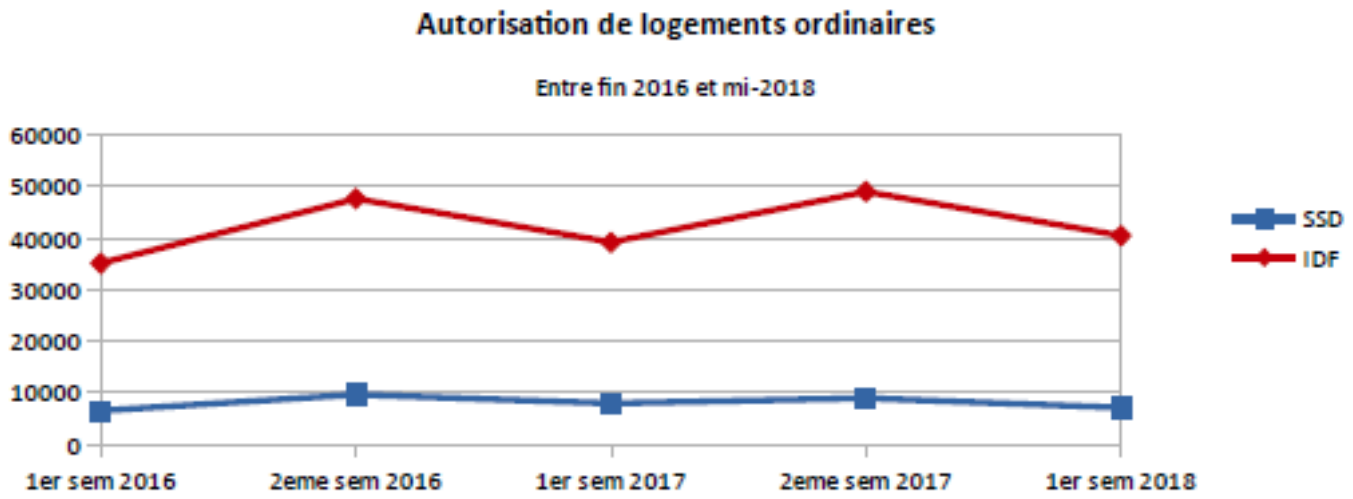
	Logements individuels	Logements semi-individuels	Logements collectifs	Logements en résidence	Total
SSD	216	195	6683	1153	8 247
IDF	3 766	2 298	34 385	5 389	45 838
Part SSD/IDF	6 %	8 %	19 %	21 %	18%

La Seine-Saint-Denis, département à la densité urbaine variable, mais directement situé aux portes de Paris, représente 1/5 des logements collectifs autorisés sur la région. Le faible chiffre d'autorisations de logements individuels laisse par ailleurs présager d'un étalement urbain plutôt modéré.

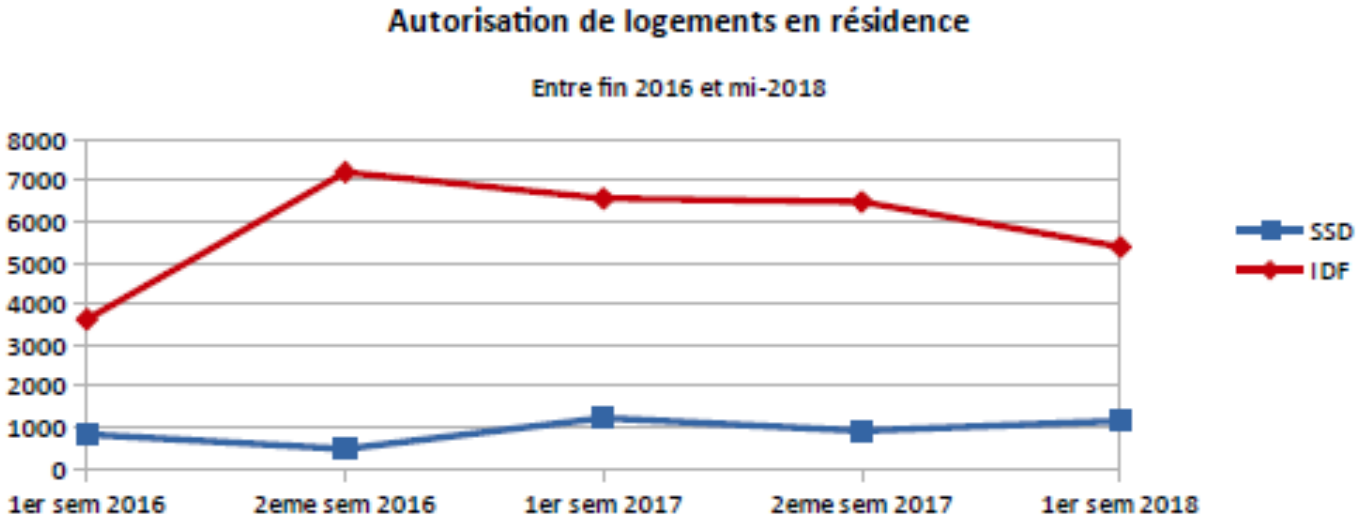
L'ensemble de ces chiffres illustre la densification résidentielle du territoire.

Autorisations pour des logements ordinaires

	1er sem 2016	2eme sem 2016	1er sem 2017	2eme sem 2017	1er sem 2018	Evolution depuis fin 2017
SSD	6526	9 664	7 945	8 960	7 094	-21 %
IDF	35 117	47 625	39 167	48 985	40 449	-17 %



Autorisations pour des logements en résidence	1er sem 2016	2eme sem 2016	1er sem 2017	2eme sem 2017	1er sem 2018	Evolution depuis fin 2017
SSD	823	470	1 222	910	1 153	+26 %
IDF	3 628	7 206	6 567	6 484	5 389	- 17 %



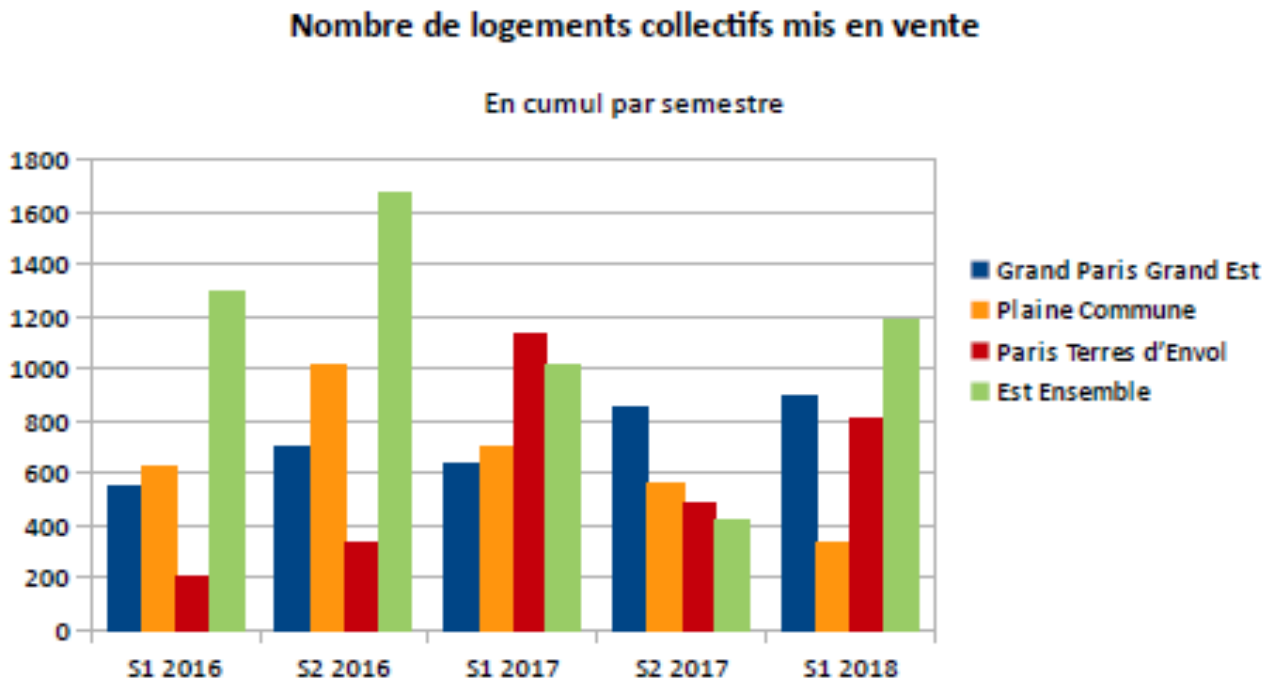
Le rythme de délivrance des autorisations semble plus stable en Seine-Saint-Denis qu'en Île-de-France, pour les logements ordinaires ou des logements en résidence.
Le nombre d'autorisations pour les logements ordinaires est en forte baisse comparé au second semestre 2017, mais est proche de celui du 1er semestre 2017, soit un nombre presque équivalent à la même date.
L'objectif annuel de 11 800 logements fixé par le schéma régional de l'habitat et de l'hébergement pour l'ensemble du territoire semble pouvoir être atteint et dépassé en 2018.

Il est à noter que la surface moyenne d'un logement collectif est de 62 m² en Seine-Saint-Denis pour 63 m² en Île-de-France et 64 m² en France métropolitaine. Le territoire offre une qualité résidentielle a priori intéressante pour des ménages tentés de s'installer en Île-de-France.

Nombre de logements collectifs mis en vente en fonction du semestre et de l'EPT

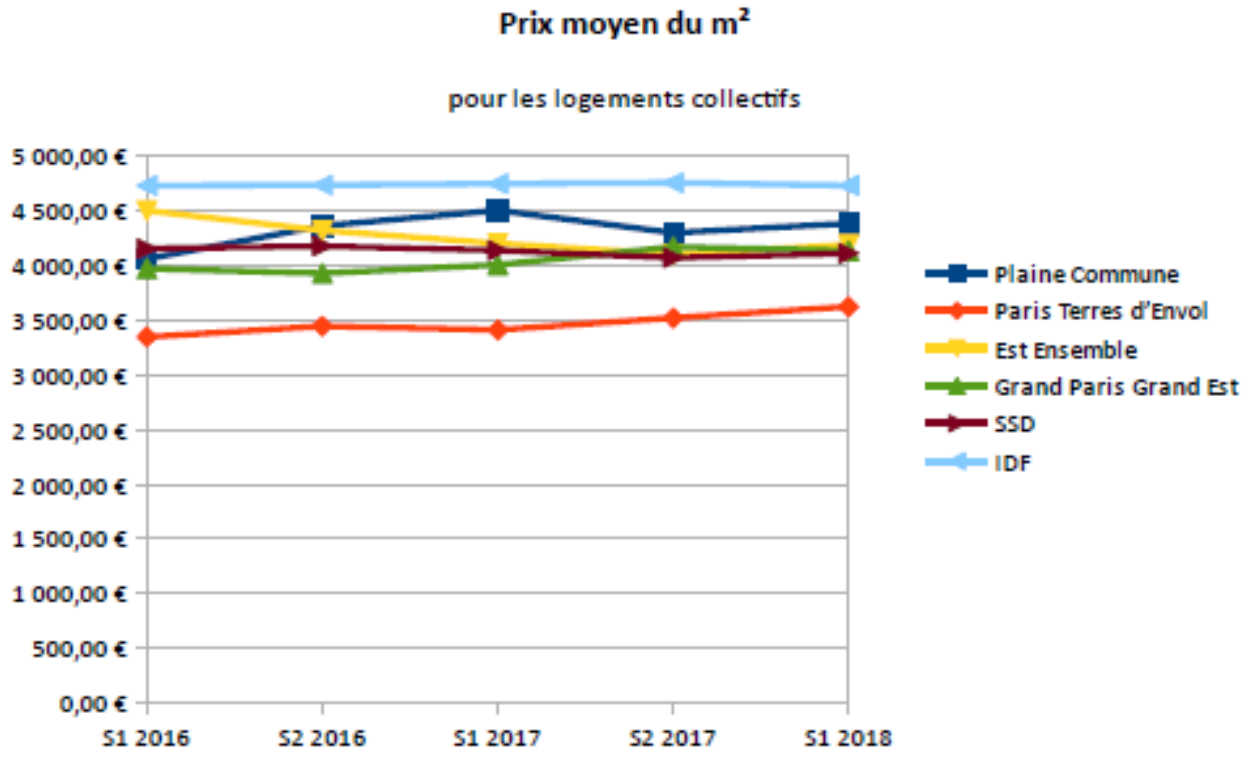
Les données présentées dans les deux sections suivantes étaient provisoires, les données du deuxième trimestre 2018 ont été consolidées le 16 novembre, postérieurement à la rédaction de cette contribution.

Territoire	S1 2016	S2 2016	S1 2017	S2 2017	S1 2018	Poids sur le 93
Plaine Commune	625	1 017	703	565	329	10 %
Paris Terres d'Envol	202	336	1 136	482	807	25 %
Est Ensemble	1 299	1 676	1 018	417	1 185	37 %
Grand Paris Grand Est	547	705	640	857	891	28 %
SSD	**2 673**	**3 734**	**3 497**	**2 321**	**3 212**	
IDF	16 095	14 463	18 014	14 738	17 126	
Part SSD/IDF	**17 %**	**26%**	**19%**	**16%**	**19 %**	



Prix moyen du m² pour les logements collectifs

Territoire	S1 2016	S2 2016	S1 2017	S2 2017	S1 2018
Plaine Commune	4 059 €	4 360 €	4 502 €	4 297 €	4 382 €
Paris Terres d'Envol	3 345 €	3 444 €	3 410 €	3 520 €	3 621 €
Est Ensemble	4 499 €	4 320 €	4 199 €	4 102 €	4 189 €
Grand Paris Grand Est	3 970 €	3 927 €	4 004 €	4 168 €	4 135 €
SSD	4 154 €	4 176 €	4 137 €	4 069 €	4 109 €
IDF	4 729 €	4 734 €	4 747,00 €	4 755 €	4 729 €



On notera le prix du m² plutôt stable à l'échelle de la région, et une tendance à l'augmentation en Seine-Saint-Denis, particulièrement visible pour Paris Terres d'Envol, bien que cet EPT reste le moins cher.

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE2018 -

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis * Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis * Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis * Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis * Tribunal de Commerce * DIRECCTE Ile-de-France * URSSAF de Paris- Région Parisienne * Pôle Emploi Seine-Saint-Denis * Unité départementale de l'Equipement et de l'Aménagement * Comité Départemental du Tourisme * Banque de France de la Seine-Saint-Denis * Direction départementale des Finances Publiques * Direction régionale des Douanes de Paris-Est

IMMATRICULATIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES (RCS)

Les immatriculations ont été subdivisées dans les 4 catégories connues actuellement :
• Personnes physiques : lettre A dans le numéro RCS
• Personnes morales : lettre B dans le numéro RCS
• Groupe Intérêts Economiques : lettre C dans le numéro RCS
• Sociétés civiles : lettre D dans le numéro RCS

Sur la dernière ligne du tableau apparaît le chiffre concernant les dépôts des Comptes Annuels déposés au greffe.

NOMBRE D'ETABLISSEMENTS IMPLANTES EN ZFU EN SEINE-SAINT-DENIS : EVOLUTION DEPUIS 2001

L'indicateur relatif au nombre d'établissement implantés en ZFU en Seine-Saint-Denis est issu de l'exploitation du système d'information territoriale de la CCIR, Territem.
Il repose sur une géolocalisation précise (réalisée par la CCID Seine-Saint-Denis), des établissements de Seine-Saint-Denis.
Il provient du fichier des établissements produit par l'INSEE (Sirene Notice 80), disponible au 31 décembre de chaque année.
Il ne tient pas compte des activités suivantes :
• les personnes morales et organismes soumis au droit administratif (collectivités, écoles, OPHLM, etc.)
• les organismes privés spécialisés (CPAM, caisse de retraite, ASSEDIC, etc.)
• les groupements de droit privé (associations, fondations, clubs sportifs, etc.)
• les paroisses hors zone concordataire
• Etat collectivité ou établissement public étranger (ambassades, consulat, etc.)
• Etablissement public national à caractère industriel ou commercial doté d'un comptable public (ex : EPA Plaine de France, Caisse nationale de prévoyance)
• Etablissement public national à caractère industriel ou commercial non doté d'un comptable public (ex : SNCF et RATP)
• Exploitant public (la Poste)
• Etablissement public local à caractère industriel ou commercial (OPAC, office public, etc.)
• Régie d'une collectivité locale à caractère industriel ou commercial (Cinéma associatif, régie communale de distribution de l'eau, etc.)
• Institution Banque de France

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés :
• le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.
• Chiffre d'affaires : les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer. En conséquence, une certaine prudence s'impose lors de l'analyse de ces données.

• TVA brute totale : il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France. Les taux les plus couramment appliqués sont 20 % (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche…prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

• TVA déductible sur immobilisations : la technique retenue pour la taxation de la valeur ajoutée implique que la taxe qui a alourdi les éléments du prix de revient d'une opération imposable soit déductible de la taxe applicable à cette opération.
L'exercice de ce droit à déduction s'opère sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est-à-dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

• TVA nette due : il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Cette variable est donc à utiliser avec prudence dans la mesure où elle ne reflète pas les sommes effectivement versées au Trésor Public.

Ainsi, certaines entreprises peuvent déclarer un montant de TVA due correspondant à leur chiffres d'affaires mais qu'elles ne sont pas en mesure de payer du fait de la conjoncture ou du comportement de leur dirigeant. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement.

De plus, il convient de noter que l'évolution de la situation économique n'est pas directement liée au montant dû de TVA dans la mesure où le montant peut être impacté par des opérations d'investissement ou des exportations lourdes réalisées par les entreprises les plus importantes.

CHIFFRES CLES « SALONS »
Les comparaisons sont faites entre années similaires, c'est-à-dire entre années paires d'une part et années impaires d'autre part.

DONNEES SUR LA CONSTRUCTION NEUVE (SITADEL)
• l'autorisation de construire, pour les permis ayant reçu un avis favorable de l'autorité compétente qui donne lieu à la série des permis autorisés,
• la déclaration d'ouverture de chantier qui donne lieu à la série des permis commencés.

Les données publiées disponibles sont en date « de prise en compte » (dans le système statistique). Celles-ci donnent une indication de tendance, par différence avec les séries de chiffres dites « en date réelle », dont la stabilisation prend un an minimum, préférées pour les analyses structurelles de long terme, notamment pour communiquer sur le suivi de la réalisation des objectifs de construction pour résoudre la crise du logement en Île-de-France.

DONNEES SUR LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS (ECLN)

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) est exhaustive et son objectif est l'observation conjoncturelle du marché de la promotion privée immobilière de logements neufs.

• le champ de l'enquête : elle utilise comme base de sondage l'ensemble des permis ayant au moins cinq logements neufs, dont au moins un est destiné à la vente sur le marché de la promotion immobilière.

• les mises en vente : on appelle « mises en vente » les logements nouvellement offerts à la commercialisation par les promoteurs au cours de l'année enquêtée.

• les ventes ou réservations : l'enquête recense les réservations, avec dépôt d'arrhes effectués sur chaque programme. Dans la présentation des résultats, on parle indifféremment de ventes ou de réservations.

Pour le Club 93 Conjoncture, l'analyse réalisée par l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA ne porte que sur le marché des appartements neufs.

DIFFERENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DRIEA SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE

L'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA transmet des données sur les flux physiques :

- données de la construction (privée et sociale)
- données du marché immobilier des logements neufs : les données portent uniquement sur les ventes de logements neufs en collectif (ventes, mises en vente).

La Banque de France transmet, dans sa série des encours de crédits à l'habitat, non pas des données de flux, mais des données de stocks (ou de variation de stocks si l'on observe la progression des encours de crédits).

Le champs observé, en grisé sur le tableau, diffère de celui de l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA : n'y figurent pas les crédits mobilisés par les promoteurs locatifs sociaux ou HLM (soit 25 à 35 % de la construction neuve dans le département) ; en revanche, son champ intègre les transactions dans l'ancien, sur quoi l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA ne fournit pas d'informations semestrielles.

Les informations transmises par la Banque de France fournissent donc une image plus éloignée des fluctuations dans la construction neuve des logements : les variations d'encours sont affectées par des variations dans le remboursement de crédits antérieurs ; les crédits nouveaux intègrent les crédits sur les transactions, et leur volume dépend aussi d'effet de prix, et de variations dans les structures de financement adoptées par les acquéreurs de logements (répartition entre les fonds propres, les crédits familiaux ou amicaux non déclarés, et les crédits bancaires).

INDICATIONS DE LECTURE

CVS : corrigées des variations saisonnières

DB : données brutes

Glissement annuel en % : taux de croissance du mois (ou trimestre) de l'année par rapport au mois (ou trimestre) de l'année précédente

Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) : données corrigées des variations saisonnières

SHON : Surface hors œuvre nette

CAF/FAB : Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : Pour les importations Coût, Assurance et Frais compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, Franco A Bord à notre frontière.

CONTACTS

SECRETARIAT CLUB 93 CONJONCTURE	
Céline DOMINGUES Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 48 95 10 28 / Fax : 01 48 95 11 58 / cdomingues@cci-paris-idf.fr	
DONNEES	**CORRESPONDANTS**
LES MENAGES	
Crédits à la consommation Crédit à l'habitat	Serge DELOYE Banque de France Tél : 01 48 13 35 50 serge.deloye@banque-france.fr
LES ENTREPRISES	
Analyse des enregistrements au RCS	Francis GRIVEAU/Mme METIN/Benoit KERKACHE Tribunal de Commerce de Bobigny Tél : 01 41 83 61 51/52 presidence@greffe-tc-bobigny.fr
Analyse des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteurs d'activités	Jean-Claude DAUTHEL Chambre de Métiers et de l'Artisanat 93 Tél : 01 41 60 75 51 jc.dauthel@cma93.fr
Nombre d'établissements implantés en ZFU	Nadia VALENTE-GUIDIS CCID Seine-Saint-Denis Tél : 01 48 95 10 28
Le commerce extérieur	Véronique MOREAU / Jean-François DEPIN Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est Tél : 09 70 27 21 30 / 09 70 27 21 32 veronique.moreau@douane.finances.gouv.fr Jean-francois.depin@douane.finances.gouv.fr
La Taxe sur la Valeur Ajoutée et l'Impôts sur les Sociétés	Bruno SIMON DDFIP Tél : 01 48 96 62 89 Bruno.simon@dgfip.finances.gouv.fr
Crédits à l'équipement des entreprises	Serge DELOYE Banque de France Tél : 01 48 13 35 50 serge.deloye@banque-france.fr

LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES	
Le musée de l'Air et de l'Espace La Basilique de Saint-Denis Le Stade de France L'hôtellerie	Daniel ORANTIN Comité Départemental du Tourisme 93 Tél : 01 49 15 98 98 d.orantin@tourisme93.com
Les chiffres clés « salons » au Bourget et à Villepinte	CCIR PARIS Département tourisme congrès et salons Jean-Marie NAYS Tél : 01 55 65 77 09 jmnays@cci-paris-idf.fr
L'EMPLOI	
Les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) Les offres d'emplois enregistrées et satisfaites (OEE)	DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 54 91 laurentiu.aioanei@direccte.gouv.fr
Les offres par taille d'entreprise Les principaux secteurs recruteurs Les principaux métiers recherchés par les entreprises offreuses	Didier KLEIN Pôle Emploi Tél : 01 45 17 96 61 didier.klein@pole-emploi.fr
Le taux d'évolution du chômage sur un an	DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 54 91 laurentiu.aioanei@direccte.gouv.fr
Evolution du RSA	Jean-Luc PARISOT Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis Tél : 01 43 93 86 40 jparisot@seinesaintdenis.fr
Les déclarations uniques d'embauches	Sophie CONSTANTIN URSSAF de Paris/Seine-Saint-Denis Tél : 01 56 93 24 94 sophie.constantin@urssaf.fr
Evolution du nombre d'établissements Evolution du nombre de salariés Evolution des effectifs dans le secteur commercial Evolution des effectifs dans les principaux secteurs d'activité de services Evolution des emplois dans les services Evolution de la part des secteurs tertiaires et industriels dans l'ensemble des emplois salariés	DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 54 91 laurentiu.aioanei@direccte.gouv.fr
LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER	
Construction de logements neufs Logements locatifs sociaux Marché des appartements neufs (promotion privée) Construction de locaux d'entreprise	Rida EL MAHALLI / Fabien DOISNE / Paul LEROUX UDEA93 93 rida.el-mahalli@developpement-durable.gouv.fr fabien.doisne@developpement-durable.gouv.fr paul.leroux@developpement-durable.gouv.fr

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -